

Climate Risk and Early Warning Systems Initiative (CREWS) Djibouti project

Manuel sur la gestion à base communautaire des inondations en République de Djibouti



Juillet 2026

Tables des matières

NOTE GÉNÉRALE.....	3
LISTE DES ABRÉVIATIONS	4
1. INTRODUCTION	6
1.1. Le parcours suivi pour la préparation de ce Manuel et ses objectifs	6
1.2. Profil général des communautés choisies pour la gestion communautaire des inondations en République de Djibouti	8
2. CONTEXTE : STRUCTURES COMMUNAUTAIRE ET PARTICIPATION.....	13
2.1. La participation communautaire – Quelques principes généraux et historique	13
2.2. La participation communautaire – Quelques spécificités en relation à la gestion des inondations.....	19
2.3. Organiser la participation communautaire	27
3. APPROCHE « MULTI-STAKEHOLDER » DANS LA GESTION DES INONDATIONS.....	29
4. ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES DE GESTION DES INONDATIONS	34
4.1. Préparation aux inondations	34
4.2. Réponses aux inondations.....	62
4.3. Récupération post-inondations.....	71
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	74
RÉFÉRENCES	77
Annex A – Principales étapes à suivre pour la gestion communautaire des inondations	79

NOTE GÉNÉRALE

Le développement économique et social affecte les moyens de subsistance et l'aménagement du territoire et peut potentiellement causer une dégradation de l'environnement. En conséquence, les catastrophes naturelles deviennent de plus en plus imprévisibles et de plus en plus graves dans le monde entier. L'une des leçons tirées de ces catastrophes a été la prise de conscience (par les gouvernements nationaux et locaux, les communautés et le secteur privé) de l'importance de l'atténuation des risques de catastrophe par une préparation accrue avant la survenue des calamités. Dans cette perspective, le projet CREWS Djibouti, une initiative quadriennale de systèmes d'alerte précoce et de gestion des risques climatiques dotée d'un budget de 3,6 millions de dollars, vise à renforcer les capacités des agences hydrométéorologiques et de gestion des catastrophes nationales de Djibouti. Mis en œuvre conjointement par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Agence des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), ce projet a pour objectif d'améliorer la production, la mise en œuvre et la diffusion des systèmes d'alerte précoce multirisques, permettant ainsi une meilleure préparation, une action précoce et une réponse efficace aux événements hydrométéorologiques dangereux qui affectent la République de Djibouti.

Pour être efficaces, les systèmes d'alerte précoce doivent être fondés sur une base scientifique solide et une technologie fiable, mais surtout être multirisques, fiables, accessibles à tous et axés sur les personnes. Ils doivent tenir compte des besoins et des capacités spécifiques des différents groupes, y compris des personnes marginalisées ou vivant dans des conditions précaires.

A cet effet, dans le cadre de l'initiative CREWS Djibouti, des approches de gestion à base communautaire des inondations (CBFM) sont mises en œuvre dans des communautés pilotes sélectionnées, renforçant ainsi leurs capacités d'autonomie face aux événements hydrométéorologiques, notamment par le développement de canaux de diffusion des alertes précoces et l'amélioration de la réponse des utilisateurs finaux, y compris l'intégration de la dimension de genre. À cette fin, l'équipe du projet CREWS Djibouti de l'OMM a contracté le Croissant-Rouge de Djibouti (CRD), qui est en train de dérouler des activités de CBFM à Djibouti. K&I apporte un soutien technique au CRD.

L'objectif de ce document est de fournir des outils et des idées pour réduire la vulnérabilité et améliorer la capacité et la participation des communautés locales en les sensibilisant à l'évaluation des risques et à la planification de la préparation aux inondations, à la gestion, au suivi et aux systèmes d'alerte précoce, et en intégrant des plans de préparation individuels et communautaires pour les interventions d'urgence. Nous souhaitons que ce Manuel de gestion communautaire des inondations devienne un outil utile pour les communautés et pour d'autres organisations œuvrant dans la gestion des inondations (mais aussi d'autres aléas).

Bien évidemment, nous ne pouvons pas garantir que le fait de suivre les indications contenues dans ce manuel puisse préserver les communautés des effets néfastes des inondations, car ces phénomènes sont souvent difficiles à prévoir et peuvent avoir une intensité qui les rend ingérables. En outre, les contextes sociaux et environnementaux sont très différents et, par conséquent, chaque indication et suggestion doit être appliquée en tenant compte du contexte spécifique de son application. Enfin, les ressources disponibles localement peuvent ne pas être suffisantes. Néanmoins, le manuel fournit des principes et des lignes d'action auxquels se référer dans différents contextes, en adaptant les initiatives d'intervention aux réalités locales. A cet effet, il existe également de nombreux exemples et outils dont on peut s'inspirer pour intervenir en cas de besoin.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ANM	Agence Nationale de la Météorologie de Djibouti
ANPH	Agence Nationale des Personnes Handicapées de Djibouti
APFM	Associated Program on Flood Management (Programme Associé sur la Gestion des Inondations)
AL	Autorités locales
CBFM	Community-Based Flood Management (activités de gestion à base communautaire des inondations)
CBMC	Community-Based risk (par ex., flood and/or drought) Management Committee
CBFM	Gestion à base communautaire des inondations
CBO	Community-Based Organization
CERD	Centre d'Etudes et de Recherche de Djibouti
CGCIS	Conseils ou Comités de gestion communautaire des risques
CRD	Croissant-Rouge de Djibouti
CREWS	Climate Risk and Early Warning Systems Initiative (Initiative sur les risques climatiques et les systèmes d'alerte précoce)
DMC	Disaster Management Committee
DPI	Développement Participatif et Intégré
DRP	Diagnostic Rural Participatif
E2E	End to end (de bout à bout)
EWS	Early Warning System
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS	Floods Early Warning System
FF	Flood Forecasting (prévision des inondations)
GCRC	Gestion à base communautaire des risques de catastrophe
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery
GWP	Global Water Partnership/ Partenariat mondial pour l'eau
ICIMOD	International Centre for Integrated Mountain Development
IDMP	Integrated Drought Management Programme
IISD	International Institute for Sustainable Development
ILO	International Labour Organization
IUCN	International Union for Conservation of Nature
LGBTQ	Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Queer/Questioning
MARP/PRA	Méthodes Actives de Recherche et de Planification Participative
NODS	Protection civile de Antigua & Barbuda
OBF	Organisation de gestion de bassin fluvial
OMM (WMO)	Organisation Météorologique Mondiale (World Health Organization)
OC	Organisations communautaires
ONEAD	Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ORSEC (plan)	Plan relatif à l'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PAM (WFP)	Programme Alimentaire Mondial (World Food Programme)

PID	Participatory and Integrated Development
PIRB	Projet Intégré de Résorption des Bidonvilles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRA	Participatory Rural Appraisal
RRA	Rapid Rural Appraisal
SAP	Systèmes d'alerte précoce
SAPMH/MHEWS	Systèmes d'alerte précoce multirisques
SEGRC	Secrétariat Exécutif de la Gestion des Risques et des Catastrophes (de Djibouti)
SEI-B	Stockholm Environment Institute – Boston Centre
ST	Services techniques (par exemple, météorologie, énergie, protection civile, environnement, hydrologie, agriculture, santé)
UNDP	United Nations Development Program
UNDRR	Agence des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes
VFDM	Volta Flood and Drought Management Project

1. INTRODUCTION

La participation communautaire a été – du moins en ligne de principe – au cours des 40/50 dernières années au cœur de toute politique de développement et d'intervention d'urgence impliquant les personnes, partant du principe qu'une approche « descendante » n'est pas adéquate pour la mise en œuvre et la durabilité à long terme des interventions et de leurs résultats. En fait, si les communautés sont impliquées dans la conception et le développement d'une solution, elles ont plus de chances de la maintenir pendant une période plus longue. La politique de développement et l'intervention d'urgence en cas de catastrophe doivent être associées par une approche de base ou ascendante (voir chapitre 2) ainsi que par une approche descendante. Cela est également vrai dans toute politique/intervention en matière de gestion communautaire des inondations. C'est une étape importante pour permettre aux communautés, et aux acteurs sociétaux en général, d'être reconnus comme protagonistes dans ce contexte et de s'aider eux-mêmes à cet égard et de soutenir ces efforts.

De plus, en l'absence de participation au niveau communautaire (c'est-à-dire collectif), la plupart des activités sont menées au niveau individuel ou familial, et elles découlent de besoins individuels. De telles activités sont donc limitées dans leur efficacité et pourraient être insuffisantes pour protéger la communauté dans son ensemble et les individus à long terme des effets néfastes des inondations et des autres aléas (sécheresse, vagues de chaleur, glissements de terrain, tempêtes, etc.). Par contre, si les activités basées sur des initiatives individuelles sont mutualisées et menées de manière organisée au niveau communautaire, la vulnérabilité et les risques dus à ces aléas peuvent être sensiblement réduits. C'est un processus par lequel les communautés concernées fonctionnent et contribuent à réaliser une activité prédéterminée en tant que groupe cohérent, tout en reconnaissant et en valorisant les différences en leur sein. Les personnes/communautés ne sont plus considérées comme des destinataires ; elles sont plutôt devenues des parties prenantes essentielles (des protagonistes) qui ont un rôle majeur à jouer dans les programmes communautaires de gestion des inondations et des autres aléas. L'implication de la communauté est plus efficace lorsque les gens sont pleinement conscients, responsabilisés et formés.

Il est donc important que les gens aient la possibilité de jouer un rôle plus actif et que les services étatiques et les autres acteurs « institutionnels » dans la gestion des risques facilitent et fournissent un soutien catalytique aux programmes communautaires.

1.1. Le parcours suivi pour la préparation de ce Manuel et ses objectifs

En 2024, dans le cadre de la “Climate Risk and Early Warning Systems Initiative” (CREWS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Agence des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) ont démarré à Djibouti, le projet CREWS Djibouti. Ce programme a pour objectif général « renforcer les capacités des autorités nationales djiboutiennes à produire, mettre en œuvre et diffuser des systèmes d'alerte précoce multirisques,

ainsi que des mesures de préparation, d'action précoce et de réponse aux événements hydrométéorologiques dangereux qui affectent le pays »¹.

Une composante importante de ce Projet est la gestion à base communautaire des inondations à Djibouti (en milieu urbain et rural). C'est dans le cadre de cette composante de CREWS Djibouti que ce Manuel a été conçu en « joignant » les approches méthodologiques et opérationnelles du Programme Associé sur la Gestion des Inondation² (APFM), en faisant référence non seulement aux outils produits à cet égard³, mais également à plusieurs projets où la gestion à base communautaire des inondations a été largement pratiquée⁴, avec les expériences concrètes développées et en cours en République de Djibouti, notamment dans trois communautés (quartier « Vietnam » à Djibouti-ville, Koutabouyya dans la région de Dikhil, et Sgallou dans la région de Tadjourah).

En effet, à l'intérieur de cette composante, différentes activités communautaires de gestion des inondations ont également été testées et sont en cours, desquelles nous avons également extrait quelques "voix du terrain", qui représentent des exemples d'expériences concrètes auxquelles pouvoir s'inspirer pour des situations similaires. Cette « joncture » a été possible sur la base d'une intense coopération entre les auteurs de ce document⁵ et le CRD ainsi que les groupes à la base impliqués dans ces activités.

Ce document, tout comme ceux antérieurement rédigés dans le cadre de l'APFM et cités en note, se propose de fournir des lignes directrices générales et spécifiques pour organiser/renforcer efficacement les activités de gestion à base communautaire des inondations avec un œil spécifique sur la République de Djibouti. Il est destiné aux dirigeants locaux, mais aussi aux communautés locales elles-mêmes, et aux gestionnaires de catastrophes. Certaines questions sont également abordées afin de faciliter la création des cadres institutionnels nécessaires pour renforcer la participation communautaire (et/ou valoriser les réseaux existants). Celles-ci sont principalement liées à l'engagement des gestionnaires de risques/catastrophes, des ONG et de la société civile au sens large, des entrepreneurs et des décideurs politiques dans l'harmonisation des activités communautaires avec d'autres politiques de développement et de gestion des catastrophes naturelles.

Ce document a, plus spécifiquement, un quadruple objectif :

1. Contribuer, sur la base spécifique du projet CREWS-Djibouti, à une progression de la réflexion sur la gestion communautaire des inondations.

¹ WMO. [Crews Djibouti](#).

² APFM, [Associated programme on Flood Management](#) – APFM est une initiative conjointe de l'Organisation météorologique mondiale – OMM et du Partenariat mondial pour l'eau – GWP.

³ WMO (2006). [Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management](#). Flood Management Policy Series. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva ; APFM (2008). [Organizing Community Participation. A Tool for Integrated Flood Management](#). APFM Technical Document No. 9, Flood Management Tools Series ; APFM/K&I (2017). [Community-Based Flood Management](#). Integrated Flood Management Tools Series No.4 version 2.0.; APFM/K&I (2022). [Manuel sur la gestion à base communautaire des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta](#).

⁴ “[Community-Based Flood Management \(CBFM\). Approaches in Thailand and Lao People's Democratic Republic](#)” ; [Volta Flood and Drought Management](#) (VFDM) project ; [Community Based Flood Management in Malawi and Costa Rica](#) ; Strengthening Hydro-Meteorological and Early Warning Services in the Caribbean – CREWS Caribbean Initiative; [CREWS Cambodia and Lao PDR](#).

⁵ [Knowledge & Innovation](#) (K&I).

2. Mettre en évidence les activités mises en œuvre, les expériences et les résultats du CBFM en République de Djibouti⁶.
3. Mettre à la disposition des acteurs qui, depuis différentes perspectives (administrations locales, services techniques, ONG et organisations de la société civile, leaders communautaires et communautés, monde de la recherche scientifique, etc.) sont impliqués dans la gestion quotidienne des inondations, une série de concepts, suggestions et instruments utiles.
4. Examiner comment des outils, des méthodologies et des stratégies de mise en œuvre similaires peuvent être appliqués dans d'autres communautés (dans la sous-région, mais aussi, mutatis mutandis, plus en général partout dans le monde) ayant des besoins similaires en matière de gestion des inondations (et d'autres aléas naturels).

Ce document contient cinq chapitres.

- ✓ Ce chapitre, lequel sera complété ci-dessous en incluant des informations sur les 3 sites sélectionnés pour les activités de gestion à base communautaire dans le cadre de CREWS Djibouti.
- ✓ Le Chapitre 2 présente le contexte et les principes de la gestion communautaire des inondations (structure et participation des personnes/communautés et informations de base nécessaires pour valoriser les acteurs sociétaux et organiser une participation communautaire efficace).
- ✓ Le Chapitre 3 présente les approches multi-acteurs dans la gestion des inondations, en élargissant un peu le champ d'application du chapitre précédent.
- ✓ Le Chapitre 4 illustre les activités communautaires de gestion des inondations, à partir, essentiellement mais non exclusivement, d'expériences concrètes en République de Djibouti selon le « cycle de la gestion des risques » (Préparation, Réponses, Récupération post-inondations).
- ✓ Le Chapitre 5 est dédié aux conclusions et aux recommandations.

En Annexe est présenté un schéma récapitulatif des principales étapes à suivre pour la gestion communautaire des inondations.

1.2. Profil général des communautés choisies pour la gestion communautaire des inondations en République de Djibouti

Le projet à base communautaire de gestion des inondations en république de Djibouti mis en œuvre par le CRD se concentre sur trois communautés localisées dans le quartier « Vietnam » à Djibouti-ville, et dans les villages de Koutabouyya dans la région de Dikhil au Sud et de Sagallou dans la région de Tadjourah au Nord.

Quartier Vietnam (Djibouti ville)

Vietnam constitue une réalité très particulière de la ville de Djibouti (près de 3000 habitants), par son identité de quartier rural-urbain développé sur le lit majeur de l'Oued Ambouli, dans une zone

⁶ Au terme temporel de mai 2026, quand ce document a été finalisé, CREWS Djibouti allant bien au-delà de ce terme temporel.

naturelle à fort risque d'inondation. Le quartier correspond aujourd'hui à un triangle de terrain bâti enclavé entre deux routes nationales et le nouveau chemin de fer, lequel ne dialogue pas avec le reste de la ville et regroupe, à l'intérieur, différentes réalités difficiles à lire au premier coup d'œil. Il s'agit d'un quartier très fragile, dont la population a souffert (et souffre toujours) à cause de plusieurs tragédies (lors des inondations) et des conditions d'insalubrité et de précarité de l'habitat, mais qui représente aussi une communauté résiliente, solidaire et consciente de la situation du quartier, qui demande de l'aide. Le quartier apparaît statique dans sa précarité, mais soumis à de nombreuses perturbations provenant du contexte extérieur (comme les eaux et les déchets provenant de Balbala).

Dans le cadre des activités de gestion communautaire des inondations, un processus participatif a été mené avec la communauté afin d'identifier et de prioriser les actions à mettre en œuvre selon le cycle de gestion des risques de catastrophe. Parmi les actions retenues, la formation des jeunes du quartier aux premiers secours et aux techniques de sauvetage a été identifiée comme une priorité, les jeunes étant considérés comme une force vive et un acteur clé de la réponse communautaire en cas d'urgence. Cette activité a été réalisée et a permis de renforcer les capacités locales d'intervention face aux situations d'inondation.

Des activités de préparation et de réduction des risques ont également été mises en œuvre, notamment la cartographie participative des zones sûres et des zones en hauteur afin de faciliter l'orientation et l'évacuation des populations en cas d'inondation. Un exercice de simulation sur la préparation communautaire aux inondations a également été réalisé (voir, par la suite, « Voix du terrain #20 »), couvrant plusieurs aspects de la réponse, notamment l'activation de l'alerte précoce, la diffusion des messages d'alerte, l'organisation de l'évacuation, ainsi que les premiers secours et les actions de sauvetage.

À l'approche des principales saisons de pluies à Djibouti (mars-avril-mai – MAM, juillet-août-septembre – JAS et octobre-novembre-décembre – OND), la communauté a également identifié la nécessité de mener des actions préventives telles que le nettoyage des déchets accumulés et l'ouverture des caniveaux afin de réduire les risques d'obstruction et de limiter les impacts des eaux de ruissellement. Cette activité est actuellement en cours de réalisation avec l'implication des acteurs communautaires.

Par ailleurs, la coordination avec les autorités locales et la municipalité a été identifiée comme une activité transversale essentielle pour assurer une gestion efficace des risques d'inondation. À travers l'accompagnement du CRD, les premiers échanges et mécanismes de coordination ont été initiés et seront maintenus afin de renforcer la collaboration entre la communauté et les structures locales compétentes.



Quelques photos du quartier Vietnam à Djibouti-Ville, ainsi que son emplacement

Koutabouyya – région de Dikhil

Koutabouyya est un petit village désertique situé dans l'ouest de la région de Dikhil (à environ 53 km à l'ouest de la ville de Dikhil proprement dite). Construite sur la plaine de Gobaad, cette communauté rurale d'un peu plus de 1000 habitants dépend fortement de l'élevage, du commerce local et des puits profonds indispensables à la région. Située à une altitude de 309 mètres, elle bénéficie d'un climat désertique chaud typique, caractérisé par des conditions extrêmement arides. À l'origine, le village était constitué de maisons construites en terre et en pierre. Parmi les villes et villages voisins, on trouve Eyl (15 km), Lake Abbe (24 km) et Dikhil (53 km).

Les principales activités économiques de la communauté reposent sur l'élevage et, dans une moindre mesure, sur une agriculture de subsistance. Cependant, les ressources alimentaires locales restent limitées, augmentant la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition durant les périodes de sécheresse. La région est marquée par des risques récurrents de catastrophes naturelles, tels que des sécheresses prolongées et des inondations saisonnières, qui entraînent des pertes de moyens de subsistance, la dégradation des infrastructures de base et des impacts graves sur la sécurité alimentaire.

Les inondations représentent une menace saisonnière majeure, survenant principalement durant les saisons des pluies de Karma (juillet-août-septembre – JAS) et Sougoum (mars-avril-mai – MAM). Elles se produisent généralement deux fois par an, avec des durées variant de 3 jours pour les pluies modérées à 7 jours pour les pluies intenses. Provoquées par le ruissellement des eaux venant des montagnes et le débordement des oueds voisins, ces crues causent des pertes humaines, détruisent des habitations, endommagent les infrastructures essentielles et isolent la localité, rendant les déplacements et l'accès impossibles. La population a signalé que l'oued principal s'élargit, provoquant l'érosion et la formation de nouveaux lits, ce qui expose davantage la communauté et ses moyens de subsistance au danger. Ces inondations affectent gravement

l'économie locale, détruisant les cultures, le bétail et les équipements agricoles, et renforcent ainsi l'insécurité économique. L'impact des crues est aggravé par l'absence de systèmes d'alerte précoce, le manque de digues de protection et la faible connaissance en gestion des risques et catastrophes au sein de la communauté.

Pendant les saisons des pluies, la communauté du village adopte des mesures d'adaptation en se déplaçant vers des zones plus élevées et en évacuant temporairement vers des espaces identifiés comme sûrs afin de réduire l'exposition aux risques d'inondation. Toutefois, ces mesures restent principalement des actions de réponse à court terme. Sur le plan structurel, la construction d'une digue de protection apparaît comme une solution prioritaire afin de limiter l'érosion progressive du lit de l'oued, qui continue de s'élargir et dont les eaux atteignent de plus en plus les habitations du village. Des actions d'accompagnement et de sensibilisation pourraient également être envisagées pour encourager la construction ou la consolidation d'habitations plus résistantes et mieux adaptées aux risques climatiques.



Photo Satellitaire du village de Koutabbouyya

Sagallou – région de Tadjourah

Sagallou est un village côtier important de la région de Tadjourah, situé le long du golfe de Tadjourah. Le village se trouve à environ 25 km au sud-ouest de la capitale régionale, Tadjourah, et est relativement proche de l'axe routier Tadjourah-Djibouti. La région offre de superbes paysages côtiers caractérisés par des zones intertidales et des sédiments sableux. Située le long du corridor nord, Sagallou est un point de transit majeur pour les flux migratoires en provenance d'Éthiopie ou du Yémen. Cette situation engendre des défis sociaux et économiques pour la communauté locale, tels que la pression sur les infrastructures, les ressources limitées en eau et en nourriture, ainsi que des besoins accrus en matière de sécurité (avec le temps) et de gestion humanitaire.

Comptant environ 4 000 habitants, le village revêt une importance historique en tant que site d'une brève tentative de colonisation russe à la fin du XIXe siècle. En 1889, un groupe de cosaques russes tenta d'établir une présence permanente dans la région sous le nom de « Nouvelle Moscou ». Cette entreprise coloniale fut de courte durée, car les forces françaises (qui revendiquaient le

territoire sous le nom de Somaliland français) ont rapidement repoussé les colons. Les ruines de cette brève occupation restent un fait historique marquant dans la région.

Aujourd'hui, Sagallou est une communauté entièrement peuplée d'Afar, axée sur le développement durable et le pastoralisme. La région a récemment bénéficié d'améliorations de ses infrastructures locales, notamment des pompes à eau solaires et des centres de formation professionnelle.

Les inondations constituent la menace la plus significative pour la communauté de Sagallou. Elles sont principalement causées par des pluies intenses qui, combinées à la configuration géographique de la région, déclenchent des crues rapides des oueds Assali et Ankada. Ces inondations surviennent principalement entre octobre et novembre, et peuvent se produire en moins d'une heure, ce qui laisse peu de temps pour la réaction. Les conséquences des inondations sont graves. Les habitations précaires sont particulièrement vulnérables, et les pertes matérielles sont fréquentes. En plus de la destruction des maisons et les toits des infrastructures essentielles, ces inondations perturbent les moyens de subsistance, comme l'agriculture et l'élevage, et exacerbent les inégalités sociales, notamment pour les femmes, les enfants et les personnes âgées. L'érosion des sols et la perte de végétation augmentent également les défis environnementaux de la région.

Par ailleurs, la question de la délocalisation progressive des habitations situées dans les zones fortement exposées aux inondations a été soulevée lors des discussions communautaires et identifiée comme une option à considérer pour réduire durablement la vulnérabilité des populations et limiter les pertes lors des futurs événements climatiques.

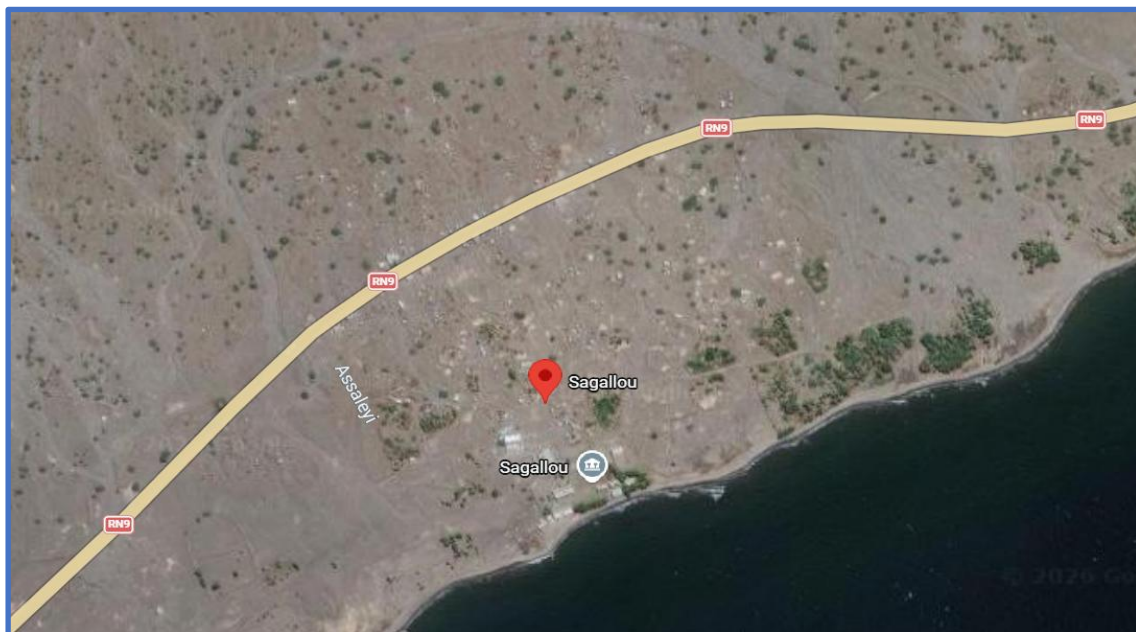


Photo satellitaire du village de Sagallou

2. CONTEXTE : STRUCTURES COMMUNAUTAIRE ET PARTICIPATION

2.1. La participation communautaire – Quelques principes généraux et historique

Qu'est-ce une approche participative

Comme il est bien expliqué dans les documents que nous avons déjà cités en note dans l'introduction⁷, l'impact des inondations sur une communauté est basé, entre autres, sur les caractéristiques des communautés et leurs expériences antérieures.

Les communautés sont généralement composées de nombreux acteurs sociaux plus ou moins solidement liés les uns aux autres et qui poursuivent des intérêts plus ou moins différenciés. Il y a des communautés soudées, mais aussi des groupes soudés à l'intérieur de communautés peu soudées (même avec des niveaux de conflits plus ou moins élevés en leur sein). En l'absence de participation communautaire organisée (même au niveau de groupes spécifiques), la plupart des activités sont menées au niveau individuel ou de chaque ménage, motivées par les nécessités individuelles/familiales. Si les activités basées sur des initiatives individuelles/de groupe sont mises en commun (à travers la recherche de convergences et l'atténuation des conflits éventuels) et menées de manière organisée au niveau communautaire, la vulnérabilité et les risques liés aux inondations (et aux autres aléas) peuvent être considérablement réduits.

Une véritable approche participative démarre à partir de la reconnaissance de la manière dont les personnes participent déjà ou essaient de participer (il est rare que ce phénomène soit complètement absent) et de la compréhension de comment faciliter, orienter, renforcer ce processus, en adoptant ainsi une véritable approche « bottom-up ». Très souvent, au contraire, les « experts », les fonctionnaires et les techniciens « essaient » d'enseigner aux gens ce qu'est la « participation » sans reconnaître (ou reconnaître tout à fait) les processus participatifs sociétaux déjà en cours.

Certaines caractéristiques de cette approche pourraient être les suivantes : partage de la prise de décision et représentation de tous les groupes de la communauté (en particulier les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les minorités) ; collaboration interdisciplinaire ; consultations régulières ; auditions publiques ; transparence des décisions et actions ; connaître l'avis des personnes avant, pendant et après la mise en œuvre des actions ; éviter la coercition dans les relations humaines ; partager la gestion des activités avec les bénéficiaires⁸.

Plusieurs études rapportent que la connectivité dans la communauté (en particulier le capital social) est un facteur positif important dans la capacité d'une communauté (acteurs sociaux) à se rétablir après une catastrophe⁹. Le capital social peut être défini comme « les réseaux, les normes et la confiance sociale qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel »¹⁰.

⁷ Notamment le document « [Gestion à base communautaire des inondations](#) ». Une partie considérable du texte de ce Par. 2. est tirée de ce document.

⁸ WMO (2006). Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management. Flood Management Policy Series. Associated Programme on Flood Management (APFM). Cit.

⁹ Colleta, N.J. and M.L. Cullen, 2000: The Nexus between Violent Conflict, Social Capital and Social Cohesion: Case Studies from Cambodia and Rwanda. Social Capital Initiative Working Paper Series. World Bank, Washington, USA.

¹⁰ Putnam, R.D., 1995: Bowling alone: America's declining social capital. Journal of Democracy, 6: 65-78. Disponible sur : www.saddleback.edu/faculty/agordon/documents/Bowling_Alone.pdf

Le tsunami de 2004 dans l'océan Indien et l'ouragan Katrina ont tous deux démontré l'utilité d'un niveau élevé de capital social pour fournir des ressources permettant une reprise plus rapide et plus efficace après une crise.

Historique synthétique des méthodes participatives dans les projets « de développement »¹¹

Les approches participatives sont le produit d'interactions durables entre les chercheurs, les agents de développement, les agents gouvernementaux et les populations locales.

Les années '70

L'histoire des méthodes participatives dans la coopération au développement a commencé à la fin des années '70 avec l'introduction d'une nouvelle approche de recherche appelée évaluation rurale rapide (RRA), qui s'est immédiatement répandue auprès des décideurs des agences de développement. S'appuyant sur une collaboration étroite avec les populations locales, les RRA ont été conçues pour collecter des données directement auprès des populations locales, en se fondant sur leurs perceptions de leur environnement local et des conditions de vie dans les zones rurales. Les RRA étaient généralement menées sous forme d'ateliers de 1 à 3 jours avec des villageois sur le terrain et animées par de petites équipes de spécialistes en RRA ou de chercheurs. Les méthodes ont été spécifiquement adaptées pour répondre aux conditions locales. Ainsi, les processus de communication avec des personnes analphabètes non habituées à communiquer en termes abstraits ont été soigneusement étudiés. La visualisation, utilisant des symboles et des outils compréhensibles au niveau local, tels que la cartographie, les diagrammes et le classement, a été introduite. Une limite de la RRA, cependant, était que le rôle de la population locale se bornait à fournir des informations, tandis que le pouvoir de décision sur l'utilisation de ces informations restait entre les mains d'autres personnes.

Les années '80

Au cours des années 1980, les ONG opérant au niveau local ont utilisé la RRA pour proposer d'autres approches plus élaborées connues sous le nom d'évaluations rurales participatives (PRA). Les PRA utilisent des méthodes et des outils similaires à ceux des RRA, mais la philosophie sous-jacente et l'objectif ont changé. Alors que les RRA visent à extraire des informations, souvent en un seul événement, les PRA ont été conçues pour suivre davantage les préoccupations et les intérêts des personnes. Les ateliers étaient généralement animés par une équipe de personnes formées et pouvaient durer plusieurs jours (3 à 6). L'un des principes les plus importants des PRA était le partage des résultats de l'analyse, des décisions et des efforts de planification entre les membres de la communauté par une présentation ouverte et publique lors des réunions. Les PRA ont fortement appuyé et facilité l'introduction de méthodes de gestion de l'interaction du développement plus sensibles à la demande et d'une réflexion axée sur les processus, ce qui a porté vers des applications séquentielles d'événements PRA et à un suivi assisté. Ainsi, les capacités des populations rurales à analyser leur situation, leur potentiel et leurs problèmes afin de décider activement des changements, ont été renforcées.

¹¹ Ce texte est entièrement tiré du document APFM « Community-Based Flood Management » en ce qui est des années '70, '80, et '90. Il a été intégré pour ce qui est de la période suivante.

Les années '90

Ces changements vers l'apprentissage mutuel interactif se sont ensuite reflétés dans la nouvelle terminologie de l'apprentissage et de l'action participatifs au début des années 1990. Depuis le début des années 1990, des concepts étendus de processus participatifs et d'interaction ont été développés, résumés sous le nom de développement participatif et intégré (DPI). Afin de surmonter l'application occasionnelle des méthodes, le DPI tends à inclure les ateliers et leurs résultats dans un cadre plus large et à long terme d'activités institutionnalisées. Le DPI comporte un soutien de facilitation aux habitants, tels que les villages, les communautés, les groupes d'intérêt, les associations, etc., en fonction de la demande et les aide à faire représenter leurs intérêts. Un exemple est la réalisation de l'intégration de la planification et de l'action au niveau local dans les approches de planification locales et régionales. Cela conduit à un processus de développement plus durable et mieux coordonné. En plus de cette intégration verticale, le DPI tend également à améliorer l'intégration horizontale – la collaboration de différentes agences, organisations sectorielles et différents groupes de parties prenantes au sein d'une région.

Les années 2000

La participation devient une conditionnalité pour les bailleurs de fonds. Elle est intégrée à toutes les étapes du cycle du projet (identification, mise en œuvre, évaluation). Ceci, dans quelques cas, produit des paradoxes : « Participez, c'est un ordre ! », dans le sens que cela demande du temps, du temps d'écoute et d'adaptation, alors qu'il arrive que les délais et les contraintes des bailleurs de fonds, qui sont encore largement en vigueur aujourd'hui, imposent des rythmes beaucoup plus rapides. Le concept est donc parfois critiqué comme un consensus "à la mode", risquant de techniciser des rapports de force sociaux ou d'être une "formule toute faite"¹².

Ceci étant, il en est tout de même que les méthodes participatives se déploient dans la décentralisation, la gestion des ressources naturelles et la résolution de conflits. Parmi les méthodes/approches qui se développent :

- MARP/PRA – Méthodes Actives de Recherche et de Planification Participative¹³ ;
- Gestion participative des ressources naturelles ¹⁴ ;
- Diagnostic Rural Participatif (DRP)¹⁵ ;
- Plateformes Multi-acteurs : Espaces de dialogue entre communautés, ONG et État (voir Chapitre 3).

C'est dans ce contexte qu'a été conçue la gestion à base communautaire des risques de catastrophe (GCRC)¹⁶.

¹² Karl Blanchet. (2001). [Le développement participatif, entre souhaits et réalité](#).

¹³ CTA. (1996). [La méthode active de recherche participative \(MARP\)](#). Spore 63. CTA, Wageningen, The Netherlands.

¹⁴ FAO. (2004). [Gestion participative des ressources naturelles : démarches et outils de mise en œuvre](#). Manuel du technicien

¹⁵ Miguel Exposito Verdejo. (2006). [Diagnostic Rural Participatif](#). Une guide pratique.

¹⁶ NDMA Maldives. [Community-Based Disaster Risk Management](#).

Principes généraux pour le renforcement de la participation des communautés¹⁷

La participation communautaire doit correspondre aux besoins de la communauté en termes de :

- Facteurs humains/communautaires.
- Vulnérabilité et réduction des risques (et renforcement de la résilience).
- Durabilité des activités pour les événements peu fréquents et récurrents.
- Établissement de partenariats public-privé, impliquant des ONG, des acteurs privés et d'autres acteurs concernés.

La participation communautaire conserve son efficacité et son efficience en :

- Incluant les acteurs sociétaux et leurs actions.
- Créant une synergie entre les ressources financières et humaines limitées.
- Fournissant la meilleure combinaison d'expérience communautaire et de connaissances technologiques.
- Établissant un lien entre les besoins individuels et la préparation du gouvernement.

La participation communautaire favorise le développement du capital social par le biais de :

- L'accès équitable – un engagement à garantir l'égalité des chances pour tous les membres de la communauté de participer aux décisions.
- L'inclusion – un engagement à développer des stratégies de participation pour tous les membres de la communauté, en particulier ceux qui, habituellement, ne participent pas.
- La réactivité – un engagement à écouter et à agir en fonction des opinions, des préoccupations et des expériences des membres de la communauté.
- L'intégrité – un engagement envers des pratiques de participation ouvertes, transparentes et responsables qui renforcent la confiance dans la communauté.

La participation de la communauté garantit la praticabilité de la mise en œuvre par les moyens suivants :

- La gestion des risques à chaque étape (prévention et préparation ; réponse ; recouvrement).
- Renforcer les capacités et la coordination par le dialogue en créant, en outre, des opportunités de formation et d'exercices aussi réalistes que possible.

Participation effective et caractéristiques des communautés

Une participation effective des communautés est, bien entendu, influencée par les caractéristiques sociales, économiques et culturelles (souvent, comme déjà mentionné, très diversifiées) de leurs membres. La pauvreté, l'éducation, l'accès aux services sociaux, le profil des moyens de subsistance, les croyances culturelles, le statut des groupes sociaux les plus faibles et les droits des minorités et des groupes ethniques sont quelques-uns parmi les facteurs socioéconomiques influents dans la participation communautaire.

Ces facteurs définissent également la vulnérabilité et les capacités d'adaptation de la communauté, couplant des aspects négatifs (contraintes liées à l'exposition et au stress des personnes et à la faiblesse de leurs conditions socio-économiques) et les aspects positifs, tels que les points forts liés à leur capacité d'adaptation¹⁸. Ces facteurs à long terme affectent la capacité (ou l'incapacité) des communautés ou des sociétés à absorber les pertes après les catastrophes et à se rétablir à la suite des dommages qui en résultent. La vulnérabilité d'une communauté est

¹⁷ Ce texte est entièrement tiré du document APFM « Community-Based Flood Management ».

¹⁸ Quinti, G., 2015. Hacia un enfoque integrado para el análisis y la medición de la vulnerabilidad ante las sequías y ante las inundaciones. Taller de reflexión sobre avances y perspectiva en torno a la implementación del PRONACOSE y del PRONACCH. Comisión Nacional del Agua -, Organización Meteorológica Mundial – (Vers une approche intégrée pour l'analyse et la mesure de la vulnérabilité aux sécheresses et aux inondations. Atelier de réflexion sur les progrès et les perspectives de la mise en œuvre de PRONACOSE et PRONACCH. Commission nationale de l'eau, Organisation météorologique mondiale - OMM).

caractérisée par deux forces en interaction : la force externe, qui est l'exposition au choc, au stress et au risque ; et la force interne, qui est l'absence de défense (un manque de moyens pour faire face ou être résilient¹⁹).

Il en suit que ces facteurs doivent être pris en compte pour le succès de la participation communautaire. Cela devrait permettre de mettre en valeur les acteurs qui pourraient mieux contribuer (augmentant ainsi la résilience de la communauté autant que possible, avec des efforts mineurs), sans oublier de renforcer les capacités des parties prenantes moins visibles/actives (personnes âgées, handicapées, personnes isolées, minorités, etc.), afin de pouvoir les impliquer également dans les activités communautaires. De plus, il faut considérer que le manque de cohésion/le niveau élevé de conflit ont des effets négatifs. Ce n'est pas une simple coïncidence si les résultats positifs des activités communautaires sont observés principalement dans les sociétés pacifiques/soudées.

Une discussion analytique sur la « participation effective et caractéristiques des communautés » est contenue dans le document de l'APFM « Gestion à base communautaire des inondations ». Nous ne nous intéresserons ici qu'aux aspects les plus saillants²⁰.

- a) Le **pluralisme ethnique** est un phénomène courant et peut être prise en compte lors de l'organisation et de l'empowerment (l'autonomisation et le renforcement des capacités) des communautés pour permettre aux groupes ethniques d'apporter leurs propres contributions et signaler leurs revendications en matière de gestion des aléas naturels. Les perceptions du risque et de la participation communautaire ont une dimension culturelle et diffèrent donc largement d'une communauté à l'autre. Il existe une relation stricte entre l'homogénéité ethnique et le capital social, principalement en termes de confiance et de participation. Des considérations similaires sont valables dans les sociétés caractérisées par des groupes religieux minoritaires. Les tensions sociales peuvent provenir de différences de croyances religieuses et de l'hétérogénéité ethnique conduisant à des conflits et à une instabilité politique. Dans ce contexte, la participation des communautés peut être entravée.
- b) Il existe une forte corrélation entre la **pauvreté**, la répartition inégale des ressources et la participation communautaire. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont moins susceptibles de participer réellement, ce qui rend plus difficile l'organisation d'activités communautaires, car les personnes extrêmement pauvres, en plus du manque de ressources, se caractérisent par un manque d'identité et, conjointement, ces deux facteurs

¹⁹ Un facteur important dans les communautés résilientes est la solidité des réseaux et du capital social. Le capital social fait référence à la qualité des relations entre les membres d'une communauté. Les avantages du capital social deviennent évidents lorsque les communautés doivent faire face à l'adversité, aux conflits ou au changement. Les communautés avec des niveaux élevés de capital social seront mieux à même de gérer les difficultés que les communautés avec de faibles niveaux de capital social. Cela est probablement dû au fait que ces communautés ont des niveaux plus élevés de confiance, de coopération et de tolérance. Il n'existe pas de manière unique de développer la résilience et le capital social. Chaque communauté doit examiner ses problèmes, ses exigences et sa capacité particulières et déterminer la meilleure approche. Le capital social peut être construit à travers une variété de groupes dans la communauté, y compris les familles, les écoles et autres établissements d'enseignement, les clubs et les entreprises. Les communautés doivent également tenir compte de l'impact que les politiques gouvernementales peuvent avoir sur leur communauté et les programmes doivent être sensibles aux besoins et aux capacités de la communauté ou du groupe qu'ils prévoient de soutenir (Drug Info, 2007. Building resilience and social capital in rural and remote communities. Facts and resources about alcohol and drugs. www.druginfo.adf.org.au/fact-sheets/building-resilience-and-social-capital-in-rural-and-remote-communities-webfact-sheet).

²⁰ APFM. [Community-based flood management](#).

impliquent un manque dans l'intention et la capacité d'agir²¹. Mais ceci n'est généralement pas vrai pour ceux qui ne sont pas dans une condition de pauvreté extrême. Le renforcement des capacités des personnes en situation de pauvreté est essentiel pour surmonter certains des obstacles à la participation. De plus, la pauvreté doit être considérée non seulement comme un état, mais également comme un processus dynamique. Dans une collectivité territoriale, on peut rencontrer des personnes qui ne sont pas pauvres mais qui subissent un processus d'appauvrissement (ou processus d'exclusion sociale) lié au chômage, au manque d'accès aux services sociaux, au manque de sécurité, à des formes de désordre institutionnel, à des formes de discrimination, etc. D'autre part, on peut rencontrer des personnes qui, grâce à leur intention et capacité d'agir (c'est-à-dire l'orientation des individus et des organisations vers l'action), se manifestant dans des intentionnalités et des projets, des modes de vie ou des formes de mobilisation sociale²² et grâce à des actions d'autonomisation (par exemple, grâce à l'accès au microcrédit ou au renforcement des capacités), sortent progressivement d'un état de pauvreté.

- c) Le **manque de compétences**, de ressources, d'alphabétisation, de connaissances, de niveaux d'autonomisation et d'exclusion sociale font partie des inégalités sous-jacentes qui peuvent constituer un obstacle à la participation à la prise de décision pour les personnes vivant dans la pauvreté. Cela peut entraîner un déséquilibre dans les structures et les processus participatifs.
- d) La **disparité de genre** dans le pouvoir décisionnel au sein des foyers a un impact négatif sur la participation des femmes (les aspects sociaux, économiques et culturels au sein d'une société limitent souvent leur participation à la prise de décision, même au sein de leur foyer). Par contre, les femmes sont souvent plus sensibles aux questions civiques et sociétales et peuvent avoir une plus grande volonté de participation communautaire, également liée à leur plus grande prise de conscience des aspects sociétaux, microéconomiques et environnementaux de la vie quotidienne qui les affectent (elles-mêmes et/ou leurs familles). De plus, elles peuvent jouir de réseaux sociaux solides au sein de la communauté. Il est également nécessaire de rappeler que les questions de genre diffèrent largement selon les différents contextes géographiques. De plus, il ne faut pas oublier que les questions de genre peuvent également inclure les questions LGBTQ (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et en questionnement). Cela se reflète particulièrement dans le contexte social où les LGBTQ ont tendance à avoir une possibilité mineure de manifester leur opinion et à être représentés dans la société.
- e) Les **anciens** peuvent détenir un pouvoir décisionnel véritable au sein d'une communauté et un rôle-clé dans la restauration/maintien du réseau social²³. Les anciens peuvent donc jouer un rôle positif dans la participation active des acteurs sociaux. Par conséquent, le gaspillage de leur potentiel en tant que ressources humaines et détenteurs de connaissances doit non seulement être évité mais, au contraire, ce potentiel doit être renforcé. Le statut des anciens diffère largement selon les différents contextes géographiques.

²¹ Quaranta, G. and Quinti, G. (with Cacace M. and Marta FL.), 2004: Povertà ed esclusione sociale. CERFE, Rome.

²² Quaranta, G. and d'Andrea L., 1996: Civil society and risk. Contribution for a general theory. Paper presented at the CERFE/SSSU/Amsterdam School of Social Research Workshop, Amsterdam.

²³ HelpAge, 2005. [The impact of the Indian Ocean tsunami on older people](#). Issues and recommendations.

- f) Les **migrants** et les **réfugiés** sont souvent des personnes qui, d'une part, n'ont pas accès à la terre, au logement et aux services vitaux et souffrent également de la pression des moyens de subsistance car ils sont confrontés à l'insécurité quotidienne du travail et de l'argent. Plus particulièrement, ils peuvent souffrir de processus d'exclusion sociale, aggravés par une faible connaissance du territoire où, désormais, ils habitent. Il convient de souligner qu'un pourcentage important de migrants et de réfugiés sont soit qualifiés soit hautement qualifiés.
- g) Les personnes qui souffrent de désavantages en raison de leur **handicap**, d'une faiblesse liée à leur **état de santé** (par exemple, infectées par le virus de l'HIV) ont tendance à avoir une possibilité mineure d'intervenir et d'être représentés dans la société. En traitant de la participation communautaire, une attention particulière devrait leur être accordée pour éviter leur exclusion²⁴.

En considérant les facteurs socio-économiques analysés antérieurement, la capacité des personnes à participer varie grandement au sein des communautés. Certains groupes, en raison de problèmes de pauvreté, d'ethnicité, de religion, de sexe, d'âge ou de handicap, ne sont pas représentés pour leurs besoins spécifiques et sont exclus de la prise de décision. Néanmoins, leur participation reste cruciale pour s'assurer que la planification et les activités soient suffisamment adaptées aux besoins des groupes vulnérables, pour bénéficier de leurs connaissances et de leur expérience et plus généralement pour renforcer leur intégration au sein de la communauté.

2.2. La participation communautaire – Quelques spécificités en relation à la gestion des inondations

La participation des communautés se fonde, en premier lieu, sur les principes généraux exposés au Paragraphe 2.1. Ceci dit, cette participation doit être conçue non seulement dans chaque contexte (territorial) lequel a, bien entendu, ses spécificités, mais également en considérant la portée des activités à mener. Dans notre cas spécifique, il s'agit de la gestion des inondations, pour laquelle au moins les quatre aspects suivants doivent être pris en considération.

Participation communautaire et perception des inondations

Un **premier** aspect qui se pose concerne la « **perception** » et la **nature des inondations** de la part des communautés. Les inondations sont un événement climatique extrême et récurrent qui affecte les moyens de subsistance de millions de personnes dans le monde. Elles sont également généralement perçues comme des événements naturels destructeurs (perte de vies et de biens, perte de moyens de subsistance, diminution du pouvoir d'achat et de production, entrave à la croissance et au développement économiques, migration massive, effets psychosociaux, etc.). Néanmoins, il convient de souligner que les inondations peuvent apporter des avantages aux communautés vivant dans une plaine inondable. Ces avantages comprennent la recharge des eaux souterraines, la fertilité du sol, la création d'un terrain fertile pour les poissons et l'élimination des contaminants et des polluants. En particulier, les inondations d'eau douce jouent un rôle important dans le rajeunissement des écosystèmes dans les bassins fluviaux et sont un

²⁴ ILO. (2003). [Concepts and Strategies for Combating Social Exclusion](#) – An overview.

facteur-clé dans le maintien de la biodiversité des plaines inondables, l'augmentation de la biomasse et l'amélioration de la pêche et de l'agriculture²⁵.

Les inondations influencent le mode de vie des communautés. Dans de nombreuses zones sujettes aux inondations à travers le monde, les gens ont adopté un mode de vie consistant à « vivre avec les inondations ». Les communautés confrontées à des inondations régulières sont plus sensibles aux inondations que celles des zones à moindre fréquence.

La perception qu'ont les individus du potentiel d'inondations futures est influencée par leur expérience antérieure de ces aléas. En particulier, les aînés ont la plus longue mémoire historique et peuvent se souvenir, mieux que les autres membres de la communauté (notamment les immigrés récents ou les jeunes), des caractéristiques des inondations qui ont frappé le territoire ou qu'ils ont vécues dans le passé. Ils ont une perception et une conscience plus élevées que ceux qui n'ont pas une telle expérience²⁶. Alors que la compréhension collective des risques est souvent insuffisante dans les communautés où les aléas naturels sévères sont comparativement moins fréquents, des niveaux de sensibilisation et de compréhension beaucoup plus élevés sont évidents là où ces événements sont plus fréquents. Acquérir de l'expérience est un long processus qui implique également une adaptation culturelle. Il facilite une participation effective à la gestion de ces aléas.

Participation communautaire et différents types d'inondations

Une **deuxième** question à prendre en considération concerne **l'hétérogénéité des inondations**. Il existe différents types d'inondations, par exemple, les inondations fluviales, les crues éclair, les coulées de boue²⁷ et les glissements de terrain, les inondations côtières/tsunamis, les inondations urbaines.

La description de ces différents types d'inondations dépasse le cadre de ce document. Néanmoins, il faut considérer que leurs impacts sur les communautés peuvent différer. Par exemple, les conséquences des crues soudaines, c'est-à-dire les crues caractérisant principalement Djibouti,²⁸ peuvent être plus graves par rapport à celles des crues fluviales en raison de la vitesse et de la force élevée de l'eau et de la puissance érosive avec lesquelles les inondations se produisent, de la charge élevée de sédiments et de débris et du peu de temps généralement disponible pour l'évacuation. La sensibilisation et la préparation (et donc la participation) au niveau de la communauté et des ménages sont particulièrement essentielles

²⁵ Dans le passé, les communautés ont prospéré à la suite d'inondations périodiques le long du Tigre et de l'Euphrate, du Nil, de l'Indus, du Gange et du fleuve Jaune, entre autres. WMO (World Meteorological Organization), 2006: Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management. Flood Management Policy Series. Associated Program on Flood Management (APFM), Genève. Disponible sur : <http://www.floodmanagement.info/publication/rapid-guidance/flood-management-policy-series-legal-and-institutionalaspects-of-integrated-flood-management-2>.

²⁶ APFM/K&I (2017). [Crisis-Mapping and Crowdsourcing in Flood Management](#). Flood Management Tool Series, Technical Document No. 26. Associated Program on Flood Management (APFM), Genève.

²⁷ Écoulement de boue et de débris qui se produit après des pluies intenses ou la fonte des neiges, des éruptions volcaniques, des tremblements de terre et de graves incendies de forêt. En règle générale, un écoulement peut commencer après une forte pluie et s'accélérer au fur et à mesure qu'il progresse. Au fur et à mesure que le glissement s'accélère, la boue liquide ramasse tout sur son passage, y compris les rochers, les maisons, les arbres et les voitures. Le flux augmente, accumulant plus de débris avant d'atteindre une plaine et causant de grands dommages à la vie et aux biens.

²⁸ CRD (en cours de préparation). Plan de gestion communautaire des inondations à Djibouti. Quartier Vietnam.

dans le cas des crues soudaines²⁹ donc, par exemple, à Djibouti où les inondations sont rapides, intenses et localisées, réactivant des oueds secs et inondant rapidement les points bas ; et particulièrement vulnérable en raison de l'imperméabilisation des sols, de l'accumulation des eaux de ruissellement et de la dégradation des infrastructures³⁰.

En outre, dans le cas des inondations urbaines, telles que sont celles de Djibouti-ville, en raison de la forte densité de population, de la grande hétérogénéité des groupes sociaux et de la nature dynamique de la population dans les zones urbaines, la mobilisation de la participation communautaire nécessite des efforts supplémentaires pour assurer une véritable représentation et participation des communautés touchées³¹.



Crues de l'oued d'Ambouli – Djibouti – en 2024

Intensité et variété des impacts des inondations et participation communautaire

Un **troisième** aspect à traiter pour encadrer les spécificités de la participation communautaire à la gestion des inondations concerne **les impacts**. Une inondation peut entraîner la perte de biens valant des millions de dollars et constituer une menace importante pour la vie et la sécurité humaines. Les inondations ont un impact sur les entreprises, les personnes, le secteur public, les infrastructures (telles que les routes et les ponts). Elles provoquent également une grave détérioration de l'environnement et de l'écosystème environnants. De tels impacts ont une grande influence sur le bien-être social et économique des personnes. Leurs conséquences peuvent aggraver ultérieurement la ségrégation sociale et les vulnérabilités des individus ou des groupes et influencent grandement la volonté et la capacité des communautés à participer à la vie sociale, y compris à la gestion des inondations.

²⁹ WMO, 2012. [Management of Flash Floods. Integrated Flood Management Tool Series](#). Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.

³⁰ [Inondation urbaine. Djibouti.](#)

³¹ WMO, 2012. [Urban Flood Management in a Changing Climate](#). Integrated Flood Management Tool Series. Associated Program on Flood Management (APFM), Geneva.

En République de Djibouti³² :

Les impacts subis lors des inondations passées sont multidimensionnels et se cumulent, créant des situations de détresse complexe. L'impact de loin le plus cité est celui des "dommages à la maison" (163 mentions), soulignant que le logement est perçu comme l'actif le plus vital et le plus menacé. Cependant, l'analyse des combinaisons d'impacts est encore plus parlante. On observe fréquemment l'association des dommages à la maison avec la perte de bétail (11), la perte de récoltes (12), ou la perte d'activité et de revenus (10). Cette interconnexion montre que les inondations ne sont pas un choc unique, mais une catastrophe systémique qui fragilise simultanément l'habitat, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. Enfin, il est essentiel de noter l'émergence d'impacts psychosociaux, avec la mention répétée du "stress / anxiété", seul ou en combinaison avec d'autres pertes. Un SAP ne peut donc se limiter à une alerte factuelle ; il doit également contribuer à la préparation mentale des communautés et s'intégrer dans un dispositif de soutien plus large.

Les quatre éléments suivants permettent de clarifier le contexte dans lequel les inondations (ainsi que plusieurs autres aléas naturels) peuvent avoir un impact :

1. Structure sociale (ethnie, classe, religion, langue, groupes majoritaires et minoritaires).
2. Arrangements culturels (structure familiale et culturelle, hiérarchie, comportement commun, croyances et pratiques culturelles).
3. Bien-être socio-économique (sources de subsistance, saisonnières et non, emploi et main-d'œuvre, qualité des équipements de service public et du logement, productivité agricole, pertinence des groupes faibles).
4. Caractéristiques spatiales (localisation des terrains agricoles, localisation des logements, équipements de service public, terres agricoles)³³.

Facteurs sociaux, économiques et culturels – inondations

Un **quatrième** aspect à traiter est **l'incidence spécifique sur la participation communautaire** par rapport à la gestion des inondations de quelques-uns (notamment) parmi les **facteurs sociaux, économiques et culturels** considérés à la fin du Paragraphe 2.1. (Pauvreté ; zones marginales ; genre ; anciens ; migrants et réfugiés ; personnes handicapées et autres groupes défavorisés ; et savoir autochtone).

1. **L'éradication/atténuation de l'extrême pauvreté dans le cadre des stratégies de gestion des inondations** est nécessaire pour une participation effective des communautés/des personnes aux activités de gestion des risques. En général, les couches les plus pauvres de la société sont plus vulnérables en raison de leurs faibles capacités d'adaptation et parce qu'elles vivent plus près des zones vulnérables, par exemple, sur les coteaux et près des

³² CRD (2025). Résultats de l'évaluation sensible au genre et inclusive des personnes vulnérables pour l'établissement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) contre les inondations. Cette enquête a recueilli les réponses de 417 ménages dans les chefs-lieux de quatre régions : Obock, Tadjourah, Ali Sabieh et Dikhil.

³³ Abarquez, I. and Z. Murshed, 2004. [Community-based Disaster Risk Management](#). Field Practitioners' Handbook. Asian Disaster Preparedness Center (ADPC), Bangkok.

berges des rivières³⁴. Les plus pauvres accordent généralement moins d'attention aux risques d'inondation³⁵, car ils préfèrent ne pas investir dans des mesures de résilience dans une maison dont ils ne sont pas propriétaires, surtout lorsqu'ils sont menacés d'expulsion. Les propriétaires ont tendance à accorder plus d'attention aux risques d'inondation, mais pas lorsqu'ils ne vivent pas dans la maison/la propriété à risque et qu'ils ne sont pas directement exposés aux inondations. Dans ce cas, les locataires de la maison à risque sont particulièrement vulnérables et doivent être préparés à une situation d'urgence.

2. Les **zones marginales**, telles que les établissements informels et les lieux reculés, sont souvent peuplées de groupes économiquement défavorisés et de groupes sociaux vulnérables (minorités, groupes ethniques, etc.). Ces groupes peuvent être particulièrement **vulnérables aux inondations** en raison de facteurs tels que : la localisation spatiale (par exemple, auprès des berges), le sous-développement des infrastructures et des équipements de base, la dégradation de l'environnement, le manque de connaissances sur les aléas et/ou les attitudes fatalistes concernant ces aléas. Le développement dans les zones marginales se produit principalement de manière non organisée et dispersée, ce qui perturbe la participation communautaire et les réseaux sociaux.
3. Les zones marginales sont parfois aussi confrontées au problème de **l'émigration des populations**, ce qui compromet le développement des activités communautaires, mais aussi par d'intenses **immigrations** ³⁶ (y compris des réfugiés), augmentant considérablement la densité et la vulnérabilité sociale. De telles conditions peuvent perturber l'organisation communautaire et le développement de mesures de préparation/d'atténuation au niveau local³⁷. Les phénomènes migratoires concernent Djibouti-ville, ainsi que d'autres zones du pays, les mouvements migratoires impliquant également des communautés rurales et périurbaines de régions de l'intérieur, à savoir Dikhil, Obock, Ali Sabieh, Tadjourah, que ce soit comme zones de transit, de départ ou d'accueil de réfugiés.
4. D'une part, les **femmes** sont plus touchées par **les inondations** (ainsi que par d'autres aléas naturels) et souffrent de processus d'exclusion ; d'autre part, elles sont plus sensibles et plus susceptibles de participer. Les femmes sont également plus sensibles aux risques naturels et humains en raison de leur plus grande capacité à comprendre les impacts sociaux et économiques et de leur plus grande conscience des aspects sociétaux, microéconomiques et environnementaux de la vie quotidienne qui les concernent, elles et leurs familles. Les femmes ont des compétences qui peuvent faire d'elles des « clés de la

³⁴ IISD/IUCN/SEI-B (International Institute for Sustainable Development, International Union for Conservation of Nature, Stockholm Environment Institute – Boston Centre), (2003). [Livelihoods and climate change: combining disaster risk reduction, natural resource management and climate change adaptation in a new approach to the reduction of vulnerability and poverty](#). Joint initiative on Climate Change, Vulnerable Communities and Adaptation.

³⁵ WMO (World Meteorological Organization), (2017). Crisis-Mapping and Crowdsourcing in Flood Management. Flood Management Tool Series, Technical Document No. 26. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva. Cit.

³⁶ Djibouti est un carrefour migratoire majeur dans la Corne de l'Afrique, servant de zone de transit pour des centaines de milliers de migrants éthiopiens vers le Golfe, tout en accueillant des réfugiés et des travailleurs migrants, principalement de la Somalie et du Yémen. En 2024, plus de 435 000 mouvements migratoires ont été enregistrés, exacerbant les défis de gestion des flux, la protection des migrants et la pression sur les ressources locales. Voir Profil de Pays « Djibouti », section [Migrations internationales et internes](#).

³⁷ WMO (World Meteorological Organization), (2011). [Manual on Flood Forecasting and Warning](#). Geneva.

prévention des risques »³⁸. Dans de nombreuses sociétés, elles gèrent et utilisent quotidiennement les ressources naturelles et peuvent compter sur leur survie en cas d'urgence, comme la conservation des aliments. De plus, elles sont souvent d'importants « communicants des risques » car elles ont un rôle central dans la famille (garde des enfants, des personnes âgées, etc.). Leurs réseaux sociaux (voir Par. 2.1) leur fournissent des informations sur les personnes de la communauté qui sont dans le besoin ou qui peuvent aider en cas d'urgence. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de prêter attention aux alertes et sont plus soucieuses de la sécurité. Elles ont des compétences et une expérience informelle en matière de soins de santé physique et mentale et souvent une spécialisation professionnelle formelle/informelle qui est importante pour la préparation aux catastrophes, la réponse et le rétablissement (soins de santé, enseignement, conseils, etc.)³⁹ à la suite de désastres. Les femmes sont souvent plus résilientes que les hommes, ce qui peut avoir un impact positif sur leur participation à la gestion des inondations. Enfin, de nombreuses organisations dirigées par des femmes à travers le monde montrent le potentiel des femmes dans la préparation, la réponse et le rétablissement à la suite des désastres⁴⁰.

5. Le **statut des anciens dans la gestion des catastrophes** est ambigu. D'une part, les anciens sont plus touchés par une catastrophe naturelle. A la suite d'une catastrophe, beaucoup perdent leur maison parce qu'ils n'ont pas la documentation appropriée concernant leurs droits de propriété (soit elle a été perdue lors de la catastrophe, soit elle n'était pas nécessaire lorsque leurs familles se sont installées)⁴¹. Cela a un impact négatif sur la participation des anciens aux activités de gestion des catastrophes. De plus, les anciens sont souvent parmi les personnes les moins scolarisées et pourraient représenter un « fardeau ». D'autre part, les anciens détiennent souvent la meilleure « mémoire historique » au sein d'une communauté, qui peut également inclure des connaissances sur les aléas passés, leurs conséquences et leur gestion. Ainsi, leurs connaissances peuvent être plus que précieuses et devraient être transmises aux membres plus jeunes de la communauté.
6. Les **catastrophes naturelles** peuvent isoler davantage les personnes qui souffrent de **désavantages** en raison de leur **handicap** ou de leur faiblesse liée à leur **état de santé**. Ces personnes sont également susceptibles d'être les moins en mesure de contribuer aux activités de gestion des risques d'inondation et d'en bénéficier, alors qu'elles ont besoin d'un soutien spécifique et sont confrontées à des défis supplémentaires pendant les périodes d'urgence liées à leurs handicaps ou à leur environnement de vie⁴².
7. Le **savoir autochtone** est l'ensemble des stratégies traditionnelles d'adaptation pratiquées qui ont aidé de nombreuses communautés à survivre aux **calamités naturelles** pendant des siècles. Les personnes vivant dans des zones sujettes aux inondations utilisent les connaissances indigènes pour faire face aux catastrophes depuis des centaines d'années. Il existe de nombreux exemples de communautés qui ont adapté leur mode de vie pour faire

³⁸ UN Women (2022). Interview : « [Les femmes sont une force motrice dans la réduction des risques de catastrophe et les interventions d'urgence](#) ».

³⁹ ICIMOD (International Centre for Integrated Mountain Development), (2007). [Gender Matters: Lessons for Disaster Risk Reduction in South Asia](#). Kathmandu, Nepal.

⁴⁰ World Bank, (2015). Community-led Partnerships for Resilience. Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (GFDRR).

⁴¹ HelpAge, (2005). [The impact of the Indian Ocean tsunami on older people](#). Issues and recommendations.

⁴² Handicap International, (2005). How to include disability issues in disaster management – following floods 2004 in Bangladesh. Handicap International. Bangladesh, Dhaka.

face aux inondations tout en en tirant, aussi, des avantages économiques et sociaux. Les communautés autochtones vivant dans des zones sujettes aux inondations utilisent largement leurs connaissances traditionnelles pour prévoir les catastrophes naturelles. L'augmentation de ces dernières et des communautés qui en sont touchées, malgré la mise en œuvre de pratiques de gestion des risques, indique clairement un écart entre la pratique et les politiques mises en œuvre. En utilisant les informations du domaine des connaissances autochtones et des capacités d'adaptation locales, ce fossé peut être comblé, offrant non seulement une meilleure gestion des inondations (réduisant, entre autres, les coûts), mais aussi une participation renforcée des communautés.

Inondations et connaissances autochtones

Les communautés pastorales et rurales en République de Djibouti s'appuient depuis longtemps sur des connaissances traditionnelles pour anticiper les variations climatiques et adapter leurs moyens de subsistance. Ces savoirs, transmis de génération en génération, reposent notamment sur l'observation du chant des grenouilles annonçant l'arrivée imminente des pluies ou des crues, de périodes de chaleur et d'humidité extrêmes précédant les précipitations, de certaines configurations d'étoiles permettant d'anticiper une saison pluvieuse ou une sécheresse, ainsi que du comportement des chameaux, qui se dirigent vers les zones plus humides avant l'installation des pluies.

Au Togo, la communauté de Daoudé se fie aux cris ou au comportement de certains animaux pour anticiper les inondations. Par exemple, un cri particulier de la tourterelle annonce la saison sèche, ou la migration de l'aigrette garzette, qui annonce la saison des pluies. En revanche, le coassement du crapaud, ainsi que l'apparition de certaines plantes, comme le Tchantchamassi et le Kodonozou (dans la langue locale), annoncent une abondance de pluie⁴³.

Au Nigeria, le mouvement du Sabutu ou lagbaja (une variété de crabe) est considéré comme un signal d'inondations imminentes. Lorsque les crabes migrent des eaux saumâtres vers la mer, c'est le signe d'une « inondation de pluie » (crue chaude) et, lorsque les crabes se déplacent de la mer vers les criques, cela est pris comme le signe d'une crue "froide" (inondation océanique)⁴⁴.

De même, en Inde, le comportement inhabituel des animaux, tels que les oiseaux et les poules grimpant vers des endroits plus élevés, les fourmis, les grenouilles et les serpents sortant de leurs habitations naturelles et les oiseaux rampant d'une manière inhabituelle, est utilisé comme signe d'inondations imminentes ou d'autres calamités naturelles⁴⁵.

D'autres mécanismes d'adaptation indigènes incluent l'utilisation de radeaux. En effet, il est assez courant que les gens utilisent des radeaux faits de troncs de bananiers pour se déplacer, y compris sur des routes inondées et pour la culture flottante de légumes/produits agricoles à croissance rapide, l'ensemble du cycle de plantation et de culture étant lié à la montée et à la chute de rivières.

Avantages et désavantages de la participation communautaire

Le processus participatif a été reconnu comme un élément essentiel de la gestion communautaire des risques, qui permet d'instaurer une culture de la sécurité et d'assurer un développement

⁴³ VFDM (2024). [Voices from the Field: Success Stories, Challenges and sustainability](#).

⁴⁴ Oluseyi O. Fabiyi, G. Akinbola, J. Oloukoi, F. Thonteh, G. Enaruvbe, E. Adagbasa and B. Okarfor, (2011). Integrative approach of indigenous knowledge and scientific methods for flood risk analyses, responses and adaptation in rural coastal communities in Nigeria. Final project report for 2011 START grants for Global Change Research in Africa.

⁴⁵ WMO (2004). [Synthesis of Manuals on Community Flood Management in Bangladesh, India, and Nepal](#). Pilot projects. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.

durable. Il répond aux besoins locaux spécifiques des communautés vulnérables par le plein potentiel des ressources et des capacités locales. Il vise à obtenir l'engagement actif des habitants à tous les stades des activités de gestion des risques d'inondation (comme nous le verrons mieux au chapitre 4). Les points suivants (voir encadré) essayent de résumer les principaux avantages potentiels qui peuvent résulter de la participation communautaire à la gestion des risques d'inondation. Nous pouvons distinguer deux catégories de bénéfices : la première est plus liée aux individus impliqués dans le processus et la seconde est plus corrélée au bénéfice pour le processus ou le résultat général. Au-delà de multiples avantages, la participation communautaire peut comporter également des coûts sociaux, tel que ceux qui sont mentionnés dans l'encadré suivant⁴⁶.

Participation communautaire : avantages et risques

Avantages pour les particuliers

- Prise de décision plus transparente et plus fondée
- Meilleur contrôle des décisions et de leur mise en œuvre et possibilité de contrôler l'information et la gestion de la part des experts ; et de renforcer la capacité à élaborer les informations et à fournir des avis bien fondés
- Réduction du monopole des médias en matière de persuasion et d'influence.
- Autonomisation du public – les participants peuvent apprendre à exprimer leurs intérêts, ce qui leur permet de gagner en influence.
- Les participants peuvent améliorer leur capacité à faire face aux inondations grâce à un processus d'apprentissage

Avantages relatifs au processus

- Extension de la marge d'action des parties prenantes (et des citoyens) grâce aux processus d'apprentissage, à la réflexion et à la considération en perspective des problèmes dans un contexte plus large
- Apprentissage et expérience sociale – si la participation débouche sur un dialogue constructif avec toutes les parties concernées, alors le public, les administrations publiques et les experts peuvent apprendre de la conscience de chacun des risques d'inondation
- Mise au point d'un point de vue partagé comme base pour des perspectives à long terme
- Moins de litiges, de malentendus, de retards et une mise en œuvre et un suivi plus efficace, pouvant finalement conduire aux solutions les plus rentables
- Sensibiliser le public aux questions environnementales, ainsi qu'à la situation environnementale locale
- Utilisation de différents types de connaissances (régionales, locales, historiques, sociales), d'expériences et de projets des différentes parties prenantes, ce qui permet d'améliorer la qualité des plans, des mesures et des projets
- Légitimation des décisions, acceptation, engagement et soutien du public à l'égard des processus décisionnels
- Prise en charge par les citoyens de la responsabilité non seulement des décisions mais aussi de la mise en œuvre et de la réalisation des mesures (l'engagement non rémunéré peut également revêtir un aspect financier)

Risques et inconvénients potentiels de la participation communautaire

- Coûts potentiels
- Perte de temps (retards dans les décisions « justifiées » par la nécessité de consulter les acteurs sociaux concernés)
- Risque de perdre le contrôle du processus de la part des autorités concernées
- Domination de la communauté de la part de certaines personnes ou institutions
- Identification de solutions/résultats inapplicables
- Exclusivité des processus (exclusion de parties prenantes importantes)
- Conflits potentiels qui pourraient conduire à des « impasses »

⁴⁶ Evers, M., 2012. Participation in Flood Risk Management. An Introduction and Recommendations for Implementation. Centrum för klimat och säkerhet, Karlstads Universitet.

2.3. Organiser la participation communautaire

Les institutions communautaires

Les institutions communautaires, tels que les Conseils de quartier (en milieu urbain) ou villageois (en milieu rural) ou, encore, les, Comités de gestion des risques, sont les principaux acteurs pour mener à bien les activités communautaires de gestion des risques de catastrophe et, notamment, des inondations. La structure et la couverture territoriale de ces institutions varient d'une communauté à l'autre. Généralement, ils sont composés de plusieurs personnes avec une répartition des rôles et des responsabilités (le président, le secrétaire et le trésorier, etc.). Selon les besoins et les capacités de la communauté, ils coordonnent la participation des membres de la communauté et favorisent la préparation par rapport aux aléas. Ils conçoivent et mettent également en œuvre des réponses aux inondations, la gestion des fonds fiduciaires communautaires (y compris le stockage commun d'outils et de fournitures d'intervention d'urgence) et des programmes de résilience plus vastes ou des initiatives de développement communautaire⁴⁷.

Souvent, des Conseils existent déjà et, parmi leurs fonctions, intègrent ou peuvent intégrer la gestion des risques. Dans d'autres cas, des comités communautaires de gestion des risques sont constitués. Ces institutions contribuent à accroître l'efficacité des systèmes communautaires d'alerte précoce en cas d'inondation (Par ex., Systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation ou Flood Early Warning System FEWS⁴⁸) ou en relation à un ensemble d'aléas (Multi-Hazard Early Warning Systems/Systèmes d'alerte précoce multirisques/SAPMH ⁴⁹). Il s'agit d'un système intégré d'outils et de plans pour détecter et répondre aux urgences, lesquels sont mis au point et gérés par les communautés. Les objectifs de ces systèmes sont de gérer les risques, en facilitant des alertes précoces. Dans le cas des inondations, il est important d'adopter une approche de bassin qui implique d'alerter les communautés en aval et de renforcer la coopération entre les communautés en amont et en aval dans le partage des informations sur les inondations.

Les systèmes d'alerte précoce doivent fortement impliquer les communautés à risque dans leur gestion pour renforcer la capacité des populations locales à résister aux effets néfastes des inondations et des autres aléas.

Les fonctions des Comités de gestion communautaire

Les comités remplissent diverses fonctions telles que :

1. Identification des risques pour les communautés
2. Évaluation des besoins et des capacités de la communauté
3. Fourniture d'équipements et de fournitures pour les situations d'urgence

⁴⁷ WMO, 2005: Manual on Community Approach to Flood Management in India. Associated Program on Flood Management (APFM), Geneva.

⁴⁸ ICIMOD (International Centre for Integrated Mountain Development), 2014: Community-based flood risk management. HICAP (Himalayan Climate Change Adaptation Programme).

⁴⁹ Les systèmes d'alerte précoce multirisques (SAPMH) sont des systèmes intégrés qui surveillent, détectent et signalent de multiples aléas, souvent interdépendants (inondations, tempêtes, séismes, etc.), afin de réduire les risques et de sauver des vies. Ils s'appuient sur la technologie, la connaissance des risques et la communication publique pour diffuser des alertes exploitables ; 60 % des pays déclarent désormais les utiliser. Ces systèmes sont essentiels à l'adaptation au changement climatique. Voir ITU, [Multi-Hazard Early Warning Systems](#).

4. Sensibilisation
5. Diffusion de l'information et renforcement des capacités
6. Mise en réseau, suivi et préparation de rapports
7. Mise en place du renforcement institutionnel et des liens entre les différents acteurs impliqués
8. Planification et interface avec les institutions gouvernementales pour la gestion des risques (préparation, prévention également pour tenter d'en modérer l'intensité et les effets négatifs ; secours, etc.)
9. Mener des exercices de simulation pour faciliter une évacuation efficace (inondations)
10. Établissement de liens avec d'autres communautés et partenaires de développement externes (y compris le secteur privé)
11. Suivi, évaluation et tenue de la documentation
12. Gestion des informations pour références futures
13. Mobilisation des ressources.

Dans de nombreux conseils / comités, des groupes de travail sont formés pour faciliter la réalisation d'activités communautaires spécifiques.

Composition des Comités

Les comités éventuellement formés devraient inclure des dirigeants locaux, des femmes, des représentants de groupes ethniques, des représentants de leaders locaux, des responsables de l'agriculture/de la santé, des enseignants, des jeunes et des représentants d'ONG locales et d'organisations communautaires. Ils doivent inclure toutes les parties prenantes de manière représentative. Ils peuvent bénéficier, à titre consultatif, de la présence de représentants au niveau local des ministères concernés, du gouvernement local, des personnes âgées, etc., qui peuvent fournir des conseils et faciliter les liens avec les sources techniques et de financement selon les besoins.

Il est donc approprié de passer en revue quelles sont les « institutions » (en réalité, des « organisations ») qui peuvent exister (selon les contextes spécifiques) au niveau communautaire.

3. APPROCHE « MULTI-STAKEHOLDER » DANS LA GESTION DES INONDATIONS

En fonction de ce qui a été dit dans le chapitre précédent (notamment en ce qui concerne la création et la composition des Comités – voir Par. 2.3.), il convient de passer en revue les « institutions » (en fait, les « organisations ») qui peuvent exister (selon le contexte spécifique) au niveau communautaire.

Les institutions locales et la participation communautaires

Les institutions communautaires visent à faciliter le dialogue et les négociations entre les différents acteurs⁵⁰. Ils agissent en tant qu'intermédiaires entre les communautés et les autorités locales, régionales et nationales, et entre les communautés et les agences de développement externes et les entités « opérationnelles » (telles que les ONG nationales ou internationales). En adoptant une conception plus élargie, tous ces acteurs représentent les réels et potentiels « détenteurs d'enjeux » ou « parties prenantes », en anglais « stakeholders ».

Voici dans l'encadré qui suit, des exemples importants d'institutions qui peuvent exister au sein d'une communauté⁵¹.

Exemples d'institutions au sein d'une communauté

Association : un groupe de personnes, souvent issues de groupes familiaux différents, qui travaillent ensemble dans un but commun et ont leur visibilité principalement à travers leur engagement dans un secteur spécifique (comme les associations d'agriculteurs, de jeunes, de veuves et de parents d'élèves). Les associations facilitent l'entraide, la solidarité et la coopération à l'intérieur de la communauté. Elles ont généralement des structures, des rôles et des règles clairement définis par rapport auxquels les membres du groupe opèrent. Des associations sont parfois établies pour exploiter et/ou entretenir une installation/structure construite avec des fonds publics et/ou privés, avec des ressources mobilisées auprès des membres de l'association.

Coopérative : une association autonome et volontaire de personnes qui travaillent ensemble pour des avantages économiques, sociaux ou culturels mutuels par le biais d'une entreprise détenue en commun et contrôlée démocratiquement.

Organisation citoyenne/conseil de quartier : type d'organisation dont le but officiel est d'améliorer les quartiers /les hameaux à travers le travail bénévole de ses membres (comme les comités communautaires de gestion des risques mentionnés ci-dessus). Parmi les organisations civiques, les groupes d'intérêts comprennent des membres de la communauté qui se réunissent pour atteindre un objectif commun.

Organisations communautaires (OC) : organisations qui devraient idéalement être représentatives de la communauté (basées sur l'adhésion) mais qui ont par conséquent tendance à varier considérablement en termes de dimension et de secteur d'intervention. Les OC peuvent se concentrer sur un secteur spécifique ou sur plusieurs secteurs. Elles peuvent également inclure le bras local d'une ou plusieurs ONG nationales ou internationales.

⁵⁰ WMO (World Meteorological Organization), 2006. [Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management](#). Flood Management Policy Series. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.

⁵¹ Haider, H., 2009. [Community-based Approaches to Peacebuilding in Conflict-affected and Fragile Contexts](#). Governance and Social Development Resource Centre, Birmingham.

Parmi les OC, les comités villageois de développement (ou comités de développement de district dans les zones urbaines) sont des organisations de gouvernance collective du développement d'un village (ou d'un district). Des entités susmentionnées (des comités) peuvent également être considérées comme des OC.

Chef de village/de district urbain : un chef formel, traditionnel ou informel au niveau local. Les dirigeants formels comprennent le chef communal et l'administration du gouvernement local. Les chefs traditionnels sont généralement des personnes vénérées pour leurs attributs religieux ou spirituels. Les leaders informels exercent une influence en raison de leur richesse, de leurs compétences particulières ou de leur charisme. Les chefs formels et traditionnels jouent un rôle clé dans les activités politiques, sociales et religieuses locales.

Institutions de microfinance : groupements communautaires d'intérêt commun spécialisés dans l'épargne et le crédit.

Comité de Gestion des Catastrophes : traite des aléas au niveau local au niveau du village, y compris les systèmes d'alerte précoce.

Autres organisations : Organismes d'apprentissage professionnel ; groupes de personnes âgées ; collègues communautaires ; groupes de jeunes tels que les scouts ; groupes religieux ; etc.

Les « institutions » locales, citées dans l'encadré, dans une perspective de gestion communautaire des inondations sont censées dialoguer avec les autorités publiques (dans notre cas au niveau local) et, notamment, avec les Services techniques (par exemple, météorologie, énergie, protection civile, environnement, hydrologie, agriculture, santé).

Dans les bassins fluviaux, il existe souvent, également, des organismes de gestion dénommés « organisation de gestion de bassin fluvial » (OBF). Ces organismes peuvent avoir une grande importance. Ils visent à assurer la coordination entre les différentes institutions gouvernementales aux différents niveaux (du local au régional). Ils offrent une interface entre les différentes parties prenantes pour partager les bénéfices et les préoccupations liés au bassin ; assurent une participation accrue des parties prenantes à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités ; et facilitent le partage des informations et des connaissances et le renforcement des capacités des principales parties prenantes, sans chevauchement des structures de gouvernance administrative et communautaire⁵².

Les Organisations de gestion des Bassins Fluviaux (OBF)

Il existe plusieurs types d'OBF : commissions de bassin, directions de bassin, associations ou conseils de bassin et corporations. Au sein des cours d'eau transfrontaliers, des OBF sont parfois créés pour promouvoir la coopération et résoudre les conflits potentiels. Bon nombre d'entre eux ont été créés à l'origine pour traiter de questions techniques précises, mais, une fois que les avantages de la coopération sont devenus évidents pour les parties prenantes, leurs mandats ont été souvent amplifiés. Les OBF peuvent également être inter-États, comme l'Autorité du Bassin de la Volta ou l'organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal.

Les institutions au niveau local influencent la participation des personnes. D'un point de vue quantitatif, autant de personnes (en termes absolus et en pourcentage) sont impliquées dans ces institutions, plus la participation est grande, plus il sera facile d'impliquer les personnes (ou de

⁵² WMO (World Meteorological Organization), 2006. [Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management](#). Flood Management Policy Series. Associated Program on Flood Management (APFM), Geneva.

renforcer leur implication) dans la gestion des inondations aux différentes étapes (prévention et préparation ; réponse ; recouvrement – voir Par. 4.1., 4.2. et 4.3.). D'un point de vue qualitatif, bien sûr, il faut considérer la qualité de ces institutions qui, de toute façon, peuvent exister ou non selon les différents contextes, comme il a été déjà dit. Ceux qui existent, peuvent n'exister que « sur papier » et ne jouer, en fait, aucun rôle ; d'autres peuvent être caractérisés par un manque d'efficacité ; d'autres peuvent être « individuels » avec seulement en apparence un nombre élevé de membres ; d'autres peuvent être caractérisés par la corruption et/ou le manque de transparence, des approches conflictuelles et/ou discriminatoires (et il est donc préférable de ne pas bénéficier de leur contribution), etc. Beaucoup d'autres, bien entendu, peuvent représenter des groupes de haute qualité et efficacité. La qualité de l'implication individuelle dans ces organisations doit être prise en compte afin de valoriser chaque contribution même modeste et limitée dans le temps.

Approche multipartenaire au niveau communautaire

La prise en compte d'un grand nombre d'institutions nous amène à mentionner l'approche multipartenaire, dont certaines caractéristiques importantes sont mentionnées dans l'encadré ci-dessous.

La participation « multipartenaire »

La participation « multipartenaire » est importante, afin de :

- Améliorer la coordination et la collaboration
- Assurer la mise en œuvre des plans de gestion des inondations du bassin avec le soutien total de la population.
- Assurer la durabilité des plans et des décisions connexes
- Créer un consensus et un soutien public sur les options de gestion des inondations.
- Obtenir l'engagement des acteurs concernés
- Renforcer la résilience des communautés exposées aux inondations
- Fournir à toutes les parties prenantes, y compris le grand public, toutes les opportunités de partager leurs points de vue et d'influencer les résultats, en veillant à ce que la culture, la langue, etc. soient respectées.

Source : « *Building Knowledge and Awareness on Flood Management* » – présentation effectuée à Antigua par OMM et K&I le 12 juillet 2022

Les institutions communautaires qui fonctionnent efficacement jouent un rôle central dans la réalisation de nombreux types d'activités de gestion des inondations⁵³ en exerçant plusieurs fonctions, telles que : Coordonner et faciliter les efforts individuels ; Créer des effets de synergie et réduire les coûts de fonctionnement du programme ; Renforcer la solidarité et améliorer l'efficacité de la coopération au sein des communautés ; Fournir une plate-forme pour la recherche de consensus et la prévention des conflits, en renforçant ainsi le capital social local ; Compléter les efforts des gouvernements nationaux et locaux ; Harmoniser les efforts de gestion des risques avec d'autres activités de développement.

Les membres des communautés doivent généralement effectuer – et effectuent déjà – différentes activités à différents stades de réduction des risques. En outre, la compréhension du

⁵³ Abarquez, I. and Z. Murshed, (2004). [Community-based Disaster Risk Management. Field Practitioners' Handbook](#). Asian Disaster Preparedness Center (ADPC), Bangkok.

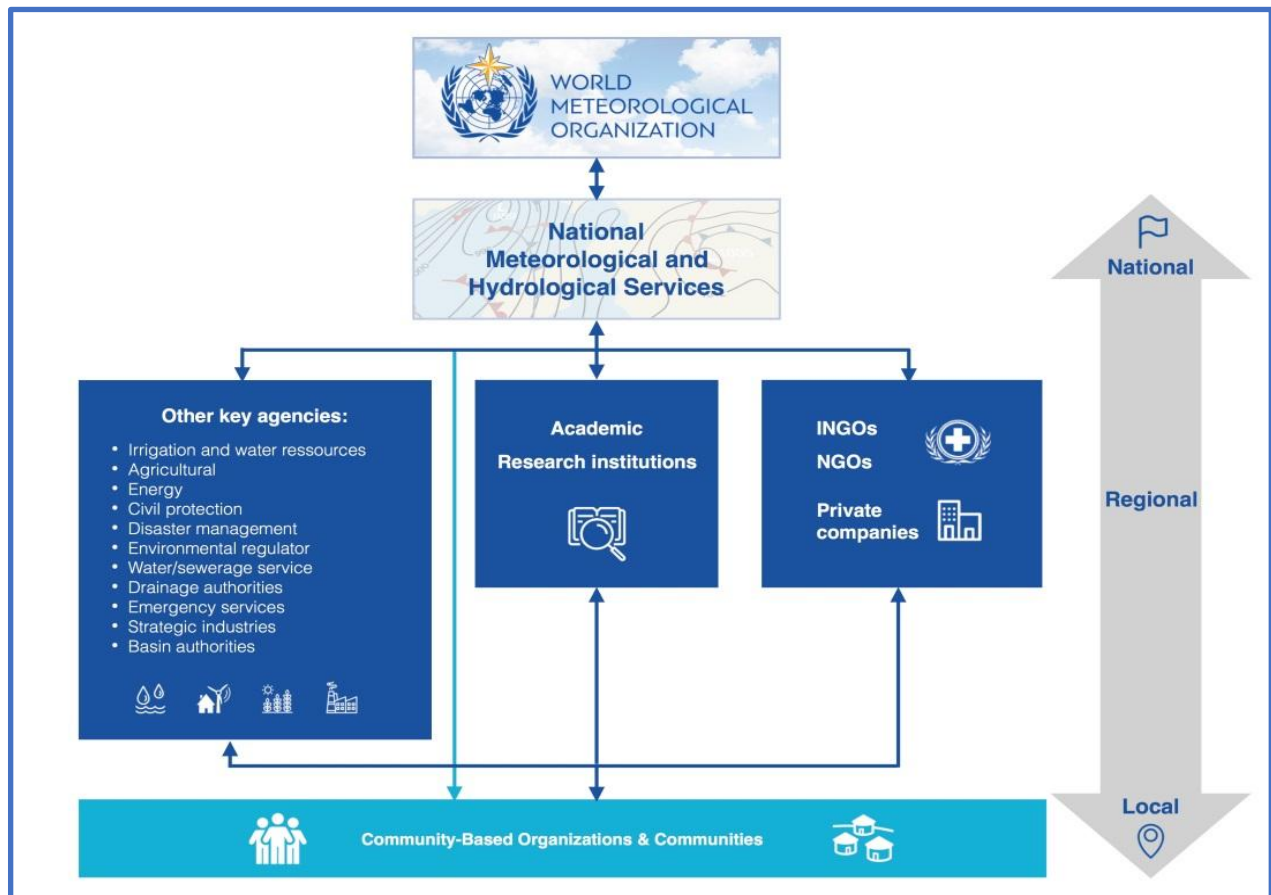
rôle de la participation communautaire dans chaque phase de la réduction des risques de catastrophe (prévention et préparation ; réponse ; et recouvrement) est tout aussi importante pour le succès et la durabilité de ces activités.

Approche multipartenaire : quelques caractéristiques générales

Puisque cet Outil concerne la gestion communautaire des inondations, nous avons jusqu'à présent traité de l'approche multipartenaire au niveau local. Il convient de noter qu'une telle approche est appropriée (ou plutôt nécessaire) même à des niveaux plus élevés (régional, national, international, et même au niveau du bassin fluvial), comme le montre la figure suivante.

A tout niveau, une approche multipartite peut :

- ✓ Faciliter la participation de toutes les parties prenantes au dialogue/au processus décisionnel, en donnant à toutes les parties prenantes, y compris le public, toutes les possibilités de partager leurs points de vue et d'influencer le résultat.
- ✓ Permettre la décentralisation de la prise de décision avec des mécanismes appropriés.
- ✓ Concevoir un mélange optimal d'approches ascendantes et descendantes et susciter l'engagement des parties prenantes.
- ✓ Mettre en place des mécanismes efficaces de résolution des conflits et créer un consensus et un soutien public sur les options de gestion des inondations.
- ✓ Assurer la mise en œuvre des plans de gestion des inondations du bassin avec le soutien total du public.
- ✓ Assurer la durabilité des plans et des décisions associées.
- ✓ Renforcer la résilience des communautés exposées aux inondations.



Source : APFM, *Aspects sociaux et implication des parties prenantes dans la gestion intégrée des inondations. Gestion communautaire des inondations en Thaïlande*, OMM 2017.

4. ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES DE GESTION DES INONDATIONS

Les activités communautaires de gestion des inondations peuvent être divisées selon les trois phases du cycle de gestion des risques qui ont été codifiées, au fil du temps, sur la base des expériences faites à travers le monde et de la réflexion sur ces expériences⁵⁴. Les trois phases, dans notre cas, sont :

- préparation aux inondations (qui inclut également les activités fonctionnelles à la prévention) ;
- réponses aux inondations ;
- récupération/recouvrement post-inondations.

Dans ce chapitre les trois phases sont illustrées sur la base des expériences acquises/en cours en République de Djibouti (dans le cadre de CREWS-Djibouti et, éventuellement, au-delà) ou, plus en général, dans les projets APFM cités auparavant.

4.1. Préparation aux inondations

La préparation aux inondations au niveau de la communauté et des ménages est essentielle⁵⁵. Dans le cas des crues soudaines, en particulier, ces événements sont extrêmement rapides et intenses et nécessitent une réponse communautaire efficace dans un délai très court.

À ce propos, les conseils de quartier/de village et les comités de gestion des risques jouent un rôle fondamental. Ces institutions communautaires peuvent préexister (et c'est la situation idéale), éventuellement avec un mandat plus large ou un autre mandat au démarrage d'un projet/activité de gestion à base communautaire des inondations. Tel est le cas, du Conseil de quartier au quartier Vietnam de Djibouti-ville.

Voix du terrain #1

Conseil de Quartier à « Vietnam » (Djibouti-ville)

Le Conseil du quartier Phare-Ambouli/Vietnam joue un rôle central dans l'organisation locale et la mobilisation des habitants. Il travaille en collaboration avec les associations locales, notamment celles de femmes et de jeunes, qui participent activement aux actions d'entraide et de sensibilisation. Composé de membres issus de toutes les zones du quartier, il bénéficie d'une légitimité communautaire forte et d'une connaissance fine du terrain. Il est le porte-parole des habitants et l'intermédiaire privilégié avec la commune de circonscription (Bouloas) et l'Arrondissement 3. C'est à lui que les résidents s'adressent pour signaler un danger, organiser l'entraide ou faire remonter leurs besoins. En situation de crise, il mobilise les volontaires locaux, coordonne les premières évacuations et entretient le lien avec les autorités techniques.

⁵⁴ APFM (2017). Community-Based Flood Management. integrated flood management tools series. Issue 4. Available at : https://www.floodmanagement.info/publications/tools/APFM_Tool_4_e.pdf

⁵⁵ APFM (2017). Op. cit.

Voix du terrain #1 (suite)

Le Conseil du quartier est composé par douze personnes, dont 3 femmes et 4 jeunes.

Ce Conseil de quartier est né le 12 juillet 2023. Il a rejoint la dynamique plus large des Conseils de quartiers de la Ville de Djibouti, mis en place pour renforcer la participation citoyenne, la proximité entre les habitants et les autorités locales, ainsi que l'action communautaire au service du développement local. D'après les éléments disponibles, cette dynamique a été structurée autour de la mairie de Djibouti, des communes, des élus locaux, des leaders communautaires et des représentants des quartiers. La seconde assemblée générale des Conseils de quartier de Djibouti s'est tenue en décembre 2021⁵⁶, après plusieurs années de fonctionnement des premiers Conseils de quartier. On peut effectivement considérer qu'il existe un lien fonctionnel entre les différents Conseils de quartiers de la Ville de Djibouti. Ce lien semble principalement assuré par la mairie de Djibouti et les collectivités locales, qui jouent un rôle de coordination, d'encadrement et de mise en relation entre les conseils. Les assemblées générales organisées par la Mairie montrent que ces conseils ne fonctionnent pas seulement de manière isolée dans chaque quartier, mais qu'ils s'inscrivent dans une dynamique commune à l'échelle de la ville.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans la vie du quartier et dans le Conseil de quartier. Elles participent à la prévention et à la sensibilisation auprès des familles, notamment sur l'hygiène, la sécurité, les risques d'inondation et la protection des enfants. Elles participent aux activités post inondations tels que le nettoyage. Elles contribuent aussi à faire passer les messages importants dans les ménages, à identifier les personnes vulnérables comme les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes ou les personnes malades, et à encourager la solidarité entre voisins. Grâce à leur proximité avec les familles, les femmes leaders et les associations féminines peuvent également aider à mobiliser la communauté, soutenir les actions de nettoyage, accompagner les ménages en difficulté et transmettre les alertes ou informations importantes aux habitants.

Au cours des inondations de 2024, le Conseil de quartier a joué un rôle essentiel en tant que relais entre la communauté, les autorités locales et les acteurs d'intervention. Grâce à sa proximité avec les habitants, il a facilité la circulation de l'information, la sensibilisation des populations sur les mesures de protection et la mobilisation communautaire pour faire face à l'urgence. Il a également contribué à l'orientation des personnes affectées vers les zones sûres et à la coordination des premières actions de réponse au niveau local. En plus de ces actions pendant la crise, le conseil de quartier est aussi intervenu dans les évaluations post-inondations. Il a participé à l'identification des ménages affectés, à la collecte des informations sur les dégâts et les besoins prioritaires, ainsi qu'à la remontée des données auprès des autorités et des partenaires. Ce travail a permis d'améliorer la compréhension de l'impact des inondations et d'orienter les actions de relèvement et d'assistance.

Ainsi, le Conseil de quartier joue un rôle clé à toutes les étapes de la gestion des inondations : préparation, réponse d'urgence et évaluation post-crise, renforçant ainsi la résilience et la coordination au niveau communautaire.

Source : CRD – Plan de gestion communautaire des inondations dans le quartier Vietnam à Djibouti (en cours de préparation).

Il se peut, par contre, que dans une zone (quartier d'une ville, village rural, etc.) il n'existe aucune structure formelle et groupant les principaux représentants d'une communauté et s'occupant déjà de – ou pouvant élargir son mandat à – la gestion communautaire des risques de catastrophe et, pour ce qui nous concerne maintenant, la gestion des inondations.

Dans une telle situation, la Constitution d'un Comité de gestion à base communautaire des inondations (et, éventuellement, d'autres aléas) est souhaitable. Un exemple des activités de

⁵⁶ La Nation (19/12/2021). [Seconde assemblée générale des conseils de quartiers : Bilan des deux années de fonctionnement et les perspectives d'avenir.](#)

constitution d'un tel Comité est celui expérimenté à Badara (Burkina Faso) dans le cadre du VFDM en 2021.

Voix du terrain #2

Mise en place du Comités de gestion communautaire des inondations et des sécheresses (CGCIS) à Badara (Burkina Faso)

« La mise en place du comité de gestion communautaire des inondations et de la sécheresse est au niveau des sites, une action très importante dans le sens de l'appropriation et de la pérennisation des acquis du projet. Cette mise en place pourrait se décliner en deux grandes phases :

Phase 1 : Diagnostic rapide de la gestion de la problématique de la gestion communautaire des inondations et de la sécheresse à Badara

Cette phase se scinde en deux étapes à savoir l'état des lieux de la gestion des inondations et sécheresses à Badara et Proposition d'une feuille de route pour la mise en place du CGCIS.

1. État des lieux de la gestion des inondations et sécheresse à Badara

L'état des lieux qui sera participatif, permettra d'identifier tous les acteurs aussi bien institutionnels, communautaires que des personnes ressources à même d'influencer de façon significative le processus de gestion concertée des inondations et de la sécheresse au niveau de la zone d'emprise du site de Badara. Cette identification portera non seulement sur les biens matériels et les zones à risques d'inondations et de sécheresses mais également sur les dispositifs institutionnels et communautaires existants pour la gestion des catastrophes hydrométéorologiques. L'état des lieux se fera à travers la collecte, l'analyse et le traitement des données complémentaires à celles de l'étude de cartographies déjà réalisée en 2020 dans le cadre du programme VFDM et sera basé sur des outils à éditer et à administrer aux différents acteurs et qui aboutiront à un document de synthèse avec des préconisations d'actions pour la mise en œuvre des actions de GCIS surtout de l'alerte précoce (SAP) au niveau de Badara avec la question du genre en filigrane.

2. Proposition et validation d'une feuille de route pour la mise en place du CGCIS

Une feuille de route de mise en place du comité sera élaborée par le partenaire local et validée par les acteurs locaux. Cette feuille de route sera mise à la disposition du partenaire d'exécution qui veillera à faciliter sa mise en œuvre pour l'opérationnalisation du comité de gestion. Cette feuille de route déclinera les étapes et actions à entreprendre pour la mise en place du comité de gestion communautaire des inondations et des sécheresses.

Phase 2 : Mise en place du comité de GCIS

1. Elaboration des documents statutaires

Le fonctionnement du comité de GCIS sera régi par des documents statutaires qui fixeront les règles et les modalités juridiques. Les documents à élaborer se baseront sur le cadre juridique qui régit le dispositif déconcentré de gestion des catastrophes au Burkina Faso. Ils seront élaborés en prenant en compte la question d'arrimage au dispositif existant et la mairie de Badara est garant communal. Il consistera dans cette étape en un processus participatif de rédaction du projet d'arrêté ou de décision de création et le règlement intérieur du comité. Pour ce faire, une commission de rédaction sera chargée de rédiger les projets d'acte de création et de règlement intérieur. Ces textes constitutifs seront examinés et validés par l'ensemble des acteurs en assemblées générales en prélude à l'assemblée générale constitutive.

Voix du terrain #2 (suite)

2. Organisation des assemblées locales des acteurs

Les acteurs impliqués dans la gestion des inondations sont divers et il faudra les identifier, les mobiliser et les impliquer dans le comité de gestion au niveau de la communauté. Aussi, est-il important de tenir des assemblées locales regroupant les différents groupes socioéconomiques (en attribuant un rôle important aux associations de femmes et de jeunes), professionnels et confessionnels pour partager davantage les informations et connaissances sur la problématique de la gestion communautaire des inondations et de la sécheresse en vue d'orienter le choix des membres du comité sous l'égide de la Mairie de Bama. Ces acteurs seront impliqués à travers des représentants (délégués) qui seront identifiés par les groupes d'acteurs eux-mêmes et mandatés pour participer à l'assemblée générale constitutive.

3. Organisation de l'assemblée Générale constitutive du Comité de gestion communautaire des inondations et des sécheresses

L'assemblée générale constitutive constitue le cadre de mise en place officielle du comité de gestion communautaire des inondations et des sécheresses à travers l'installation de ses membres qui seront invités à l'assemblée générale du CGCIS. L'invitation à participer à l'assemblée générale contient des indications pour l'établissement d'une liste nominative des représentants des groupes et confessions représentatifs de l'AG constitutive, avec leur adresse complète. Cette liste constituée qui sera transmise à l'avance à la mairie et au partenaire local, servira de base pour la convocation des membres de l'assemblée générale. L'assemblée générale examine et adopte les textes constitutifs du CGCIS et met en place les autres organes tel que le bureau exécutif du Comité de gestion communautaire des inondations et de la sécheresse au niveau local. Avec l'appui du partenaire local et de la mairie de Badara, le bureau élu, sera chargé du montage, du dépôt et du suivi du dossier de création du CGCIS auprès de l'autorité administrative compétente. »

Source : VFDM, *Projet Pilote. Gestion communautaire des inondations et des sécheresses*, Site : Badara, Commune de Bama, Province du Houet, *Méthodologie de mise œuvre*, novembre 2021.

La préparation, comme d'ailleurs les phases suivantes, nécessite des interventions à la fois « opérationnelles » (organisation, mobilisation des ressources, règles, etc.) et « cognitives » (collecte d'informations et cartographie, sensibilisation, formation, communication, etc.)⁵⁷.

La phase de préparation, en particulier, comprend une série d'activités de prévention – où les conseils de quartier/comités communautaires de gestion peuvent jouer un rôle essentiel – visant à :

- ✓ Analyser la situation actuelle des vulnérabilités et des risques existants.
- ✓ Diffuser une prise de conscience partagée de ces risques.
- ✓ Préparer un plan de gestion opérationnelle de ces risques.
- ✓ Déployer les structures et capacités pour faire face à ces risques.

Analyser la situation des vulnérabilités et des risques

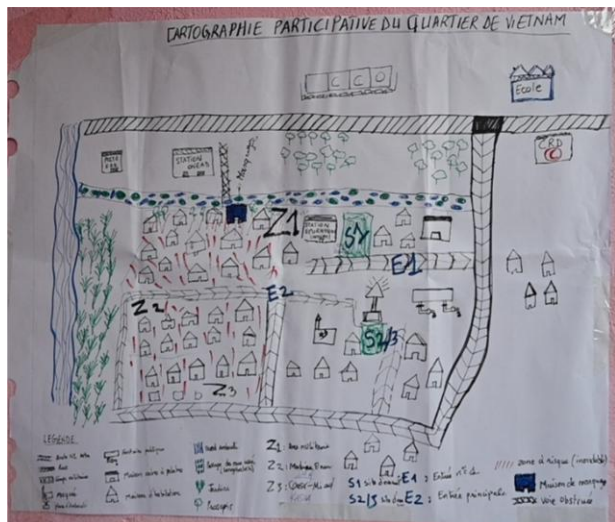
La première activité de préparation de base consiste à analyser au niveau communautaire la situation actuelle des vulnérabilités et des risques (notamment des inondations) dans des lieux spécifiques. Cette analyse représente le fondement d'une prise de conscience commune des risques (voir point suivant) et de tout renforcement ultérieur des capacités et intervention préventive, de sauvetage ou de réhabilitation.

⁵⁷ Sur la distinction entre les aspects « opérationnels » et « cognitifs » de l'expérience humaine, voir : Quaranta G., 1985 : *L'era dello sviluppo*, Franco Angeli, Milano.

Au cœur de chaque analyse de risque se déroule une cartographie des vulnérabilités, et (si possible) des solutions. Comme il est montré dans l'expérience de Vietnam (Djibouti-ville), portant sur les crues, cette cartographie peut comprendre les places à risque, les infrastructures et les services les plus importants à protéger, les logements des personnes les plus vulnérables.

Voix du terrain #3 –

Cartographie participative à Vietnam (Djibouti-ville)



“Certains habitants vivent ici depuis longtemps et se rappellent très bien des dernières inondations. Quand nous avons commencé à dessiner la carte du quartier, chacun a partagé ce qu'il connaissait. Ensemble, nous avons identifié les zones où l'eau s'accumule le plus rapidement et les passages que les habitants utilisent pour évacuer. C'était la première fois que nous participions à un exercice de cartographie communautaire. Le fait d'être directement impliqués dans l'identification des zones à risque nous a permis de mieux comprendre notre environnement et de nous sentir davantage concernés par les actions de préparation aux inondations.”

Habitant du quartier Vietnam, participant à l'exercice de cartographie participative, mai 2026

Selon les informations issues de la communauté, les zones les plus exposées aux inondations (en pointillés rouge) se situent dans les parties basses du quartier, notamment en aval de la mosquée, identifiée comme un point critique. La Carte met en évidence que plusieurs maisons sont construites sur d'anciens jardins agricoles et sur le lit majeur de l'Oued Ambouli.

La carte résultant de cet exercice de cartographie participative a été utilisée pour guider l'exercice de simulation à Vietnam qui s'est déroulé le 6 mai 2026.

Source : CRD – Plan de gestion communautaire des inondations dans le quartier Vietnam à Djibouti (en cours de préparation).

La cartographie participative, le cas échéant, peut se baser sur une activité de recensement des logements des personnes les plus vulnérables, en utilisant une fiche telle que celle qui est reportée ci-dessous.

0. Nom de la communauté			
1. Nombre de ménages	N.	6. Personnes âgées (+ de 60 ans)	N.
2. Population totale	N.	7. Personnes porteuses d'handicap	N.
3. Hommes	N.	8. Autres personnes considérées vulnérables	N.
4. Femmes	N.		
5. Enfants (jusqu'à 9 ans)	N.		

Logements Habités par des Personnes Vulnérables ⁵⁸				
Logem. n.	Nom du chef de famille – Veuillez préciser s'il s'agit d'une femme ou d'un homme et son âge (approximatif). Le cas échéant, veuillez préciser s'il s'agit d'une personne handicapée.	Adresse précise permettant de rejoindre le logement sans difficulté	Ce logement est-il vulnérable ou susceptible d'être affectée par des inondations (maison permanente ou abri temporaire, surélévée) ? s'agit-il de crues fluviales, urbaines ou soudaines ?	Nombre de personnes vulnérables dans le logement (personnes âgées, personnes handicapées, enfants, femmes/veuves, etc.)

⁵⁸ Ces informations doivent rester confidentielles (afin d'éviter toute forme de discrimination, voire pire) et être communiquées exclusivement aux personnes chargées des opérations de secours/sauvetage.

Ce type de cartographie, évidemment, est d'autant plus utile dans la mesure où elle est « co-produite » par tous les acteurs de la communauté (comme il a été le cas à Vietnam) ; à ce propos, il est essentiel de valoriser les connaissances populaires ou autochtones, c'est-à-dire les informations que les habitants détiennent, pour des raisons biographiques et d'expérience (par exemple, les personnes âgées), pour leur rôle dans la communauté (par exemple les chefs de village), ou pour des raisons professionnelles (par exemple, les sapeurs-pompiers ou les garde forestières) et d'expertise (par exemple, les agronomes, les ingénieurs, les hydrologues).

L'encadré ci-dessous résume un retour d'expériences d'une personne qui – parmi d'autres – par son parcours professionnel, représente un « dépôt » de connaissances autochtones utiles à mettre en valeur dans le cadre de la gestion à base communautaire des inondations.

Voix du terrain #4

Retour d'expérience d'un Ancien Commandant des sapeurs-pompiers du Port Autonome International de Djibouti

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, alors que j'exerçais comme officier des sapeurs-pompiers et participais aux dispositifs ORSEC, plusieurs épisodes de graves inondations ont conduit au déclenchement des plans d'urgence.

Les réunions de crise étaient principalement consacrées à la gestion immédiate de la catastrophe : évacuation des eaux des quartiers les plus touchés, rétablissement de la circulation, protection des infrastructures essentielles et sécurisation des ressources en eau. Ces interventions étaient indispensables pour répondre à l'urgence et soulager les populations sinistrées.

En revanche, la question d'une stratégie durable d'assainissement visant à prévenir la répétition des inondations n'était, selon mon expérience, que rarement abordée. J'avais alors exprimé la nécessité d'engager une réflexion sur des solutions structurelles, mais l'accent restait mis sur la gestion des conséquences plutôt que sur le traitement des causes.

Avec le recul, je considère que les opérations de pompage et les réponses d'urgence, bien qu'essentielles, ne peuvent à elles seules résoudre les inondations récurrentes. Seuls des investissements durables dans les infrastructures d'assainissement permettront de réduire durablement la vulnérabilité de la capitale face aux épisodes pluvieux.

Ancien Commandant des sapeurs-pompiers du Port Autonome International de Djibouti (Décembre 1984 – Décembre 2000) et Ancien Inspecteur-adjoint de l'Inspection Nationale de la Protection Civile.

Source : [Témoignage publié sur Facebook par Djib-Live](#). (Reformulation anonymisé)

Normalement, en discutant avec les habitants d'une localité, des formes ou techniques traditionnelles de prévision des risques d'inondation peuvent être identifiées, qui sont basées sur l'observation de la nature. Par exemple, au cours de l'activité de terrain du projet VFDM au Mali et au Togo, les comportements ou les cris de certains animaux, ou bien l'apparition ou la croissance de certaines plantes ont été mentionnés par les membres des communautés locales à cet égard.

Voix du terrain #5

Techniques locales de prévision des inondations à Djibouti

Indicateurs	Message
Oueds (wadis) en amont/Pluie signalée dans un village partageant le même oued/ Bruit inhabituel de forte intonation	Humidité soudaine ou écoulement lointain ; annonce un risque d'inondation éclair en aval
Couleur de l'eau dans les oueds	Eau brunâtre et chargée de sédiments ; signe de crue rapide imminente
Forte pluie dans les zones montagneuses environnantes /Vitesse du ruissellement	Montée rapide du débit après pluie ; risque élevé d'inondation soudaine
Pluies en zones éloignées	Pluie observée en amont même sans pluie locale ; alerte d'inondation différée (flash flood)
Nuages cumuliformes denses	Formation rapide de nuages noirs et épais ; orages violents imminents
Bruits du vent et changement brutal de direction	Vent soudain et violent ; signe de perturbation météorologique forte
Zones inondables historiques	Débordement récurrent des mêmes zones ; zones à haut risque identifiées localement
Débris transportés par les eaux	Bois, pierres et déchets dans les écoulements ; indique crue active en cours
Sol imperméable saturé	Absorption rapide limitée après pluie ; favorise ruissellement et inondation

Source : CRD

La connaissance historique locale peut aussi fournir des informations fondamentales sur des aspects tels que, par exemple, les types de dégâts que les catastrophes produisent sur les habitations, les infrastructures, les champs, les pépinières (voir ci-dessous un exemple du Mali).

Voix du terrain #6

Les dégâts des inondations – exemples dans le quartier Vietnam (Djibouti)

Selon les témoignages recueillis durant la préparation du Plan de gestion communautaire des inondations à Vietnam (Djibouti), les types de dégâts des inondations sont principalement les suivants :

- Pollution des points d'eau par les eaux usées et les déchets charriés ; stagnation d'eau favorisant les gîtes larvaires (moustiques)⁵⁹.
- Destruction des murs, perte des kits d'abris, des documents administratifs et des biens essentiels. Débordements des latrines.
- Érosion hydrique, lessivage des sols, perte de fertilité, dépôt de boue dans les habitations.
- Perte d'outils de travail, arrêt des activités informelles, baisse de revenus.
- Noyades (en premier lieu, un décès en 2024 dans un caniveau ouvert), maladies hydriques (choléra, diarrhées), stress post traumatique, blessure superficielle dans les débris.
- Noyade des veaux et chèvres.

Source : CRD – Plan de gestion communautaire des inondations dans le quartier Vietnam à Djibouti (en cours de préparation)

⁵⁹ Les inondations de 2019, notamment, ont entraîné une accumulation d'eaux stagnantes et une dégradation des conditions d'assainissement, augmentant le risque de maladies à transmission vectorielle et de maladies d'origine hydrique. Toutefois, il n'existe pas de données épidémiologiques officielles accessibles documentant précisément une augmentation des cas de paludisme, de dengue, de chikungunya ou de maladies diarrhéiques à la suite de ces inondations. Les rapports opérationnels mentionnent néanmoins un risque accru lié à la prolifération des moustiques, qui a conduit les autorités sanitaires à renforcer les mesures de lutte antivectorielle.

Ce travail d'analyse préliminaire peut être aussi intégré par l'identification des mesures endogènes de prévention/adaptation. Ci-dessous sont reportés des résultats à cet égard d'une enquête pour l'élaboration du Plan de gestion communautaire des inondations et des sécheresses à Tabota (Bénin). Dans le cadre de cette activité les signes de survenance des inondations et des sécheresses qui sont codifiés par l'expérience traditionnelle ont été détectés. En même temps, les mesures endogènes, plus ou moins efficaces, traditionnellement utilisées pour faire face aux inondations et pour s'adapter aux sécheresses, ont été identifiés.

Voix du terrain #7 Connaissances et mesures endogènes à propos des inondations et des sécheresses à Tabota (Bénin) Dans le cadre de l'élaboration du Plan de gestion Communautaire des inondations et des sécheresses à Tabota (Bénin), une enquête a été réalisée au niveau local sur les connaissances endogènes de survenance des inondations et des sécheresses. Cette activité a été réalisée au mois de décembre 2021. Une fiche de collecte a été élaborée et 27 personnes ont été enquêtées, dont 6 femmes. Les résultats obtenus sont illustrés dans le tableau ci-dessous.			
Signes de survenance des inondations	Signes de survenance des sécheresses	Mesures endogènes d'adaptation identifiées pour les inondations	Mesures endogènes d'adaptation aux sécheresses
• Forte fréquence d'un vent qui souffle du Nord vers le Sud • Migration des Canards sauvages • Longue durée de la chaleur qui s'étend de février à mai • Longue durée de l'harmattan (novembre à février) • Le feuillage tardif du cassia siamea • Abondance des poissons (le nom n'est pas encore identifié) dans les retenues d'eaux	• Départs précoces des pluies • Tariessement précoce des retenues d'eaux • Le feuillage précoce du cassia siamea • Présence du brouillard de mai à juillet • Apparition abondante des criquets et de chenilles au cours du mois de mai et juin	• Culture des produits agricoles à cycle court (fonio, petit mil, petit haricot, (de 70 jours) • Prédominance de la culture des produits agricoles résistants à l'humidité (Riz, Igname, pomme de terre Taro...) • Éviter de faire des champs sur les courants d'eau • Précipiter la semence	• Culture des produits agricoles résistants à la chaleur (mil, vandzou, sorgho, maïs.) • Faire des cultures à cycle long (mil, vandzou, sorgho, maïs) • Faire des sacrifices pour attirer la pluie • Faire des cultures à cycle courts dans les basfonds • Suspension des certaines cérémonies moins importantes (les initiations ou funérailles) pour économiser les denrées

Source : Alpha-Oméga, Synthèse des activités décembre 2021-janvier 2022 (Site de Tabota, Bénin)

Tous ces types d'informations sont précieuses pour mieux connaître le contexte local et les approches des communautés face aux risques, et donc pour élaborer des mesures adéquates et adaptées.

Diffuser une prise de conscience partagée

Promouvoir et soutenir la sensibilisation des communautés aux inondations est un aspect essentiel de l'activité d'organisations telles que les comités/conseils communautaires de gestion de ces risques. À cette fin, sur la base des activités d'analyse des risques effectuées, il est important d'organiser des réunions de sensibilisation dans les communautés locales. Les principaux contenus de ces réunions peuvent être, entre autres, les suivants.

- ✓ Les phases temporelles de gestions des risques d'inondation (avant, pendant, après – ce qui correspond aux trois phases considérées dans ce document) et leurs caractéristiques principales.
- ✓ Les risques existants pour les personnes (surtout celles vulnérables), les infrastructures, les logements, les récoltes, etc.
- ✓ L'organisation des ressources humaines et matérielles.
- ✓ La responsabilisation du personnel (rôle des différents acteurs locaux).
- ✓ Les activités à mener au niveau communautaire au cours des trois phases citées.
- ✓ Les comportements à suivre et les sanctions éventuelles.
- ✓ Les instruments à utiliser.
- ✓ Les modalités de surveillance et suivi.
- ✓ Les modalités de communication et contact avec des acteurs au dehors de la localité (autorités, organisations de secours, parents, etc.).
- ✓ Les besoins en formation.
- ✓ La priorisation des activités.
- ✓ Le planning de la gestion des risques.

Une attention particulière est à attribuer aux méthodes et outils d'apprentissage et de participation active à l'élaboration des contenus de la part des participants, par exemple à partir de l'usage de tableaux pour la mémorisation. Ci-dessous quelques exemples de l'activité de sensibilisation menée dans le cadre du projet CREWS-Djibouti.

Voix du terrain #8

Matériaux de sensibilisation sur les inondations à Djibouti



SENSIBILISATION AUX INONDATIONS À DJIBOUTI

AVANT LES INONDATIONS (PRÉPARATION ET PRÉVENTION)	PENDANT LES INONDATIONS (RÉACTION ET PROTECTION)	APRÈS LES INONDATIONS (RÉTABLISSEMENT ET SÉCURITÉ SANITAIRE)
 Éviter de construire ou d'habiter dans les lits d'oueds et zones basses exposées aux crues soudaines.	 Ne jamais traverser les eaux en crue, même si elles semblent peu profondes.	 Ne retourner dans les habitations qu'après autorisation des autorités compétentes.
 Nettoyer régulièrement les caniveaux et les zones de drainage souvent obstruées.	 Se déplacer rapidement vers des zones surélevées et sécurisées.	 Vérifier la stabilité des maisons avant toute réinstallation.
 Suivre les alertes météorologiques et les informations des autorités locales.	 Éviter les déplacements inutiles, surtout la nuit ou pendant les fortes pluies.	 Utiliser uniquement de l'eau potable pour éviter les maladies hydriques.
 Préparer un kit d'urgence (eau potable, nourriture, lampe, documents importants, médicaments).	 Suivre strictement les consignes des autorités et des comités locaux.	 Nettoyer et désinfecter les habitations pour prévenir les risques sanitaires (diarrhées, infections).
 Identifier à l'avance les zones sûres et les itinéraires d'évacuation.	 Protéger en priorité les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.	 Signaler les dégâts et participer aux activités communautaires de nettoyage et de relèvement.
 LA PRÉPARATION SAUVE DES VIES, LA SOLIDARITÉ RENFORCE NOTRE RÉSILIENCE. Restons informés, restons unis, restons en sécurité !  En cas d'urgence, contactez les autorités locales ou les comités de quartier.		

Source : CRD

Après les actions de sensibilisation, des activités visant à identifier des lieux critiques sur le territoire peuvent être organisées, afin de permettre aux participants de s'exercer et de s'impliquer. Ce type d'activité est difficile, mais il peut aider à renforcer et à rendre efficace la participation communautaire, rendant la prévention un élément de la vie quotidienne des populations.

Un aspect important est celui de la diffusion des informations et des connaissances à d'autres membres de la communauté qui n'ont pas pu prendre part aux séances de sensibilisation (exercice d'une fonction d'« ambassadeurs »).

Voix du terrain #9

Témoignages de la diffusion des informations et des connaissances à d'autres membres de la communauté (participants aux activités CBFM-Djibouti)

Membre d'un conseil communautaire

« Après les séances de sensibilisation, j'ai pris le temps de partager les principaux messages avec plusieurs familles de mon quartier qui n'avaient pas pu participer aux activités. Nous avons notamment discuté des comportements à adopter avant, pendant et après une inondation, ainsi que des moyens d'alerter rapidement les voisins en cas de risque. »

Participante communautaire

« Les informations reçues pendant les activités m'ont permis d'expliquer à d'autres femmes de mon entourage les risques liés aux inondations et l'importance de protéger les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Nous avons également échangé sur les mesures simples à prendre pour se préparer avant la saison des pluies. »

Membre d'un comité local

« À la suite de la formation, nous avons organisé des échanges informels avec les habitants afin de leur présenter les zones identifiées comme les plus exposées aux inondations et les itinéraires les plus sûrs à utiliser en cas d'évacuation. Plusieurs personnes qui n'avaient pas participé aux activités ont ainsi pu bénéficier des informations partagées lors du projet. »

Source : CRD

Il convient de souligner que même si les populations sont conscientes des risques d'inondation peu de temps après des crues majeures, cette prise de conscience peut diminuer avec le temps. Cela peut nécessiter des activités de renforcement périodiques, par exemple visites des formateurs/encadreurs ou séances de formation ultérieures (ce qui est dans la pratique habituelle du CRD à Djibouti). Très importantes, à cet égard, sont les activités déroulées, au niveau local, comme, par exemple, à Koutabouyya dans la région de Dikhil et à Sagallou dans la région de Tadjourah.

Voix du terrain # 10

Activités de sensibilisation à Koutabouyya et à Sagallou

À Koutabouyya la communauté a bénéficié d'une formation sur les gestes qui sauvent et les premiers secours, renforçant ainsi ses capacités locales à réagir rapidement en cas d'urgence, notamment lors des épisodes d'inondation. Ces compétences contribuent à améliorer la préparation communautaire, à réduire les impacts sur les populations affectées et à renforcer la résilience du village face aux aléas.

À Sagallou, la sensibilisation et la formation de la communauté sur la protection de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles et les pratiques adaptées de réduction des risques ont été identifiées comme des actions importantes pour renforcer la résilience locale. Parmi les solutions envisagées, la plantation d'arbres pour restaurer la couverture végétale, limiter l'érosion des sols et réduire les impacts liés aux ruissellements et aux inondations a été retenue comme une mesure de réduction des risques naturels à promouvoir. Des représentants de la communauté ont également bénéficié de formations portant sur les premiers secours, la gestion des risques de catastrophe, notamment les risques liés aux inondations, ainsi que sur la préservation de l'environnement. Ces formations ont permis de renforcer les connaissances et les capacités locales afin de favoriser une meilleure préparation et une réponse plus efficace face aux aléas.

Source : CRD

Déployer les structures et capacités / Systèmes d'alerte précoce

Pour compléter le cadre de préparation, toujours au niveau communautaire, il est important de mettre en place des structures et des capacités adéquates pour faire face aux risques possibles et prévisibles d'inondations. Sur le plan des structures, il s'agit de créer (voir la partie initiale du Par. 4.1.) et/ou de renforcer des comités et des conseils engagés dans la gestion communautaire des inondations, dans la coordination et le suivi et de les doter du minimum de moyens et d'équipements nécessaires aux différents types d'activités.

En termes de compétences, il est important de prévoir, à côté des actions de sensibilisation initiales, des actions de renforcement de capacités, notamment des formations spécifiques, ainsi que des exercices ad hoc. A cet effet, dans le cadre des activités de gestion à base communautaire (CBFM) de CREWS-Djibouti un atelier de formation « Renforcer les capacités techniques et pédagogiques sur la gestion communautaire des inondations (outils, planification, alerte, communication, exercices pratiques) » s'est déroulé en novembre 2025. Cet atelier s'est adressé à plus de 30 personnes représentants les acteurs institutionnels et les services techniques engagés dans la gestion des inondations (SEGRC, ANM, CERD, ONEAD, sapeurs-pompiers, armée, CRD), les Préfectures, les « communes », les « conseils régionaux » et les conseils communautaires. D'autres participants potentiels à ces activités de formation sont les représentants de groupes ayant d'autres fonctions spécifiques liés au CBFM (communication et animation, aspects de genre, hygiène, activités économiques, etc.).

Voix du terrain #11

Activités de renforcement de capacités sur la gestion à base communautaire des inondations en République de Djibouti

Titre : « Renforcer les capacités techniques et pédagogiques sur la gestion communautaire des inondations (outils, planification, alerte, communication, exercices pratiques) »

Modules :

- Module 1 : Concept clé de la réduction des risques de catastrophes
- Module 2 : Typologie et causes des inondations à Djibouti
- Module 3 : Retour d'expérience d'autre pays
- Module 4 : Rôles et responsabilités des secteurs/acteurs
- Module 5 : Cartographie participative des risques et ressources
- Module 6 : Elaboration d'un plan communautaire de gestions des inondations communautaire
- Module 7 : Indicateurs et actions précoces pour les inondations pluviales (marqueurs aux zones susceptibles)
- Module 8 : Lien avec le Système d'alerte précoce et la sensibilisation communautaire
- Module 9 : Evaluation des connaissances et capitalisation

Les différents modules ont été conçus dans un double objectif : partager les connaissances et les outils, mais aussi encourager le dialogue et les échanges entre les participants. C'est pourquoi une large place a été accordée aux séances de brainstorming et aux travaux de groupe sur des sujets précis, sachant que nombre d'entre eux se rencontrent rarement. Outre le renforcement des capacités, l'atelier a constitué une excellente occasion de dialoguer et a permis d'approfondir et d'intensifier les relations entre les participants. Il est important de souligner que les femmes, tout en étant minoritaires (8 femmes contre 23 hommes), ont été parmi les participants les plus actifs, notamment dans le travail en groupes.



Témoignages des participants

Représentant d'une commune participante

« Cette formation nous a permis de mieux comprendre notre rôle dans la préparation et la gestion des inondations au niveau local. Les exercices pratiques, notamment la cartographie participative et l'élaboration du plan communautaire, nous ont donné des outils concrets que nous pourrions utiliser avec les communautés de notre territoire. »

Participante membre d'un conseil communautaire

« En tant que femme impliquée dans la vie de ma communauté, j'ai particulièrement apprécié l'approche participative de la formation. Les travaux de groupe et les simulations nous ont permis d'exprimer les préoccupations des habitants et de réfléchir ensemble aux actions à mettre en œuvre avant une inondation. »

Participante issue d'une institution technique

« La formation a permis de réunir autour d'une même table les différents acteurs concernés par la gestion des risques d'inondation. Les échanges entre les services techniques, les autorités locales et les représentants communautaires ont été particulièrement enrichissants et ont contribué à une meilleure compréhension des responsabilités de chacun. »

Source : K&I Technical support to Djibouti Red Crescent Interim report 8 December 2025 (et observation directe) et CRD

Des formations spécifiques concernent aussi les premiers secours et peuvent être accompagnées par la fourniture de matériel de premiers secours.

Voix du terrain #12

Formation aux premiers secours et disponibilité de trousse de premiers secours en République de Djibouti

Le premier secours constitue l'ensemble des gestes immédiats apportés à une personne victime d'un accident, d'un malaise ou d'une urgence avant l'arrivée des services de santé. Il représente une intervention essentielle permettant de préserver la vie, prévenir l'aggravation de l'état de la victime et favoriser son rétablissement. Au niveau communautaire, le renforcement des connaissances et des capacités en premiers secours permet aux membres de la communauté d'agir rapidement et de manière appropriée face aux situations d'urgence telles que les accidents domestiques, les inondations, les vagues de chaleur, les incendies ou les catastrophes naturelles.

Dans ce cadre, durant le premier trimestre 2026 les communautés de Vietnam, Kouttabouyya et Sagallou ont bénéficié d'une formation en premiers secours afin de renforcer leurs capacités de préparation et de réponse aux situations d'urgence. Ces communautés ont la particularité d'être exposées aux risques d'inondations, ce qui rend indispensable le développement de compétences locales pour assurer une prise en charge rapide des personnes affectées avant l'arrivée des services spécialisés. Des communautés formées aux premiers secours deviennent ainsi plus résilientes, réduisent les risques de mortalité et de complications, renforcent l'entraide locale et contribuent à une réponse plus efficace lors des catastrophes. Le premier secours constitue donc un outil fondamental de protection communautaire et de renforcement de la préparation aux urgences.



Source : CRD

Un troisième exemple fondamental de formation concerne les ateliers d'intégration de la dimension de genre au niveau communautaire. Appliquer une perspective de genre à toutes les phases de la gestion des catastrophes est en effet primordial : cette démarche garantit que les vulnérabilités, les besoins, les capacités et les compétences spécifiques des femmes et des

hommes, ainsi que ceux des autres acteurs vulnérables (personnes handicapées, personnes âgées, migrants, etc.), soient pris en compte dans le contexte socio-économique, politique et culturel des sociétés, et que les interventions soient le plus bénéfiques possible aux personnes touchées. Or, à ce jour, les connaissances et les compétences en matière de genre (et d'inclusion) de la plupart des acteurs (autorités locales, spécialistes techniques de la protection civile et des services d'urgence, résidents locaux, etc.) restent limitées. Ces ateliers visent à contribuer à combler cette lacune.

Voix du terrain #13

Activités de renforcement de capacités sur la gestion des risques dans une perspective de genre et d'inclusion en République de Djibouti (mai 2026)

Titre : « Atelier national de formation sur « Inclure pour mieux alerter : des systèmes d'alerte précoce de bout en bout sensibles au genre et inclusifs »

Modules :

- Module 1 : Profil des inondations et gestion des risques de catastrophe en République de Djibouti
- Module 2 : Concepts-clé de E2E-EWS-FF and IFRM
- Module 3 : Concepts et enjeux liés au genre, au handicap et à la vulnérabilité/exclusion sociale ; intégration de la dimension de genre dans une perspective intersectionnelle
- Module 4 : Exercice de groupe : Identification et détermination des facteurs d'inégalités de genre et de vulnérabilité liés aux inondations
- Module 5 : Intégration de la dimension de genre – Planification, programmation et budgétisation sensibles au genre dans les processus E2E-EWS-FF et IFRM
- Module 6 : Intégration de la dimension de genre – Suivi et évaluation des processus sensibles au genre dans les processus E2E-EWS-FF et IFRM
- Module 7 : Enjeux, contexte et engagements à différents niveaux pour le développement de systèmes E2E-EWS-FF et IFRM sensibles au genre
- Module 8 : Exercice de groupe : Développement de projets sur l'utilisation et la valorisation des connaissances acquises en matière d'intégration de la dimension de genre dans les processus E2E-EWS-FF et IFRM
- Module 9 : Élaboration et discussion d'une feuille de route post-formation et de l'appel à l'action



L'atelier s'est déroulé sur deux jours, les 4 et 5 mai 2026 à Djibouti, selon une approche interactive et participative. Après une cérémonie d'ouverture marquée par les allocutions de l'OMM et du CRD, les participants ont tour à tour présenté leurs attentes. La première journée a alterné des présentations en plénière (profil des inondations à Djibouti, concepts des systèmes d'alerte précoce, intégration du genre) et des travaux de groupe. Quatre groupes (un d'hommes, un de femmes et deux mixtes) ont réalisé des exercices pratiques : identification des impacts différenciés des inondations, analyse des facteurs d'inégalités, et réflexion sur la planification et la budgétisation sensibles au genre. Les échanges ont été nourris, et les constats issus d'une enquête récente (forte exclusion des alertes, barrières d'accès) ont suscité une prise de conscience collective. Le second jour a été consacré au suivi-évaluation sensible au genre, aux instruments internationaux, puis à la conception de quatre projets concrets par les groupes. L'après-midi, chaque institution participante a élaboré sa propre feuille de route post-formation, avant la présentation et l'adoption d'un « Appel à l'action » commun. La clôture a été marquée par la remise des certificats et de cet engagement signé par tous. L'ambiance fut à la fois studieuse et constructive, avec une forte implication des participants, qui ont souligné l'écart entre les politiques « sur papier » et les réalités de terrain, tout en repartant avec des outils opérationnels et des engagements concrets.

Voix du terrain #13 (suite)

Témoignages des participants

Représentante d'une institution publique

« Cette formation m'a permis de mieux comprendre que les inondations n'affectent pas toutes les personnes de la même manière. Les exercices de groupe ont mis en évidence des réalités que nous prenons parfois insuffisamment en compte dans la planification, notamment les difficultés rencontrées par les femmes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap pour recevoir et agir sur les alertes. »

Participant issu d'un service technique

« Nous travaillons régulièrement sur les questions de gestion des risques, mais cette formation a apporté une perspective nouvelle. Elle nous a permis de réfléchir à la manière dont les systèmes d'alerte précoce peuvent être conçus pour atteindre l'ensemble de la population, y compris les groupes les plus vulnérables qui sont souvent moins visibles dans les dispositifs existants. »

Représentante d'une organisation de personnes handicapées

« J'ai particulièrement apprécié que les questions liées au handicap soient abordées de manière concrète tout au long de la formation. Pour beaucoup d'entre nous, c'était la première fois que nous étions invités à participer à des discussions et à des réflexions sur la gestion des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte précoce. Nous nous sommes sentis écoutés, représentés et pleinement intégrés aux échanges. Cette expérience a montré que les personnes en situation de handicap ne doivent pas être considérées uniquement comme des bénéficiaires de l'aide, mais comme des acteurs à part entière capables de contribuer aux solutions. Les discussions ont également rappelé l'importance de prendre en compte leurs besoins spécifiques dès la conception des mécanismes d'alerte, de préparation et de réponse aux inondations afin que personne ne soit laissé de côté. »

Participant d'une collectivité territoriale

« L'élaboration de la feuille de route à la fin de l'atelier nous a permis de transformer les connaissances acquises en engagements concrets. Nous sommes repartis avec une meilleure compréhension des actions que nous pouvons mettre en œuvre au sein de nos institutions pour rendre les dispositifs de prévention et d'alerte plus accessibles et plus inclusifs. »

L'atelier est terminé par deux activités :

1. L'identification de différentes hypothèses d'activités à dérouler pour mieux enraciner une approche « genre/inclusion sociale » dans les différentes entités représentées par les participants, sur la base des « points d'entrée » existants (par exemple, les points focaux présents dans plusieurs de ces entités) ; ces activités pouvant représenter des jalons dans des « feuilles de route » post-formation.
2. Le développement d'un APPEL A L'ACTION DES PARTICIPANTS (voir la figure à la page suivante).

Sources : K&I note conceptuelle et Rapport (en cours de préparation) de l' « Atelier national de formation sur « Inclure pour mieux alerter : des systèmes d'alerte précoce de bout en bout sensibles au genre et inclusifs » – République de Djibouti (et observation directe) /CRD

WORLD
METEOROLOGICAL
ORGANIZATION

APPEL A L'ACTION DES PARTICIPANTS

Atelier national de formation

« Inclure pour mieux alerter: des systèmes d'alerte précoce de bout en bout sensibles au genre et inclusifs »

L'Atelier national de formation sur « Inclure pour mieux alerter » s'est tenu les 4 et 5 mai 2026 à Djibouti, réunissant des représentants et points focaux des principales institutions nationales et locales engagées dans la gestion des risques de catastrophe, notamment des services météorologiques et hydrologiques, des autorités de gestion des catastrophes, des forces de sécurité, des institutions publiques, des collectivités territoriales, ainsi que des organisations de la société civile, humanitaires et des leaders communautaires.

1 Un constat clair : sans inclusion, les systèmes d'alerte échouent à protéger tous

Les participants reconnaissent que:

- **L'intégration du genre et de l'inclusion sociale (approche genre+) n'est pas optionnelle, mais une condition essentielle d'efficacité** des systèmes d'alerte précoce (SAP) et de la gestion des risques de catastrophe (GRC)
- **Les systèmes actuels restent encore insuffisamment inclusifs**, ne prenant pas pleinement en compte les besoins spécifiques des femmes, des personnes en situation de handicap, des personnes âgées, des communautés marginalisées ou vivant en situation de précarité
- **Sans action concrète, ces lacunes continueront d'exposer les populations les plus vulnérables à des risques disproportionnés**

Ainsi, cet atelier marque un tournant : il ne s'agit plus seulement de comprendre, mais d'agir.

2 Un engagement collectif à passer à l'action

Conscients que la valeur de cet atelier dépendra de sa mise en œuvre concrète, les participants s'engagent à:

- **Diffuser activement les connaissances acquises** au sein de leurs institutions et réseaux, afin de créer une dynamique durable d'intégration du genre et de l'inclusion
- **Intégrer aussi systématiquement que possible l'approche genre* dans leurs pratiques professionnelles et engagements civiques**, notamment dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des systèmes E2E-EWS-FF et IFRM
- **Transformer les engagements en actions mesurables**, en alignement avec la feuille de route élaborée lors de l'atelier
- **Renforcer la coordination interinstitutionnelle**, en favorisant le partage d'informations et la collaboration entre acteurs
- **Maintenir un dialogue actif avec les partenaires techniques (CRD, OMM, K&I)** afin d'assurer un accompagnement continu et une amélioration des pratiques

Ainsi, chaque participant devient un acteur du changement au sein de son institution.

WORLD
METEOROLOGICAL
ORGANIZATION

3 Des priorités d'action concrètes

Les participants s'engagent à contribuer activement aux actions suivantes :

- **Produire et utiliser des données désagrégées (sexe, âge, handicap)** pour mieux comprendre les vulnérabilités et orienter les décisions
- **Développer des indicateurs sensibles au genre**, y compris pour anticiper les impacts différenciés et les risques spécifiques (ex. violences basées sur le genre)
- **Rendre les alertes accessibles, compréhensibles et exploitables par tous**, notamment via des canaux adaptés aux différents groupes
- **Impliquer activement les femmes et les groupes vulnérables** dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des systèmes d'alerte et des plans de gestion des risques
- **Renforcer les approches communautaires**, en soutenant les capacités locales face aux risques d'inondation

Pour rappel, une alerte n'est réellement efficace que si elle atteint tout le monde et permet d'agir.

4 Recommandations stratégiques aux décideurs et partenaires

Afin de permettre la mise en œuvre effective de ces engagements, les participants appellent à:

- **Allouer des ressources dédiées et durables** à l'intégration du genre et de l'inclusion dans les systèmes E2E-EWS-FF et IFRM
- **Plaider pour l'institutionnalisation de l'approche genre***, à travers des politiques, normes et cadres réglementaires clairs
- **Renforcer les investissements dans les services hydrométéorologiques**, en veillant à l'accessibilité des technologies et des informations pour tous, y compris dans les zones rurales
- **Co-construire les solutions avec les communautés**, en particulier les organisations de femmes et les groupes marginalisés
- **Soutenir les mécanismes de suivi et de redevabilité**, afin de garantir que les engagements pris se traduisent en résultats concrets

5 Un engagement pour l'avenir

Les participants réaffirment que :

- **L'inclusion n'est pas un complément aux systèmes d'alerte précoce — elle en est une condition de réussite**

Ensemble, ils appellent tous les acteurs nationaux et partenaires, y compris internationaux, à :

- **Transformer les engagements en actions concrètes** dès aujourd'hui
- Assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de la feuille de route
- Faire des **systèmes d'alerte précoce inclusifs** une priorité nationale

Approuvé à Djibouti, le 5 mai 2026

Par tous les participants à l'atelier national de formation



Enfin, la diffusion d'une sensibilisation commune pourrait être facilitée par les médias. Nous pouvons reporter l'exemple d'un atelier de ce genre qui a eu lieu à Antigua (Caraïbes) dans le cadre des activités de gestion à base communautaire des inondations promues dans ce groupe de Pays en 2022.

Voix du terrain #14

Atelier sur les médias et la gestion des inondations (Antigua)

Neuf personnes issues de huit organes de presse ont participé à l'atelier national destiné aux médias sur le thème « Mieux comprendre les prévisions météorologiques », qui s'est tenu le mardi 8 novembre 2022 de 9 h à midi. Dale Destin, directeur du Service météorologique d'Antigua-et-Barbuda, a animé l'atelier. Parmi les thèmes abordés figuraient « Qu'est-ce que la météorologie ? », « Les alertes aux médias » et « Comprendre le vocabulaire météorologique ». L'interaction entre les participants et l'animateur a été très bonne.

Parmi les préoccupations et les propositions formulées figuraient notamment : (i) la diffusion d'un bulletin météorologique distinct pour l'île voisine de Barbuda ; (ii) une meilleure implication des médias afin qu'ils puissent contribuer à sensibiliser les habitants aux différents termes météorologiques ; (iii) la mise en place d'un chargé de communication capable de se concentrer davantage sur la communication avec le public ; (iv) la modernisation du Service météorologique afin que les informations soient plus facilement disponibles et accessibles au public.

Nathan Owens est le directeur de Radio Lighthouse à Antigua et travaille depuis longtemps pour cette station de radio située à la périphérie de St. John's. La station existe depuis 47 ans. Bien qu'elle diffuse principalement des émissions à caractère biblique, elle a apporté son soutien au NODS au fil des ans en contribuant à la diffusion d'informations sur les catastrophes et en incluant des prévisions météorologiques ainsi que d'autres messages importants dans ses émissions. M. Owens faisait partie des participants à l'atelier sur les médias. « C'est formidable de voir les discussions entre les différents médias et avec le service météorologique sur la manière dont nous pouvons mieux nous coordonner, être plus réactifs et diffuser les informations en temps opportun au grand public », a déclaré M. Owens.

Source : NODS – Rapport informel transmis à l'OMM le 23 novembre 2022

Parallèlement, il s'agit de créer des systèmes d'observation permanents, de surveillance et des systèmes d'alerte précoce (que nous avons déjà mentionnés plusieurs fois).

Système d'alerte précoce « de bout en bout »

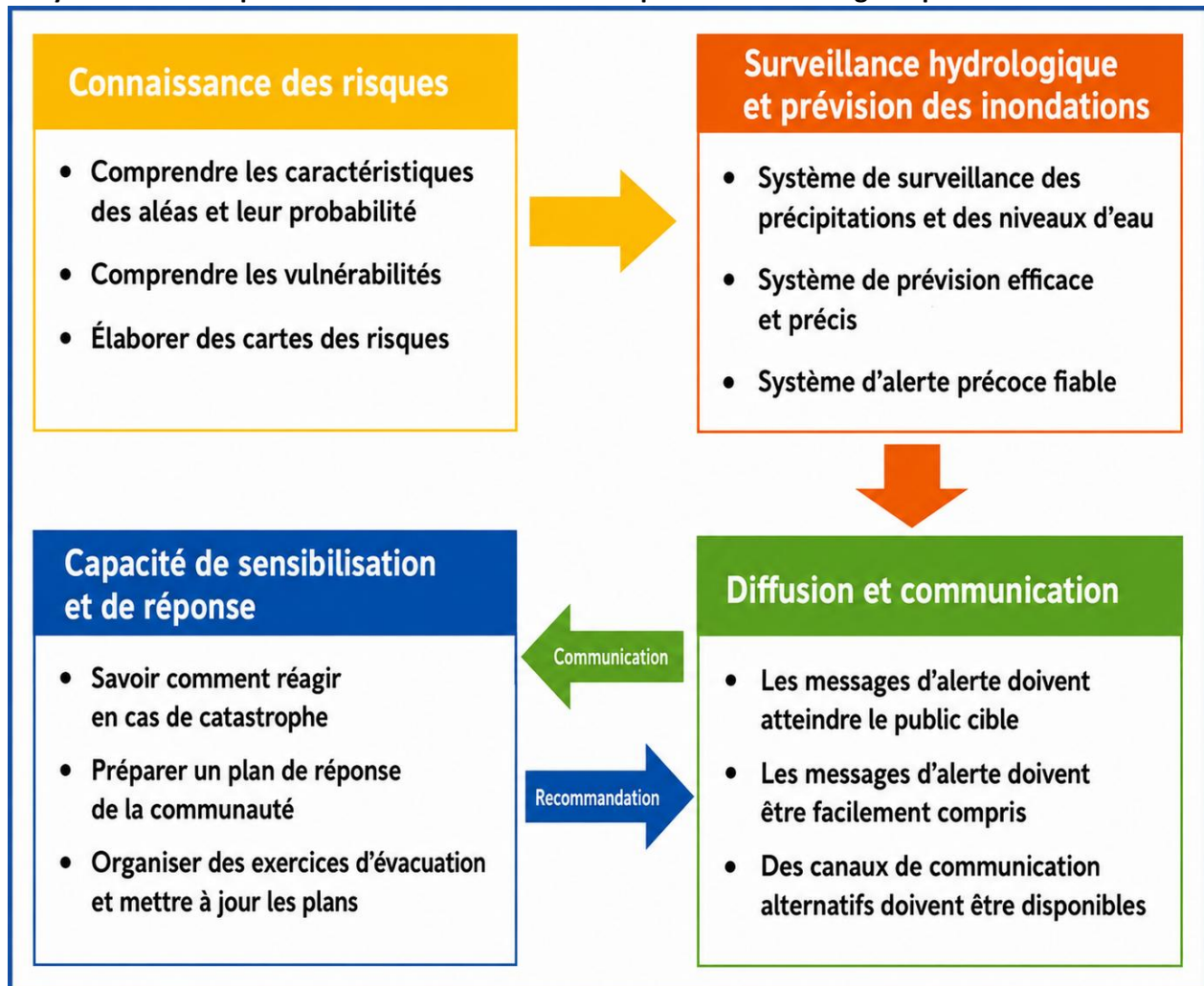
Un Système d'alerte précoce « de bout en bout » intègre la collecte de données, la surveillance, la prévision et la diffusion de l'alerte. Il s'attaque au problème de l'alerte précoce depuis son début (suivi de la situation/collecte des données nécessaires), leur élaboration pour produire une prévision et, par conséquent, la diffusion d'une alerte aux parties prenantes concernées, ainsi que l'aide à la prise de décision. Il se compose de quatre éléments fondamentaux.

1. **Connaissance du risque** : un système d'alerte précoce n'est efficace que si la communauté locale comprend la nature du risque. Les données et les profils de catastrophes doivent être systématiquement collectés et analysés dans le cadre d'une évaluation des risques. En outre, les résidents locaux doivent être en mesure de comprendre et de convenir avec les agences responsables d'avoir accès aux informations sur les profils de risque, les vulnérabilités et les éléments à risque.
2. **Surveillance météorologique/hydrologique et prévision des aléas** : elles sont importantes pour l'analyse de la situation avant l'apparition des risques, afin d'alerter rapidement les communautés. La précision de l'évaluation de la situation des inondations pour l'alerte précoce dépend de la qualité des informations et du système de prévision. Par conséquent, il est important de disposer d'informations à jour et de bonnes capacités de prévision (ou de bons canaux de communication au niveau local pour

les recevoir d'une autorité centrale) pour que les systèmes d'alerte précoce puissent fonctionner efficacement.

3. **Diffusion et communication** : toute information d'alerte précoce diffusée aux communautés à risque doit être facile à comprendre. Les détails des annonces doivent être suffisants pour que les gens sachent comment se préparer. Les canaux de communication de l'alerte précoce doivent être mis en place par les organismes compétents et doivent informer les communautés avant tout événement afin qu'elles puissent se préparer et éviter toute confusion. En outre, des canaux de communication alternatifs doivent être mis en place pour s'assurer que l'information atteindra bien les résidents locaux.
4. **Sensibilisation et capacité de réaction** : les communautés ne doivent pas seulement prêter attention aux messages d'alerte précoce mais elles doivent également savoir comment prendre les mesures appropriées pour gérer les catastrophes. L'amélioration des connaissances de la communauté par le biais d'une formation sur les systèmes d'alerte précoce améliorera la capacité à répondre efficacement aux catastrophes et de se protéger. Par exemple, les communautés devraient élaborer des plans d'intervention en cas de catastrophe et effectuer régulièrement des exercices de simulation pour améliorer leur capacité de réponse.

Le système d'alerte précoce « de bout en bout » est représenté dans la figure qui suit



Source : APFM, *Social aspects and stakeholders involvement in integrated flood management. Community-based flood management in Thailand*, WMO 2017

Des informations mises à jour avec continuité doivent être disponibles pour tous les acteurs s'occupant des risques au niveau local. Ces informations, notamment dans le cas des crues, peuvent concerner des aspects tels que le dernier niveau d'eau en un point particulier de la rivière, les égouts et fossés bouchés, les zones inaccessibles, etc.

Il existe de nombreux outils qui peuvent être utilisés dans le contexte d'un système d'alerte précoce. Nous pouvons citer en premier lieu les haut-parleurs et les sirènes au quartier Vietnam à Djibouti-Ville, comme rapporté dans l'encadré ci-dessous. Par ailleurs, le recours aux mosquées pour la diffusion des alertes peut être également suggéré. Cette approche, en effet, est déjà utilisée dans certains contextes et pourrait être davantage développée dans le cadre du système d'alerte précoce.

Voix du terrain #15

Haut-parleurs (et sirènes) au quartier Vietnam (Djibouti-ville)

Les haut-parleurs constituent un outil essentiel de diffusion rapide de l'information au niveau communautaire, particulièrement dans les contextes d'alerte précoce et de gestion des urgences liées aux inondations. Ils permettent de transmettre en temps réel des messages d'alerte, des consignes d'évacuation, des informations sur les zones sécurisées ainsi que des recommandations de protection à l'ensemble de la population, y compris aux personnes n'ayant pas accès aux téléphones ou aux réseaux de communication. En dehors des situations d'urgence, les haut-parleurs jouent également un rôle important dans les activités de sensibilisation communautaire en diffusant des messages de prévention, de préparation aux inondations et de réduction des risques. Leur utilisation renforce ainsi l'accès inclusif à l'information, améliore la réactivité des communautés et contribue à sauver des vies lors des événements d'inondation. Le 6 mai 2026, dans le quartier de Vietnam à Djibouti-ville, au cours de la simulation, des membres de la communauté, notamment des femmes, ont utilisé des haut-parleurs portatifs appartenant à la communauté pour diffuser les messages d'alerte et prévenir les habitants de l'arrivée imminente d'une crue. Cette démonstration a permis de tester les mécanismes communautaires d'alerte précoce dans des conditions proches de la réalité et de sensibiliser la population à l'importance d'une réaction rapide face au risque d'inondation. Les participants ont ainsi pu constater comment une alerte transmise à temps peut faciliter l'évacuation des zones exposées, améliorer la circulation de l'information au sein du quartier et contribuer à réduire les risques pour les personnes et les biens. Afin de renforcer le dispositif d'alerte communautaire, deux haut-parleurs supplémentaires seront prochainement mis à disposition du quartier Vietnam.

Auparavant, il y avait également des sirènes, lesquelles ne sont plus fonctionnelles aujourd'hui. Toutefois, les communautés ont exprimé un fort intérêt pour la remise en service de ce système, qu'elles considèrent comme ayant été efficace par le passé et un projet, piloté par le SEGRC, est actuellement en cours de planification afin d'installer de nouvelles sirènes couvrant une grande partie des zones inondables.



Photo : Illustration de la journée de simulation communautaire de gestion des inondations organisée à Vietnam le 06 mai 2026, mettant en évidence l'utilisation des systèmes d'alerte et de diffusion de l'information au sein de la communauté

Source : CRD

Les marquages de sécurité/niveaux sont un deuxième outil important pour mieux gérer la sécurité communautaire, comme il est expérimenté à Djibouti (voir ci-dessous). Des signaux d'inondation peuvent indiquer principalement les possibilités d'inondation et raviver la mémoire historique qui tend à s'effacer avec le temps, les niveaux d'inondation, les chemins d'évacuation et les champs de destination.

Voix du terrain #16 **Marquage de sécurité à Djibouti**

Concernant le niveau de marquage de sécurité, la réflexion est actuellement engagée à Djibouti afin de développer des repères visuels permettant d'améliorer la préparation et la réponse face aux inondations. Dans ce cadre, des observations réalisées au niveau communautaire (à Vietnam) ont permis d'identifier les traces laissées par les dernières inondations sur une habitation située dans la zone basse de Vietnam. Avec l'accord de la communauté, il a été convenu que ces marques historiques pourraient constituer une base de réflexion pour la mise en place de repères de niveau d'eau (« flood markers ») servant à matérialiser les hauteurs atteintes lors des événements passés et à sensibiliser les communautés sur leur exposition au risque.



« À l'échelle nationale, les autorités envisagent également le développement d'un système de marquage fondé sur des indicateurs visuels et des codes de couleur afin de faciliter la compréhension des niveaux de risque et des actions à entreprendre, mais cette réflexion est encore en cours et n'a pas été finalisée ni validée ».

Source : Source CRD : Hauteur d'eau atteinte en mars 2024 sur la maison de référence, (2026)

En milieu rural, le marquage peut être également effectué sur des arbres, comme il a été fait à Sangabili en Côte d'Ivoire.

Voix du terrain #17 **Marquage de sécurité sur les arbres à Sangabili (Côte d'Ivoire)**

« Afin de protéger au mieux la communauté de ces risques d'inondation, un marquage de sécurité a été effectué. Ce marquage de sécurité s'est fait à l'aide de la peinture de différentes couleurs (Jaune-Orange-Rouge) qui appelle à la vigilance pour une évacuation en toute sécurité. Trois marqueurs ont été installés dans la communauté de Sangabili au niveau des surfaces inondées.

Voix du terrain #17 (suite)

Chaque marqueur dispose d'une personne désignée qui rapportera le niveau d'eau au responsable du comité de gestion en période de crue. Des explications concernant l'interprétation de ces couleurs ont été données à la communauté avant le début du marquage. La couleur jaune a été appliquée à 60 cm (2 pieds) du sol elle communique des informations sur la progression des inondations, à ce niveau jaune le phénomène est relativement dangereux. Ensuite la couleur orange entre 60 et 120 cm (2 à 4 pieds) le phénomène est dangereux et étendu, à ce niveau les personnes peuvent évacuer en toute sécurité vers un sol plus sûr ou vers un centre d'évacuation prédéterminé. Les secours peuvent être en mesure de récupérer les personnes en toute sécurité. Le rouge, plus de 120 cm (4 pieds), symbolise un phénomène dangereux d'intensité exceptionnelle. À ce niveau les personnes qui ont refusé d'évacuer plus tôt, durant cette étape de couleur rouge ne peuvent pas être sauvés par les secours en utilisant les camions. »



Source : VFDM, ONG La Cibes, Rapport d'activité – site pilote Sangabili (Côte d'Ivoire), mai 2022

Des activités de construction (par exemple des digues), ainsi que le renforcement de la couverture végétale à travers la plantation d'arbres afin de réduire l'érosion et atténuer les effets des crues sont aussi à prévoir dans certains cas, comme il a été constaté à Sagallou et à Kouttabouyya (République de Djibouti) (voir ci-dessous).

Voix du terrain #18

Les solutions locales pour lutter contre les inondations à Sagallou et à Kouttabouyya (Rép. De Djibouti)

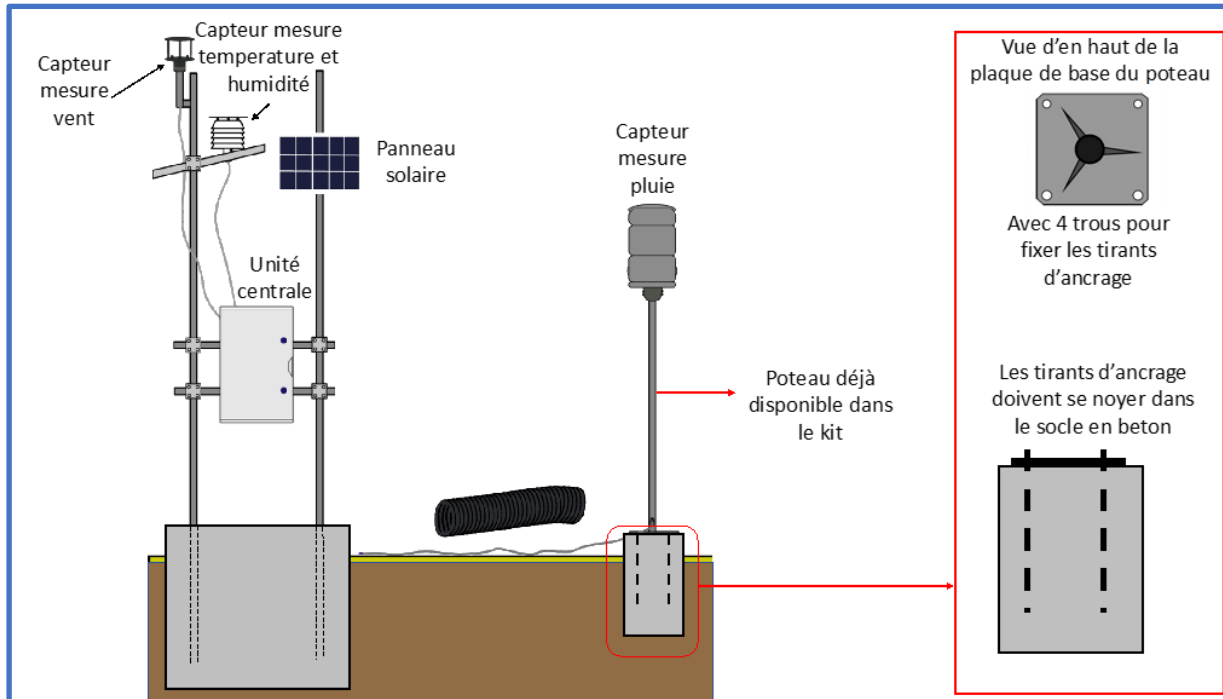
Durant les évaluations communautaires sur les vulnérabilités et les capacités, à Sagallou, les communautés ont identifié plusieurs solutions locales pour réduire les risques d'inondation, notamment la construction d'une digue et d'une déviation de l'oued afin de limiter les débordements et protéger les infrastructures, ainsi que la délocalisation progressive des habitations situées dans les zones les plus exposées. Elles proposent également le renforcement de la couverture végétale à travers la plantation d'arbres afin de réduire l'érosion et atténuer les effets des crues.

À Kouttabouyya, les communautés recommandent la construction d'une digue de protection contre les inondations, le développement de formations en gestion des risques de catastrophe et en premiers secours, ainsi que l'accompagnement et la sensibilisation des ménages pour promouvoir la construction d'abris sûrs et durables.

Source : CRD.

Enfin, des stations hydrométéorologiques locales permettent de recueillir des observations en temps réel sur les précipitations ou les niveaux d'eau et, notamment : (i) les précipitations ; (ii) la température ; (iii) l'humidité ; (iv) la vitesse du vent. Ces stations peuvent être installées dans les sites intéressés par des actions de gestion à base communautaire des inondations.

Par le biais d'une ligne téléphonique, toutes les données enregistrées sont transmises à un centre de données distant qui les traite et les transmet aux bureaux météorologiques, qui doivent également les traiter en fonction d'éventuelles alertes aux communautés. En outre, par le biais de bulletins périodiques et d'activités de diffusion spécifiques, les données seront (une fois que tout sera opérationnel) renvoyées aux communautés. Dans la figure ci-dessous il y a un schéma relatif à ces stations météorologiques, suivie par la description de comment une telle station a été reçue par une communauté en Côte d'Ivoire.



Source : CIMA Foundation – Note « Station Installation : Operational Aspects ». April 2022

Voix du terrain #19

Réception d'équipements météorologiques à Sangabili (Côte d'Ivoire)

« Le vendredi 15 avril 2022 au matin, l'équipe chargée de la mise en œuvre du projet, ainsi que les différents points focaux des structures partenaires, se sont rendus dans la préfecture de Bondoukou pour la présentation officielle du matériel météorologique aux autorités. Après les échanges, la présentation du matériel et la photo de groupe, la délégation s'est rendue au village de Sangabili. À leur arrivée, les salutations d'usage ont été suivies des présentations des membres de la délégation à la population locale, et réciproquement. Le chef du village, les notables et le comité de gestion se sont présentés tour à tour. Enfin, le matériel météorologique a été symboliquement remis à la communauté sur le site dédié à son installation. »



Source : VFDM, ONG La Cibes, Rapport d'activité – site pilote Sangabili (Côte d'Ivoire), April 2022

Préparer un plan communautaire de gestion des inondations

Une autre étape fondamentale de gestion des risques consiste à élaborer un plan de gestion communautaire des inondations. Le Plan est un outil indispensable pour analyser l'impact possible des risques identifiés et pour s'assurer que des interventions adéquates soient identifiées et mises en œuvre à l'avance. L'existence d'un tel plan, naturellement accompagné des moyens matériels et humains nécessaires, est indispensable en phase de prévention et pour assurer, par la suite, une réponse plus efficace dans la gestion des risques. Le plan de gestion des risques peut comprendre au moins quatre composantes principales⁶⁰ :

- ✓ préparation ;
- ✓ analyse ;
- ✓ planification de la réponse ;
- ✓ suivi et poursuite du processus.

Sur la base des activités d'analyse et de sensibilisation déjà mentionnées, tout plan doit contenir, dans la mesure du possible, des indications sur comment, quand et qui doit exécuter toute activité, et prévoir également une priorisation de ces activités à mener qui soit partagée par les membres de la communauté. Selon l'expérience menée au quartier Vietnam à Djibouti-ville dans le cadre de CREWS-Djibouti, le Plan doit comprendre les éléments suivants :

Sommaire

NOTE GÉNÉRALE

LISTE DES ABRÉVIATIONS

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le parcours suivi pour la préparation de ce Manuel et ses objectifs
- 1.2. Profil général des communautés choisies pour la gestion communautaire des inondations en République de Djibouti

2. CONTEXTE : STRUCTURES COMMUNAUTAIRE ET PARTICIPATION

- 2.1. La participation communautaire – Quelques principes généraux et historique
- 2.2. La participation communautaire – Quelques spécificités en relation à la gestion des inondations
- 2.3. Organiser la participation communautaire

3. APPROCHE « MULTI-STAKEHOLDER » DANS LA GESTION DES INONDATIONS

4. ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES DE GESTION DES INONDATIONS

- 4.1. Préparation aux inondations
- 4.2. Réponses aux inondations
- 4.3. Récupération post-inondations

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

⁶⁰ IASC (Inter-Agency Standing committee), (2007). Inter-Agency Contingency Planning Guidelines For Humanitarian Assistance. www.who.int/hac/network/interagency/ia_guidelines_dec2007.pdf

Dans un plan de gestion des risques sont normalement à considérer aussi des aspects tels que :

- ✓ Les personnes chargées des activités/sous-activités.
- ✓ Les phases de la gestion des risques.
- ✓ Les procédures à suivre selon les phases (formation ; mobilisation ; communication ; protection des personnes, des animaux, des champs et des infrastructures ; secours ; suivi ; restauration des services, support aux personnes, reconstruction, etc.).
- ✓ L'harmonisation de l'action de tous les acteurs, à partir de la communauté locale jusqu'au niveau national et international.
- ✓ La mobilisation des ressources.

Un plan de gestion communautaire peut considérer uniquement la gestion des inondations ou, puisque la gestion des risques fait partie d'un cadre plus large de durabilité environnementale et sociale, il peut adopter une vision plus large et considérer tous les aléas naturels, voire également les risques sociaux caractérisant un territoire donné.

La dernière étape de la préparation du Plan est la séance de validation des activités identifiées avec les différents acteurs de la communauté.

L'activité de préparation au niveau des ménages et des communautés de village/du quartier d'une ville doit aussi être harmonisée avec celle menée aux niveaux supérieurs (municipalité, district, province, région, pays, etc.) (voir l'encadré ci-dessous).

Activités de préparation aux urgences liées aux inondations à différents niveaux⁶¹

1. Au niveau de l'individu, de la famille et du ménage

- Connaître les risques : noyade, maladies transmises par l'eau, électrocution, animaux venimeux.
- Préparez-vous à répondre aux besoins spécifiques de chaque membre de la famille (par exemple, installez des rampes autour de la maison pour protéger les enfants contre les chutes dans l'eau et pour soutenir les personnes âgées).
- Identifier les zones sûres et savoir comment les atteindre.
- Savoir quoi faire et qui est responsable de quoi en cas d'urgence.
- Savoir qui contacter en cas d'urgence.
- Savoir où les membres de votre famille sont le plus susceptibles de se trouver, comment les contacter et où ils doivent se rendre en cas d'urgence.
- Gardez les gilets de sauvetage, les bouées ou les pneus prêts à être utilisés.
- Gardez une trousse de premiers soins prête à l'emploi.
- Gardez de l'eau propre et de la nourriture dans un endroit sûr.
- Débranchez le gaz et l'électricité.
- Écoutez les prévisions quotidiennes des crues.
- Déplacez les objets de valeur sur un terrain plus élevé.
- Préparer l'évacuation.
- Protéger le bétail.

⁶¹ WMO (World Meteorological Organization), (2006). Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management. Flood Management Policy Series. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva. www.floodmanagement.info/publication/rapid-guidance/flood-management-policy-series-legal-and-institutional-aspects-of-integrated-flood-management-2

2. Au niveau de la communauté ou du village/quartier d'une ville

- Identifier et entretenir les abris, les zones sûres et les abris temporaires.
- Affichez des panneaux sur les routes ou des itinéraires alternatifs vers des lieux sûrs.
- Informer la population de l'emplacement des zones sûres et des itinéraires les plus courts pour les atteindre.
- Préparez tous les contacts importants : lignes d'urgence du district ou de la province et lignes d'urgence nationales.
- Établir un point de contact dans le village.
- Préparer la mise en place d'équipes d'évaluation de la santé, des dommages et des besoins.
- Mettre en place des équipes de volontaires communautaires pour surveiller les inondations 24 heures sur 24.
- Améliorer ou maintenir ouverts les canaux de communication pour diffuser les alertes.
- Distribuez des informations dans toute la communauté.

3. Niveaux municipal, de district, provincial et national

- Déterminer les rôles et les responsabilités de chaque organisme pendant les phases d'intervention, de secours et de rétablissement.
- Préparer des cartes (cartes des risques d'inondation/de vulnérabilité, cartes des ressources) pour fournir des informations et des données essentielles sur la situation actuelle et planifier l'assistance dans ces domaines.
- Veiller à ce que les routes majeures soient construites à une certaine hauteur – afin de permettre l'accès à des zones sûres par les communautés touchées par les inondations et à assurer la continuité des transports essentiels aux opérations de secours.
- Identifier de nouvelles zones sûres et entretenir les abris existants, en veillant à ce qu'ils soient équipés de toilettes et autres produits de première nécessité qui répondent aux besoins de tous, y compris des plus vulnérables.
- Mettre en œuvre des activités de sensibilisation du public afin de créer une société proactive et préparée qui peut gérer efficacement les risques et leurs conséquences.
- Informer le public sur ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire pour éviter les activités nuisibles dans la plaine d'inondation.
- Sensibiliser le public à la gestion de l'environnement, à l'utilisation de l'eau et à l'aménagement du territoire.
- Stockez les biens de secours dans des endroits sûrs.
- Préparer des inventaires de ressources : ce qui est disponible localement et ce qui est nécessaire à l'extérieur.
- Planifier la mobilisation des ressources.
- Créez des équipes d'urgence (par exemple, des équipes médicales, de recherche et de sauvetage).
- Prévoir une assistance à l'intervention d'urgence locale.
- Organisez des exercices pour les équipes d'urgence et pour la population vivant dans les zones inondables (y compris les écoles).
- Assurez-vous que les canaux de communication avec la communauté fonctionnent bien.
- Former les différentes agences et organisations à se préparer.
- Inspecter les infrastructures d'atténuation des inondations (par exemple, les barrages, les levées et les digues).
- Diffuser des informations sur la sécurité publique par la mise en place de systèmes d'alerte précoce.
- Clarifiez la source et les actions à entreprendre immédiatement après avoir reçu des avertissements.

Source : OMM, 2006 et APFM, 2017

Exercices de simulation pour tester le Plan de gestion communautaire des inondations élaboré pour la communauté avec la participation des acteurs

Le Plan de gestion communautaire des inondations, comme il a déjà été dit, doit être développé avec une forte implication des communautés et de tous les acteurs qui doivent ou peuvent jouer un rôle en relation avec les différentes activités planifiées. Une attention particulière doit être accordée à toutes les activités devant être réalisées lorsqu'un danger se produit ou est censé se produire dans un court laps de temps.

Pour cette raison, des exercices de simulations spécifiques doivent être effectués dans chaque communauté pour vérifier si tous les acteurs, à la fois institutionnels et communautaires, sont conscients de leurs rôles et responsabilités et sont réellement capables d'agir en conséquence en

temps voulu. De cette façon, les exercices et les simulations permettent d'identifier les lacunes et les chevauchements éventuels.

Un exercice de simulation doit être en premier lieu réaliste et pertinent par rapport aux caractéristiques institutionnelles et sociales du territoire où il se déroule. Il faut donc mettre en œuvre cet exercice selon les conditions énoncées.

Or, il se peut que les institutions nationales et locales disposent de ressources limitées et ne peuvent être mobilisées systématiquement sur le terrain ; et que la coordination institutionnelle, bien que souhaitée par les acteurs concernés, n'est pas toujours opérationnelle dans les délais requis par l'urgence. D'autre part, il se peut que la communauté ait développé des solutions locales qui méritent d'être reconnues et renforcées. Telle est la situation au quartier Vietnam (Djibouti) et c'est dans de telles circonstances qu'a eu lieu, dans ce quartier, l'exercice de simulation qui s'est tenu le 6 mai 2026.

Voix du terrain #20

Exercice de simulation au quartier Vietnam (Djibouti)

L'exercice de simulation « à base communautaire » a eu lieu au quartier Vietnam le 6 mai 20226 à partir de 9h00 du matin.

Un habitant résidant dans la zone situé en bas du quartier a déclaré avoir constaté la montée rapide des eaux des eaux de l'oued d'Ambouli et a alerté immédiatement un leader du Conseil de quartier et des leaders des associations locales ; tous ont immédiatement alerté les autres leaders des associations et du Conseil de quartier. L'information a circulé de porte à porte : cris, coups aux portes, transmission bouche-oreille, appels téléphoniques entre voisins ; utilisation des haut-parleurs, etc. La diffusion de l'alerte a comporté la mobilisation de toutes les personnes habitant dans les zones à risque. Ce processus a pris environ 15 minutes.

Les personnes devant évacuer se sont concentrées dans un des deux points de rassemblement indiqués dans le Plan de gestion communautaire. L'évacuation des personnes saines a été autonome, mais un peu désordonnée.

Les bénévoles ont secouru en urgence les personnes ayant une capacité de mobilité réduite, les enfants et les malades, en se servant des informations incluses dans la carte élaborée antérieurement (cartographie participative – voir plus haut). Au point de rassemblement, une tente a été, entre temps, mise en place par le Croissant Rouge de Djibouti dont plusieurs volontaires ont accouru. Les personnes blessées ou nécessitant de quelques soins ont été secourues.

Sur le site de rassemblement, les habitants ont partagé de l'eau et de la nourriture.

Après 45 minutes environ, il a été déclaré que l'eau avait baissé et les gens sont rentrés chez eux. Toutefois, il n'y a pas eu de signal clair de fin d'alerte. Les volontaires ont assisté les personnes ayant une capacité de mobilité réduite et les malades.

Les enfants, par contre, ont manifesté leur enthousiasme pour ce qui est apparu comme un jeu très amusant.

Un nettoyage sommaire a été entrepris (boue, déchets).

Voix du terrain #20 (suite)



Un suivi constant de l'ensemble du processus a été assuré par un groupe de suivi de 4 personnes (représentants de l'ANM, du CERD, de la commune de Boulaos et de la commune de Balbala). Ce groupe s'est réuni tout de suite après (à 11h00) auprès du CRD pour un débriefing au cours duquel ont été mis en évidence plusieurs « points forts » de l'exercice de simulation (par ex, la forte participation communautaire où chacun a joué le rôle qu'il était censé jouer ; la rapidité de la diffusion de l'alerte ; la précision et la pertinence de l'assistance aux malades et personnes à mobilité réduite ; l'absence de conflits) ; mais également les faiblesses (par ex. l'alerte s'est diffusée en langue somalienne et presque pas en langue Afar ; le manque de kits médicaux pour assister les malades ; trop de foules réunies au point de rassemblement étant donné qu'un seul point a été utilisé, alors qu'il y en a deux indiqués dans le Plan).

Ces observations ont été présentées et discutées en détail avec l'ensemble des parties prenantes lors de l'atelier de restitution organisé le lendemain de la simulation, afin de tirer les leçons, identifier les insuffisances et les défis existants, et suggérer les améliorations à apporter au Plan de gestion communautaire du quartier Vietnam. L'atelier a réuni les représentants des institutions ayant participé à l'exercice de simulation en tant qu'observateurs, sans être directement impliqués dans le processus de gestion communautaire des inondations), ainsi que les évaluateurs. D'autres institutions, n'ayant pas pris part à l'exercice de simulation, étaient également présentes, un des objectifs principaux de cet atelier étant de rendre possible une plus forte implication effective des acteurs institutionnels dans la gestion des inondations au quartier Vietnam.

Les participants ont unanimement reconnu la pertinence de cette première simulation communautaire, qui a permis de tester les mécanismes locaux d'alerte et de réponse aux inondations. Malgré certaines contraintes opérationnelles, l'exercice a démontré un fort niveau d'engagement et de confiance communautaire et a permis d'identifier des pistes concrètes d'amélioration pour renforcer la préparation et la résilience du quartier Vietnam face aux risques d'inondation. Les participants ont salué la réussite globale de cette première simulation communautaire, tout en soulignant la nécessité de répéter régulièrement ce type d'exercice afin de renforcer les capacités locales. L'ensemble des parties prenantes a exprimé sa volonté de poursuivre les efforts engagés et de renforcer progressivement la coordination entre les communautés et les institutions compétentes.

Source : Observation directe

A partir des résultats des exercices / simulations, il peut être approprié (i) d'apporter des corrections au Plan communautaire de gestion des inondations ; (ii) de mener des activités spécifiques de renforcement des capacités (pour combler les lacunes en matière de capacités) et de sensibilisation (pour gérer les lacunes en matière d'information / de sensibilisation). Tout ceci afin de s'assurer, dans la mesure du possible, que chaque acteur (en particulier les membres du Conseil/Comité) soit conscient et effectivement capable de remplir son rôle et d'exercer ses responsabilités en cas de catastrophe.

Phase de préparation

Résumé des points clés

Pour chacune des activités énumérées ci-dessous, nous avons indiqué entre parenthèses l'acronyme de l'acteur ou des acteurs auxquels elles s'adressent. Plus précisément :

CGCIS → adressé aux Conseils ou Comités de gestion communautaire des risques.

ONG → adressé aux agences locales (ONG ou autres) qui aident/soutiennent la communauté.

AL → adressé aux autorités locales.

ST → adressé aux services techniques (par exemple, météorologie, énergie, protection civile, environnement, hydrologie, agriculture, santé, etc.).

Au cours de la phase de préparation les activités qui suivent apparaissent importantes

- ❖ Mise en valeur ou, si non existant, mise en place et fonctionnement d'un Conseil/Comité chargé (entre autres) de la gestion des inondations (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ Une cartographie des risques et des moyens matériels et humains disponibles pour identifier les dangers déjà constatés dans le passé (ou potentiels), la vulnérabilité des différents lieux et les capacités, aussi endogène, pour y faire face (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ L'élaboration d'un calendrier saisonnier, comprenant les catastrophes naturelles probables, leur fréquence d'occurrence et certaines variables relatives aux activités économiques, types de culture, maladies, niveau de sécurité, etc. (CGCIS, ONG, ST)
- ❖ L'identification des personnes et des zones les plus pauvres et les plus vulnérables (CGCIS, ONG, AL)
- ❖ Une vérification communautaire des données de la cartographie, à travers une consultation de groupe (CGCIS, ONG)
- ❖ Une sensibilisation partagée sur les risques et les solutions possibles (CGCIS, ONG)
- ❖ L'identification/consolidation des mesures endogènes de prévention et/ou adaptation aux inondations (CGCIS, ONG)
- ❖ Une discussion/brainstorming en groupes pour élaborer et adopter un plan de réponse communautaire (CGCIS, ONG, ST)
- ❖ L'adoption formelle d'un plan de gestion communautaire des risques et le suivi de sa mise en œuvre (CGCIS, ONG, AL)
- ❖ L'élaboration et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités et de formation, y compris des exercices sur le terrain (CGCIS, ONG, ST)
- ❖ Réunions de sensibilisation et distribution d'outils de sensibilisation (CGCIS, ONG)
- ❖ Activités de renforcement des capacités (par exemple, liées aux SAP, à la formation aux premiers secours et, plus généralement, au CBFM – également pour en améliorer l'efficacité) (ONG, ST)
- ❖ La mise en œuvre régulière d'exercices de simulation compatibles avec chaque contexte et, le cas échéant, leur amélioration (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ Réunions de prise de décision (CGCIS, ONG, AL, ST) également pour améliorer la collaboration/coopération entre les différents acteurs, l'efficacité et la durabilité des systèmes de gestion des inondations (plus en général de GRR).

4.2. Réponses aux inondations

Une capacité de réponse communautaire immédiate et efficace est essentielle pour faire face aux inondations au fur et à mesure qu'elles se produisent. Évidemment, cette réactivité dépend largement de comment la phase de préparation a été réalisée (et de si elle a été réalisée ...) et du fait qu'un conseil/comité engagé dans la gestion des inondations/des risques est effectivement opérationnel.

L'efficacité de la réponse à l'urgence repose sur ce travail préparatoire qui doit permettre à chaque acteur (en particulier les membres du conseil/comité) d'être conscient et effectivement capable de remplir son rôle et d'exercer ses responsabilités pour répondre à l'urgence. Ce travail permet de réduire les souffrances et les pertes pendant et après un événement calamiteux, mais aussi de réduire la dépendance des communautés vis-à-vis de l'aide d'urgence (laquelle, souvent, n'est pas immédiate).

Ceci est important car les membres des communautés sont souvent les premiers intervenants et ont la plus grande chance de sauver des vies et de fournir un soutien dans les heures et les jours qui suivent immédiatement un événement calamiteux. Nul mieux que les habitants et les collectivités locales ne peut identifier leurs besoins immédiats, organiser des activités, se coordonner avec les interventions des autorités officielles et apporter un soutien et une solidarité efficaces aux victimes.

Comme il est indiqué dans le document de l'APFM sur la gestion à base communautaire des inondations⁶², en général, durant cette phase de réponse, les activités qu'une communauté doit entreprendre sont surtout faire face aux événements, en assurer le suivi et transmettre les informations relatives, mettre en œuvre des plans d'urgence et poser les bases des activités de rétablissement qui suivront.

Quelques indications suggérées au cours des activités de terrain dans les projets antérieurement cités sont fournies ci-dessous à propos des activités pendant et/ou immédiatement après une inondation.

La gestion des comportements des personnes

Un comité de gestion communautaire, lorsqu'un risque se matérialise, doit s'assurer que les personnes et les familles aient un comportement correct par rapport à la situation.

Voix du terrain #21

Sensibilisation sur la réponse aux inondations à Djibouti

A Djibouti, il est essentiel de renforcer la sensibilisation communautaire afin d'adopter des comportements adaptés non seulement avant, mais également pendant (et après) les inondations. Les consignes suivantes visent à guider les populations pour réduire les risques et améliorer leur sécurité et leur résilience face à ces aléas, et les sensibilisations se font souvent autour des leaders communautaires, des comités de quartier, des lieux de culte, des écoles ainsi que lors des réunions communautaires et des causeries de proximité.

⁶² APFM (2017). Community-Based Flood Management. integrated flood management tools series. Issue 4. Disponible sur : https://www.floodmanagement.info/publications/tools/APFM_Tool_4_e.pdf

Voix du terrain #21 (suite)

Pendant les inondations (réaction et protection)

- Ne jamais traverser les eaux en crue, même si elles semblent peu profondes.
- Se déplacer rapidement vers des zones surélevées et sécurisées.
- Éviter les déplacements inutiles, surtout la nuit ou pendant les fortes pluies.
- Suivre strictement les consignes des autorités et des comités locaux.
- Protéger en priorité les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Après les inondations (rétablissement et sécurité sanitaire)

- Ne retourner dans les habitations qu'après autorisation des autorités compétentes.
- Vérifier la stabilité des maisons avant toute réinstallation.
- Utiliser uniquement de l'eau potable pour éviter les maladies hydriques.
- Nettoyer et désinfecter les habitations pour prévenir les risques sanitaires (diarrhées, infections).
- Signaler les dégâts et participer aux activités communautaires de nettoyage et de relèvement.

Source : CRD

Dans le cadre du programme de l'APFM en Thaïlande déjà cité antérieurement⁶³, des lignes directrices ont été mises au point sur ces aspects. Elles sont comparables à celles mentionnées ci-dessus et peuvent les intégrer.

Pendant et après les inondations : quelques recommandations d'un programme CGCI en Thaïlande

Pendant les inondations

Pendant les inondations, les communautés ne doivent pas paniquer, mais se préparer à toutes les circonstances et suivre ces directives et recommandations.

- Éteignez les connexions électriques dans les maisons et coupez le gaz
- Restez dans un bâtiment renforcé sur un sol qui est au-dessus de tout niveau d'inondation antérieur
- Restez au chaud et soyez conscient des maladies transmissibles propagées par les eaux de crue
- Buvez de l'eau bouillie et mangez des aliments chauds et bien cuits
- Rassemblez les ordures et les restes de nourriture dans un sac pour éliminer les déchets lorsque le niveau de l'eau se retire, afin d'éviter la propagation de toute maladie transmissible
- Ne nagez pas dans les eaux de crue
- Méfiez-vous des insectes et des animaux venimeux tels que les mille-pattes, les serpents, les scorpions, etc.
- Ne conduisez pas de véhicules sur des routes inondées
- Surveillez de près la situation et vérifiez les informations mises à jour du gouvernement ou de TMD
- Soyez prêt pour l'évacuation et suivez les suggestions du gouvernement
- Les groupes vulnérables ont la priorité pour l'évacuation avant qu'une inondation ne se produise
- Privilégiez la sécurité personnelle aux effets personnels

Après les inondations

Après la baisse des niveaux d'eau, les communautés doivent démarrer les réparations et suivre les lignes directrices et les recommandations ci-dessous.

- Nettoyez les maisons et les routes et réparez tout ce qui a été touché par la catastrophe dans la mesure du possible

⁶³ APFM, (2017). Op. cit.

- Vérifiez les prises, les lignes électriques et les appareils pour vous assurer qu'ils sont sûrs et fonctionnent correctement
- Enterrez immédiatement les animaux morts
- Éviter de pénétrer dans les zones dangereuses
- Soyez conscient des maladies transmissibles, buvez de l'eau propre et mangez des aliments bien cuits
- Contactez les agences gouvernementales, le bureau municipal, le bureau de district, le bureau provincial, les bénévoles et les agences de prévention/atténuation des catastrophes si une assistance est nécessaire

Source : APFM, *Aspects sociaux et implication des acteurs dans la gestion intégrée des inondations. Gestion communautaire des inondations en Thaïlande, OMM 2017*

Opérationnaliser le plan de gestion des risques

En phase de crise, il est nécessaire d'opérationnaliser le plan de gestion des risques mentionné au paragraphe 4.1. Les conseils de quartier/comités de gestion communautaire sont appelés à activer les personnes de la communauté selon les tâches et les rôles attribués et à mobiliser les ressources mises à disposition, de manière transparente.

Partie essentielle de ce plan est une communication des événements relatifs à la crise de la part des institutions publiques, si présentes, laquelle doit accompagner le relais de l'alerte, les consignes de comportement, l'évolution de la situation, l'annonce de la fin de l'alerte et les mesures de soutien aux victimes. A ce niveau, les comités de gestion peuvent collaborer à l'élaboration, diffusion et interprétation des messages, par exemple en utilisant les réseaux sociaux, tels que Twitter, WhatsApp, etc., ainsi que les formes traditionnelles de transmission bouche-oreille⁶⁴. Leur rôle est bien plus important en cas d'absence ou de présence limitée des institutions publiques.

Voix du terrain #22

Déclenchement de l'alerte au quartier Vietnam (Djibouti)

Il se peut, comme dans le cas du quartier Vietnam dans la ville de Djibouti, que l'activité des institutions publiques soit déficitaire par faute de ressources à cause de la présence très limitée de l'armée et des autorités locales. Dans une telle situation le rôle des communautés et des organisations communautaires (volontaires formés, conseil de quartier, associations locales) est encore plus important.

Comme il a été déjà décrit dans l'encadré #20 au quartier Vietnam, actuellement, l'alerte démarre sans déclenchement institutionnel : un habitant situé en bas du quartier constate la montée rapide des eaux et alerte immédiatement un leader du Conseil de quartier et/ou des associations locales ; ce leader alerte immédiatement les autres leaders des associations et du Conseil de quartier. Chaque personne avertie transmet à son tour. Les leaders du Conseil de quartier et des associations, ainsi que tous les autres habitants du quartier sensibilisés (les volontaires formés) relancent avec intensité l'alerte.

Toutefois, l'information peut se perdre ou être déformée (par ex. « l'eau arrive » sans précision de hauteur ou de vitesse). L'implication de plusieurs personnes mitige ce risque et donc, sans attendre les institutions, les habitants s'organisent : certains vont voir la montée des eaux, d'autres commencent à déplacer les biens, d'autres encore préviennent les voisins vulnérables.

Source : CRD, 2026

⁶⁴ Mezzana, D. et Batongue L.R., (2020). Communication et information en GRC, Banque Mondiale/GFDRR-ACP/EU, Atelier régional de renforcement des capacités sur la gestion et la réduction des risques de catastrophe, Libreville, 3-6 mars.

Un exemple de communication de crise, utilisé dans les activités du VFDM, est reporté ci-dessous.



Source : <https://www.bernama.com/ar/infographics/index.php?v=4610>, utilisé par ORGIIS (Ghana)

Traduction du panneau ci-dessus

CONSEILS DE SECURITE EN CAS D'INONDATION

Soyez attentif aux annonces faites par la radio/télévision ou par les autorités (I à gauche) ; Préparez un sac de secours en cas de catastrophe (II à gauche) ; Partez vers un centre d'évacuation lorsqu'on vous le demande (III à gauche) ; Partez avant que l'inondation ne s'aggrave et que l'accès au monde extérieur ne soit coupé (IV à gauche) ; Restez sur la route désignée, car les autres routes peuvent être bloquées (V à gauche) ; Déplacez-vous sur un terrain plus élevé (VI à gauche) ; Ne laissez pas les enfants jouer dans les eaux de crue, les drains, les fosses ou les cours d'eau (I à droite) ; Ne nagez pas et ne marchez pas dans les eaux de crue rapides jusqu'à la hauteur des genoux afin de réduire l'exposition au danger (II à droite) ; Si vous devez marcher dans les eaux de crue, utilisez un bâton pour tâter le sol devant vous (III à droite) ; Ne touchez pas les articles/câbles/fils électriques (IV à droite).

Protection des infrastructures critiques

Un genre d'action fondamentale dans la phase de réponse aux inondations, est la protection des infrastructures critiques. Cela veut dire que les conseils/comités engagés dans la gestion communautaire doivent mobiliser les personnes formées sur place, et les équipements éventuellement disponibles, pour mettre en sécurité des structures comme les digues et les bassins de rétention. Le but est de faire en sorte que ces structures restent les moins endommagées possibles.

Il faut également faire face à des dommages possibles tels que les glissements de terrain et l'érosion des berges des rivières, par exemple par la pose de sacs de sable ou la mise en place temporaire de terre, de bois ou autres barrières anti-inondation.

Opérations d'évacuation – Mise en place d'un centre d'évacuation / d'abris sûrs

Normalement, sur la base des plans de gestion communautaire des risques (que ce soit au niveau de village, de quartier, de ville, provincial ou autre), les conseils de quartier/de village ou les comités de gestion des risques sont appelés à identifier, avec les communautés concernées, des itinéraires et des zones sûrs où l'on peut évacuer les personnes affectées par les désastres.

Dans la phase critique, il s'agit de se rappeler et de rappeler à la communauté les contenus du Plan de gestion communautaire et de le mettre à jour rapidement, surtout en cas de changements soudains (en cas de crues) ou d'obstacles qui demandent une modification des routes ou des sites où évacuer les personnes.

En même temps, il s'agit d'éloigner les personnes des installations fondamentales, comme les hôpitaux ou les dispensaires, les écoles, les marchés, les sites industriels, les ponts ou les maisons individuelles, tout en attribuant la priorité aux individus les plus vulnérables. A cet égard, il est indispensable que le Plan élaboré contienne une section où sont mentionnées quelles sont et où se trouvent les maisons habitées par les personnes les plus vulnérables (voir Par. 4.1.)⁶⁵.

Dans ce cadre, il est souhaitable qu'un centre d'évacuation soit en place. Le centre d'évacuation doit consister en un bâtiment (ou un ensemble de bâtiments) situé en dehors des zones susceptibles d'être inondées (ceci doit être établi sur la base de la mémoire historique inhérente aux précédentes inondations, ainsi que sur la base de critères rationnels). Dans la mesure du possible, ces bâtiments doivent être suffisamment grands pour accueillir les personnes de la communauté qui s'y rendront et être équipés de toilettes (considérant aussi les différences de genre), d'un accès à l'eau potable, d'électricité, etc. L'emplacement du centre d'évacuation doit avoir été communiqué au préalable aux membres de la communauté (par exemple, dans le cadre de la mise en œuvre d'activités de sensibilisation) et, si possible, indiqué dans le Plan de gestion communautaire des inondations. Alternativement (ou mieux complémentirement), dans les plans de gestion communautaire des risques, les comités de gestion communautaires doivent identifier à l'avance les abris sûrs/points de rassemblement, ainsi que les itinéraires d'évacuation vers des abris clairement indiqués. Il faudra y apporter les kits d'urgence pour assister la population qui en aura besoin.

Le rôle des membres des conseils/comités de gestion et des volontaires est fondamental, à la fois pour la mise à jour des informations utiles et pour les opérations d'évacuation (encadrement, soutien, transport, passage d'informations, etc.).

⁶⁵ Certains projets comportent une activité de marquage (à la peinture) de ces habitations. Un tel marquage a été concrètement effectué parfois. Nous considérons une telle activité dangereuse car tout marquage atteint aux droits fondamentaux des personnes et pourrait être utilisé pour des finalités bien différentes de la réponse adéquate aux inondations et à la sécheresse (par exemple générer des actions violentes). Tout marquage porte également à la stigmatisation.

Voix du terrain #23

Comité d'intervention et d'évacuation à Kunkua (Ghana)

Dans ce contexte, et dans le cadre des activités de gestion communautaire mises en œuvre à Kunkua, un comité d'intervention et d'évacuation a été créé, chargé des fonctions suivantes :

- Cultiver des espèces résistantes à la sécheresse.
- Rendre visite aux personnes vulnérables ou touchées et les mettre en sécurité.
- Les aider à déplacer leurs biens et leur bétail.
- Veiller à la sécurité de toutes les personnes et prodiguer les premiers soins et afin de sauver des vies, en coordination avec le comité de premiers secours, et avec une attention spécifique aux questions de genre.
- S'assurer que le centre d'évacuation dispose de toutes les commodités nécessaires (électricité, nourriture, eau, toilettes, etc.).

Source : ORGLIS, Notes de terrain, février 2022

Sécurité alimentaire – protection et soins de santé

La distribution de l'aide aux victimes de catastrophes, y compris celle en provenance de niveaux plus élevés, notamment le niveau national ou éventuellement international est une question sensible. Pendant la phase d'urgence, il faudra également assurer l'approvisionnement en nourriture. Si vous disposez d'un centre d'évacuation, celui-ci devra, dans la mesure du possible, avoir été équipé en denrées alimentaires, au moins pour les premiers besoins, sachant, par ailleurs, que les aléas tels que les inondations impliquent souvent la destruction ou la dégradation d'importantes quantités de produits agricoles et de bétail et, donc, de nourriture.

Il en va de même pour les activités de protection et de soins de santé pour lesquelles, au-delà des autorités sanitaires compétentes, les membres du Comité/Conseil devront jouer un rôle également grâce au renforcement des capacités en matière de premiers secours et à la boîte à outils correspondante dont ils ont (on l'espère) bénéficié pendant la phase de préparation.

À cet égard, la responsabilité et l'autorité des organisations (telles que les comités de gestion) et des membres des communautés locales, formés lors de la phase de préparation, doivent être établies et communiquées à l'avance.

Voix du terrain #24

Solidarité communautaire « spontanée » en cas d'inondation (Djibouti)

Dans le contexte des inondations à Djibouti, notamment en 2019, une solidarité communautaire « spontanée » s'est manifestée de manière concrète dans les quartiers touchés et les centres d'hébergement (Centre de Développement Communautaire). Des habitants ont spontanément participé à la préparation et à la distribution de repas chauds aux familles sinistrées, ont partagé des ressources de base (eau, nourriture, vêtements) et ont offert un soutien direct aux personnes les plus vulnérables. Certains ont également aidé à l'installation des abris temporaires et à l'accueil des personnes déplacées. Ce type de solidarité joue un rôle crucial dans les premières heures d'une catastrophe, lorsque les dispositifs institutionnels ne sont pas encore pleinement opérationnels ou sont insuffisants face à l'ampleur des besoins. Elle permet de sauver du temps, de réduire les souffrances immédiates et de renforcer la résilience communautaire.

Voix du terrain #24 (suite)

Bien qu'essentielle, cette réponse spontanée reste souvent informelle et dépend fortement de la capacité d'organisation locale, des ressources disponibles et de la cohésion sociale du quartier. D'où l'importance de mieux reconnaître, structurer et accompagner ces dynamiques communautaires dans les stratégies de préparation et de réponse aux catastrophes à Djibouti.

Source : CRD

Dans ce cadre, des priorités et de procédures doivent être établies pour soutenir de catégories de population particulièrement vulnérables, telles que les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes et les handicapés.

Suivi

À partir du déclenchement d'une crise et pendant tout sa durée, un suivi continu – assuré normalement par l'organisme central ou décentralisé qui est responsable des prévisions et des alertes – est requis aussi au niveau de la communauté locale. Un tel système de suivi doit donc être assuré sur place par une organisation ou des organisations communautaire, comme, par exemple, le Conseil du quartier Vietnam à Djibouti. Dans ce cas, où l'activité des institutions publiques est déficitaire (voir auparavant) le rôle des communautés et des organisations communautaires (conseil de quartier, associations locales, etc.) dans le suivi est encore plus important.

Il s'agit d'opérations telles que les alertes, l'évacuation des personnes vulnérables, la mise en place des équipes de secours, la communication sur la situation et sur les dispositions à prendre.

Dans le cadre du suivi, le Plan communautaire de gestion des inondations doit également être évalué pour voir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Cette activité est donc essentielle pour le développement d'interventions futures.

Estimation rapide des dommages

Dans les cas le plus graves, et qui demandent une intervention massive des autorités, il est essentiel que les conseils/comités de gestion communautaire disposent du personnel local formé pour évaluer rapidement les dommages et conséquemment les besoins urgents.

Ces besoins peuvent concerner des aspects comme l'assistance médicale, la surveillance épidémiologique, la fourniture d'abris et de vêtements, l'approvisionnement d'eau potable et de nourriture, la gestion des ordures, le support psychologique et spirituel.

Pour faciliter cette estimation et ces requêtes, des formulaires doivent être produits par (ou mis à la disposition des) responsables locales chargés de ce volet.

Un exemple d'estimation de dommages, surtout au niveau de l'agriculture, de l'élevage, du commerce et des infrastructures, est fourni ci-dessous, concernant l'expérience du projet VFDM au Mali.

Voix du terrain #25

Estimation des dommages des inondations à Kandé – Mali

« (...) En cas d'inondation le mil, sésame, l'arachide, pot de terre, le haricot ne donnent plus, les paysans souffrent, les animaux ont du mal à trouver les lieux pour brouter, les maisons en banco s'écroulent, finalement les animaux restent sans trouver de nourriture. Les bergers n'arrivent pas à conduire les troupeaux au bon endroit, le lieu d'habitation des animaux cause de sérieux problème parce que le lieu est rempli d'eau, les animaux peuvent avoir des maladies dans cette eau non traitée. Les maisons tombent puisqu'elles ne résistent plus à la pression de la pluie, la population n'arrive plus à se déplacer faute de route, et tout le monde marche à pied.

Chaque année les maisons s'écroulent, les hangars sont emportés par des vents violents, les arbres tombent, les branches d'arbres sont emportées souvent sur les habitations.

Exemple 1

En 2020, avec l'inondation les gens ont perdu tout leur semis pour la semence d'oignon qui était stocké dans la maison. Plus de 100 personnes ont perdu leur pépinière de maraîchage. Chacun pouvait récolter au moins 50 sacs d'oignon de 50kg à la récolte en raison de 20000F CFA, d'une valeur totale de 1.000.000F CFA de perte par cultivateur (soit environ 2,000 US\$). Malheureusement, dans cette inondation les paysans ont perdu tout leur semis d'oignon. Cette perte de semis dont la production par récolte est estimée à 1.000.000F CFA par agriculteur leur n'a pas été remboursé.

Exemple 2

Toujours en 2020, la route Kandé – Pissa, deux villages, était occupée par l'eau suite à l'inondation. La distance entre les deux villages fait 62 km. Les camions n'arrivaient plus à acheminer les marchandises à Kandé suite à la dégradation de la piste reliant les villages. Les mouvements sont limités, les gens accédaient difficilement l'autre village. Pendant ce temps d'inondation, les marchandises étaient bloquées à Pissa, seuls les motos tricycles arrivaient difficilement à amener les marchandises. Cette situation d'inondation a totalement bouleversé l'économie locale et anéanti le développement local. »

Source : Note sur « Inondation et sécheresse dans les villages du Sourou / Volta : Cas du village de Kandé au Mali », mai 2022

Phase de réponse

Résumé des points clés

Pour chacune des activités énumérées ci-dessous, nous avons indiqué entre parenthèses l'acronyme de l'acteur ou des acteurs auxquels elles s'adressent. Plus précisément :

CGCIS → adressé aux Comités de gestion communautaire des risques (inondation).

ONG → adressé aux agences locales (ONG ou autres) qui aident/soutiennent la communauté.

AL → adressé aux autorités locales.

ST → adressé aux services techniques (par exemple, météorologie, énergie, protection civile, environnement, hydrologie, agriculture, santé, etc.).

Au cours de la phase de réponse, les activités qui suivent apparaissent importantes. Elles sont facilitées par l'institution et l'opérationnalisation de comités communautaires de gestions (des inondations) :

- ❖ L'opérationnalisation du Plan de gestion des risques, en attribuant les responsabilités et en mobilisant les ressources disponibles (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ L'évaluation du fonctionnement du Plan en cours d'œuvre (ONG, ST)
- ❖ La collaboration avec les autorités dans la mise en place d'une communication de crise (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ La coordination de la protection des infrastructures critiques (CGCIS, AL, ST)
- ❖ Le support et la mise en sécurité des membres de la communauté les plus vulnérables (CGCIS)
- ❖ La coordination et l'adaptation des opérations d'évacuation éventuelles (CGCIS, AL, ST)
- ❖ L'identification et la gestion des centres d'hébergement/évacuation pour les personnes affectées ; assurer la sécurité alimentaire, la protection et les soins de santé (CGCIS, AL)
- ❖ La mise en place d'un suivi des interventions en cours (ONG, ST)
- ❖ L'estimation rapide des dommages et des besoins de secours qui en dérivent (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ L'activation et/ou le support de systèmes de secours et d'assistance d'urgence (ONG, AL, ST).

4.3. Récupération post-inondations

Dans la troisième phase, celle de la récupération après une catastrophe, le rôle de la communauté locale est essentiel, en tant que pont entre la population et les agences nationales et internationales qui s'occupent des secours et de la reconstruction⁶⁶. Le rétablissement après une inondation signifie le retour à un état préexistant dans la communauté où la vie fonctionne, autant que possible, normalement.

La bonne exécution des deux phases précédentes peut assurer la réussite de cette troisième phase : au moment de la post-crise savoir comment agir permettra de faciliter et d'accélérer le retour à la normalité et d'indemniser de quelque façon les communautés touchées.

La phase de récupération, dans le cas particulier des inondations, implique trois types d'activités, où les institutions communautaires (conseils, comités de gestion) peuvent jouer un rôle important.

1. Restauration – rétablir les services essentiels (électricité, communication et transport) perturbés par l'inondation.
2. Réhabilitation – rétablir une « normalité » de conditions des personnes, par exemple, les soins pour la réadaptation physique et psychologique des personnes ou des communautés touchées.
3. Reconstruction – La réparation et la construction d'un bien, par exemple le remplacement des bâtiments et des infrastructures qui ont été détruits.

Les deux premiers types d'activités peuvent être considérés comme des formes de « relèvement précoce », qui doivent être gérés de manière à garantir l'appropriation de la part de la communauté et la durabilité.

Cela englobe la restauration des services de base, des systèmes de subsistance, des logements de transition, la gouvernance (y compris sécurité et l'état de droit), ainsi que d'autres dimensions, y compris la réintégration éventuelle des populations déplacées.

L'implication de la collectivité locale est fonctionnelle à assurer un meilleur processus de reconstruction, afin d'éviter que la communauté souffre de dommages récurrents ou d'une plus grande ampleur. A ce niveau le principe du « build back better », donc de reconstruire en mieux par rapport à auparavant (avant la catastrophe) est fondamental. Le concept a été introduit pour la première fois lors de la réponse à la catastrophe du tsunami dans l'océan Indien en 2004. L'amélioration de la conception des structures, de l'aménagement du territoire, de la relance sociale et économique, et la consultation communautaire sont les principaux axes de ce principe, tandis que l'appropriation des activités de relèvement de la part des communautés est l'un de ses éléments fondamentaux⁶⁷.

⁶⁶ APFM (2017). Community-Based Flood Management. Integrated flood management tools series. Issue 4. Disponible : https://www.floodmanagement.info/publications/tools/APFM_Tool_4_e.pdf ; UNDP (United Nations Development Programme), (2008). Guidance note on early recovery. Cluster Working Group on Early Recovery, Bureau for Crisis Prevention and Recovery. Disponible : www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/CWGER%20Guidance%20Note.pdf

⁶⁷ Mannakkara, S., & Wilkinson, S. (2014). Re-conceptualising "Building Back Better" to improve post-disaster recovery. International Journal of Managing Projects in Business.

Dans cette phase de reconstruction, les conseils/comités de gestion communautaires des risques peuvent, selon le cas, jouer un rôle de :

- ✓ Collecte et de gestion de l'information sur les besoins et les interventions nécessaires.
- ✓ Support aux programmes de réhabilitation des conditions de vie des membres des communautés.
- ✓ Appui aux activités de réparation ou de construction de logements et infrastructures (par ex. à travers la sensibilisation, la mobilisation de ressources locales, le suivi des activités).

Cette troisième phase peut assurer aussi la base de la durabilité des activités contre les catastrophes. Dans le cadre d'un programme APFM en Thaïlande et Laos (2013-2016), par exemple, cela comporte :

- ✓ Des activités supplémentaires de soutien à la réduction des risques de désastres avec de communautés de test pilote et autres communautés sujettes aux inondations.
- ✓ Un suivi de la mise en œuvre, monitoring des réalisations, partage des leçons apprises, et soutien aux communautés.
- ✓ L'implication d'autres ressources communautaires.
- ✓ Des activités de subsistance incluant la réduction des risques de désastres / adaptation au changement climatique.

La troisième phase comprend également la mise à jour du Plan de gestion communautaire des risques (des inondations), sur la base des expériences réelles d'inondation vécues, afin d'améliorer la gestion future des événements. Bien plus que lors d'une simulation/exercice, lors d'une crise (malheureusement réelle), nous serons en mesure de comprendre si le Plan de gestion communautaire a effectivement inclus les bonnes activités (et les bonnes méthodes pour leur mise en œuvre) ou si, au contraire, il y a des lacunes à combler et lesquelles. Pendant la crise réelle, il sera également possible de vérifier si les rôles et les responsabilités ont été distribués correctement et si les différents acteurs les ont exercés correctement et avec la sensibilisation adéquate ou si, il est nécessaire d'insérer des changements et / ou, vice versa, de mettre en œuvre d'autres activités de sensibilisation et de renforcement des capacités.

Enfin, les leçons apprises et les expériences au niveau de la communauté après des événements d'inondation devraient être partagées entre les membres des organisations communautaires, les différents acteurs et l'ensemble de la communauté. Mieux que toute autre chose, des leçons apprises bien formalisées et communiquées contribuent à la sensibilisation.

Phase de récupération

Résumé des points clés

Pour chacune des activités énumérées ci-dessous, nous avons indiqué entre parenthèses l'acronyme de l'acteur ou des acteurs auxquels elles s'adressent. Plus précisément :

CGCIS → adressé aux Comités de gestion communautaire des risques (inondation).

ONG → adressé aux agences locales (ONG ou autres) qui aident/soutiennent la communauté.

AL → adressé aux autorités locales.

ST → adressé aux services techniques (par exemple, météorologie, énergie, protection civile, environnement, hydrologie, agriculture, santé, etc.).

Au cours de la phase de récupération, les activités qui suivent apparaissent importantes. Elles sont facilitées par l'institution et l'opérationnalisation de comités communautaires de gestions (des inondations) :

- ❖ Rétablissement des services essentiels (grâce aussi à la collecte et la récolte d'informations sur les besoins) (CGCIS, AL, ST)
- ❖ Réhabilitation des conditions de vie des habitants (par ex. en mobilisant et fournissant un support en ressources humaines) (CGCIS, AL, ST)
- ❖ Réparation et/ou construction de logements et infrastructures (par ex. à travers la sensibilisation, la mobilisation de ressources locales, le suivi des activités, etc.) (CGCIS, AL, ST)
- ❖ Révision du Plan (CGCIS, ONG)
- ❖ Apprentissage mutuel d'enseignements sur la base de l'expérience des catastrophes (CGCIS, ONG, AL, ST)
- ❖ Élaboration et partage de stratégies pour la conservation du sol et des infrastructures et pour l'aménagement du territoire dans son ensemble (CGCIS, AL)
- ❖ Récupération d'un rapport plein et satisfaisant entre les communautés locales et leur territoire (CGCIS, AL)
- ❖ Suivi et évaluation périodique (ONG, ST)
- ❖ Réunions de prise de décision (ONG, AL, CGCIS, ST) aussi pour améliorer la collaboration/coopération, l'efficacité et la durabilité
- ❖ Lancement d'un programme de durabilité des activités (CGCIS, ONG, AL).

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'objectif général de la participation communautaire dans la gestion des inondations est d'impliquer tous les acteurs concernés par la manifestation de ces aléas et par les conséquences (souvent néfastes) qui en découlent. Une approche « multipartenaires » / « multiparties » (multi-stakeholders en anglais) permet, en effet, beaucoup plus de sauver des vies et de réduire les dommages/dégâts matériels en bénéficiant du fait que, autant que possible, tous sont activement concernés, les efforts de chacune et de chacun sont réunis, les conflits potentiels sont apaisés. Les quelques exemples reportés dans ce document, tirés de l'expérience concrète en République de Djibouti et dans d'autres régions d'Afrique et du monde montrent qu'une telle approche est possible. Une gestion « multipartenaires » contribue à diminuer la vulnérabilité des communautés concernées et à augmenter leur résilience et, dans ce contexte, leur capacité à réduire les impacts négatifs des inondations.

Au vu de tout ce qui précède, la gestion des inondations n'est pas l'affaire d'une personne ou d'une famille mais plutôt une gestion concertée de tout le quartier d'une ville (ou village rural) ou même de toute la municipalité (ou district). Cette gestion doit se faire de concert avec les autorités de quartier/villageoises, communales et même régionales (services techniques concernés et administration) vu (très souvent) l'étendue du territoire et des risques encourus si tout le monde ne prend pas part aux décisions et au respect strict des conduites à tenir et des consignes.

La participation de la communauté est donc un processus complexe et sa mise en œuvre ne peut guère être parfaite, surtout au départ. Ce n'est que progressivement qu'une approche « multipartenaire » peut s'affirmer. Grâce au dialogue entre les parties, aux activités de sensibilisation, au renforcement des capacités des différents acteurs et, également, à la définition de « règles du jeu » partagées. Règles telles que peuvent être celles qui sont formalisées dans un Statut ou un Règlement d'un Comité de gestion communautaire des inondations au niveau local (ou de toute autre institution locale équivalente) et/ou à travers la « co-conception » d'un Plan de gestion communautaire des inondations, avec la détermination des rôles et des responsabilités de chacune et de chacun. La continuité des activités et les efforts de tous les acteurs permettent alors d'augmenter la résilience des communautés en les rendant plus résistantes aux aléas et en mettant, autant que possible, sous contrôle les facteurs de vulnérabilité.

Le développement et la mise en œuvre d'activités de gestion communautaires des inondations comporte aborder les questions suivantes.

- L'approche communautaire est fondamentale et essentielle à chaque étape cycle de gestion des risques, c'est-à-dire la prévention ou préparation, la réponse et la récupération. Cette approche cherche à maximiser les avantages par l'intégration avec des activités de développement connexes dans le territoire dans son ensemble.
- Les facteurs socio-économiques, tels que la pauvreté, le profil des moyens de subsistance, les croyances culturelles, le statut des groupes sociaux les plus faibles et les droits des minorités et des groupes ethniques, influencent la volonté et la capacité d'une communauté à participer.

- L'efficacité et l'efficience de la gestion communautaire sont liées au niveau et à la qualité de la cohésion sociale.
- Les mesures possibles à mettre en œuvre doivent être conçues (parmi d'autres facteurs, voir ci-dessus) en fonction des besoins de la communauté.
- Les caractéristiques spécifiques de l'approche de gestion communautaire à élaborer dépendent, bien entendu, du contexte local et, notamment (voir ci-dessus) des facteurs socio-économiques, de la cohésion sociale et des besoins de la communauté.
- Quelques éléments sont, toutefois, fondamentaux :
 - La mise en place d'un comité (ou institution équivalente) pour la gestion des inondations ou la mise en valeur, à cet égard, d'une institution déjà existante.
 - L'accès aux informations sur la réduction des risques de catastrophes.
 - L'accès aux ressources gérées par la communauté.
 - Une compréhension et évaluation intégrées des aléas et des risques qui en découlent.
 - L'existence (ou la préparation) d'un Plan de gestion communautaire des inondations (ou des risques, plus en général).
 - La mise en œuvre des mesures établies dans ce Plan, lesquelles devraient, en tous cas, inclure la mise en place/l'existence de systèmes d'alerte précoce au niveau communautaire.
 - La disponibilité de ressources financières et humaines suffisantes pour la mise en œuvre des mesures établies dans le Plan (en sens plus général des mesures de réduction des risques de catastrophes).

En quelques mots, les approches stratégiques de l'organisation de la participation communautaire intègrent six perspectives :

- La maximisation des ressources par l'utilisation intégrée des connaissances locales.
- Un processus participatif efficace avec une compréhension claire du rôle attendu de chaque partie prenante et de son degré d'implication.
- La motivation des acteurs grâce à une vision partagée.
- Le développement du sentiment d'appartenance.
- Les incitations socio-économiques.
- L'institutionnalisation des approches communautaires pour relier la communauté horizontalement aux autres communautés et verticalement aux mécanismes de financement gouvernementaux et privés.

Enfin, la gestion communautaire et « multipartenaires » des inondations (comme de tout autre aléa) devrait augmenter la capacité de les mettre, autant que possible « sous contrôle » et ceci de la manière la plus efficace possible⁶⁸.

⁶⁸ A cet égard, une approche fondée sur la connexion entre « dangers », « régimes sociaux » et « risques » est proposée dans le document de l'APFM « Perception du risque et évaluation d'impact social dans la gestion intégrée des crues » (https://www.floodmanagement.info/publications/tools/Tool_25_Perception_du_risque_et_evaluation_d_impact_social_dans_la_gestion_integree_des_crues.pdf). Les dangers sont définis comme des événements ou processus qui, potentiellement, sont hors du contrôle des individus, des communautés, des groupes sociaux. Les régimes sociaux sont l'ensemble des normes, des institutions, des politiques et autres structures réglementaires qui, dans leur ensemble, encadrent et soutiennent les acteurs sociaux dans leur fonction de « gestionnaires des dangers ». Grâce à ces régimes sociaux aussi, un danger se transforme en risque ; on peut donc dire que le risque est un aléa socialement géré, voire contrôlé, par sa connaissance et sa compréhension. Cette

La liste des questions ci-dessus ne peut guère être considérée exhaustive. Mais surtout, la gestion communautaire des aléas naturels et des risques sociaux (dans ce document appliqué notamment aux inondations) est une approche dynamique à propos de laquelle, chaque jour, on apprend quelque chose de nouveau comme le témoignent les pages ci-dessus qui reportent, entre autres, des résultats et des acquis d'expériences de gestion communautaire qui ont lieu en 2025/26 et qui sont toujours en cours (au moment de la rédaction de ce texte). Ce document est donc appelé à évoluer au cours des prochaines années.

Pour terminer, comme il a été suggéré par l'un des acteurs consultés travaillant en continuité dans la gestion communautaire des inondations, on peut rappeler que les populations ont toujours géré les inondations « à leur manière ». Ce qu'un tel document peut leur apporter est un supplément et un cadrage des efforts afin qu'ils ne travaillent plus en rang dispersé, mais réunissent ensemble leurs efforts, de la façon la plus efficace possible, afin de réduire de façon significative les risques et dommages.

connaissance peut permettre de l'anticiper, de l'identifier et d'activer des mesures pour l'atténuer (ce texte cite D'Andrea L. et G. Quaranta, 1996 : Civil Society and Risk. Contribution for a General Theory. Papers Presented at the Workshop CERFE-Amsterdam School of Social Research, Amsterdam), February 26, 1996.

REFERENCES

- Abarquez, I. & Murshed Z., 2004. [Community-based Disaster Risk Management. Field Practitioners' Handbook](#). Asian Disaster Preparedness Center (ADPC), Bangkok.
- APFM, 2008. [Organizing Community Participation. A Tool for Integrated Flood Management](#). APFM Technical Document No. 9, Flood Management Tools Series.
- APFM & K&I, 2014. [Perception du risque et évaluation d'impact social dans la gestion intégrée des crues](#).
- APFM & K&I, 2017. [Community-Based Flood Management](#). Integrated Flood Management Tools Series No.4 version 2.0.
- APFM & K&I, 2017. [Crisis-Mapping and Crowdsourcing in Flood Management](#). Flood Management Tool Series, Technical Document No. 26. Associated Programme on Flood Management (APFM), Genève.
- APFM & K&I, 2022. [Manuel sur la gestion à base communautaire des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta](#).
- Colleta, N.J. & Cullen, M.L., 2000. The Nexus between Violent Conflict, Social Capital and Social Cohesion: Case Studies from Cambodia and Rwanda. Social Capital Initiative Working Paper Series. World Bank, Washington, USA.
- Evers, M., 2012. Participation in Flood Risk Management. An Introduction and Recommendations for Implementation. Centrum för klimat och säkerhet, Karlstads Universitet.
- Haider, H., 2009. [Community-based Approaches to Peacebuilding in Conflict-affected and Fragile Contexts](#). Governance and Social Development Resource Centre, Birmingham.
- Handicap International, 2005. How to include disability issues in disaster management – following floods 2004 in Bangladesh. Handicap International. Bangladesh, Dhaka.
- HelpAge, 2005. [The impact of the Indian Ocean tsunami on older people. Issues and recommendations](#).
- ICIMOD, 2007. [Gender Matters: Lessons for Disaster Risk Reduction in South Asia](#). Kathmandu, Nepal.
- ICIMOD, 2014. Community-based flood risk management. HICAP (Himalayan Climate Change Adaptation Programme)
- IISD, IUCN & SEI-B, 2003. [Livelihoods and climate change: combining disaster risk reduction, natural resource management and climate change adaptation in a new approach to the reduction of vulnerability and poverty](#). Joint initiative on Climate Change, Vulnerable Communities and Adaptation.
- ILO, 2003. [Concepts and Strategies for Combating Social Exclusion – An overview](#).
- Mannakkara, S. & Wilkinson, S., 2014. Re-conceptualising “Building Back Better” to improve post-disaster recovery. International Journal of Managing Projects in Business.
- Marta, F.L., 2009. Migrations et retour : ressources pour le développement. Lignes directrices.
- Mezzana, D. & Batongue L.R., 2020. Communication et information en GRC, Banque Mondiale/GFDRR-ACP/EU, Atelier régional de renforcement des capacités sur la gestion et la réduction des risques de catastrophe, Libreville, 3-6 mars.
- Oluseyi, O., Fabiyi, G., Akinbola, J., Oloukoi, F., Thonteh, G., Enaruvbe, E., & Okarfor, B., 2011. Integrative approach of indigenous knowledge and scientific methods for flood risk analyses, responses and adaptation in rural coastal communities in Nigeria. Final project report for 2011 START grants for Global Change Research in Africa.
- Putnam, R.D., 1995. [Bowling alone: America's declining social capital](#). Journal of Democracy, 6: 65-78.
- Quaranta, G., 1985: L'era dello sviluppo, Franco Angeli, Milano.
- Quaranta, G. & d'Andrea, L., 1996. Civil society and risk. Contribution for a general theory. Paper presented at the CERFE/SSSU/Amsterdam School of Social Research Workshop, Amsterdam.
- Quaranta, G. & Quinti, G. (with Cacace M. and Marta FL.), 2004. Povertà ed esclusione sociale. CERFE, Rome.
- Quinti, G., 2015. Hacia un enfoque integrado para el análisis y la medición de la vulnerabilidad ante las sequías y ante las inundaciones. Taller de reflexión sobre avances y perspectiva en torno a la implementación del PRONACOSE y del PRONACCH. Comisión Nacional del Agua – CONAGUA, Organización Meteorológica Mundial – OMM (Vers une approche intégrée pour l'analyse et la mesure de la vulnérabilité aux sécheresses et aux inondations. Atelier de réflexion sur les progrès et les perspectives de la mise en œuvre de PRONACOSE et PRONACCH. Commission nationale de l'eau (CONAGUA), Organisation météorologique mondiale (OMM)).
- UNDP, 2008. [Guidance note on early recovery](#). Cluster Working Group on Early Recovery, Bureau for Crisis Prevention and Recovery.

- VFDM, 2021. [Field study on the multidimensional factors of vulnerability and risks in the areas of the Volta River basin exposed to various hydro-meteorological hazards \(Flood and Drought\)](#). Synthesis report.
- VFDM, 2024. [Voices from the Field: Success Stories, Challenges and sustainability](#).
- WMO, 2004. [Synthesis of Manuals on Community Flood Management in Bangladesh, India, and Nepal](#). Pilot projects. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.
- WMO, 2005. Manual on Community Approach to Flood Management in India. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva
- WMO, 2011. [Manual on Flood Forecasting and Warning](#). Geneva.
- WMO, 2012. [Management of Flash Floods](#). Integrated Flood Management Tool Series. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.
- WMO, 2012. [Urban Flood Management in a Changing Climate](#). Integrated Flood Management Tool Series. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.
- WMO, 2006. [Social Aspects and Stakeholder Involvement in Integrated Flood Management](#). Flood Management Policy Series. Associated Programme on Flood Management (APFM), Geneva.
- World Bank, 2015. Community-led Partnerships for Resilience. Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (GFDRR).

Annex A – Principales étapes à suivre pour la gestion communautaire des inondations

Les trois phases du cycle de gestion des risques

INONDATIONS

1. Préparation

A. Gestion

Mettre en place des comités communautaires de gestion des risques d'inondation (et

B Analyse

Analyser la situation des risques, répertorier les vulnérabilités et les opportunités

C Prise de conscience

Sensibiliser et impliquer la population à la définition des vulnérabilités et des opportunités

D Planification

Élaborer un plan de gestion comprenant : Préparation ; Analyse ; Planification de la

E Structure/Capacité

Mettre en place des structures et des capacités adéquates pour faire face aux risques possibles et

2. Réponses

A Comportements

Le Comité doit s'assurer que les personnes aient un comportement correct par rapport à la situation

B Opérationnalisation

Opérationnaliser le plan de gestion attribuant rôles et responsabilités et en mobilisant les ressources

C Protection

Mobiliser les ressources humaines et matérielles pour protéger les infrastructures

D Évacuation

Faciliter l'évacuation de la population par les itinéraires et les procédures identifiés dans le

E Mettre à l'abri

Déplacer la population vers les abris indiqués dans le plan et porter assistance aux victimes

F Suivi

Effectuer un suivi de la crise pendant toute sa durée

G Évaluation

Évaluer les dégâts/dommages afin de solliciter une intervention appropriée des autorités

H Réseau

Mobiliser le réseau de soutien, prévu par le plan, pour assurer une aide de secours rapide et coordonnée

3. Récupération

A Restauration

Rétablir les services essentiels perturbés par l'inondation

B Réhabilitation

Rétablir une «normalité» de conditions physique et psychologique des personnes

C Reconstruction

Réparation et reconstruction des biens et des infrastructures endommagés ou détruits

D Amélioration

Organiser des réunions pour partager les expériences et améliorer le plan pour une meilleure